



LE MONDE diplomatique

HUGO CHÁVEZ,
DIEU ET LA
RÉVOLUTION

CONVERSATION AVEC
IGNACIO RAMONET
Pages 16 et 17.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 732 - 62^e année. Mars 2015

CONTRE L'AUSTÉRITÉ À PERPÉTUITÉ

Soutenir la Grèce

Appuyée par la plupart des capitales européennes, l'Allemagne n'accepte pas l'arrivée au pouvoir à Athènes d'un gouvernement de gauche qui souhaiterait appliquer son programme. Elle prétend utiliser sa domination économique et financière pour contraindre la Grèce à tenir le cap d'une politique d'austérité qui l'a ruinée.

PAR SERGE HALIMI

LES Grecs n'ont pas besoin qu'on leur explique la signification du terme « démocratie ». Pourtant, les leçons pleuvent sur leurs têtes depuis qu'ils ont porté au pouvoir une force de gauche décidée à tourner le dos aux politiques d'austérité qui depuis six ans les tourmentent. Les admonestations sont dispensées par des maîtres d'école qui savent de quoi ils parlent. N'ont-ils pas imposé des traités rejetés par le suffrage populaire et renié leurs engagements de campagne sitôt l'élection acquise ? Désormais, une épreuve de force les oppose à ceux qui cherchent à tenir ce qu'ils ont promis, et à quoi ils croient. Elle sera d'autant plus rude que ces derniers pourraient diffuser à des tiers, jusqu'alors résignés à l'impuissance, des idées de résistance. Au-delà du sort de la Grèce, cet affrontement engage le destin de la démocratie européenne (1).

Sitôt connue la victoire de Syriza, chacun semblait s'être donné le mot sur le Vieux Continent. Sur un mode arrogant, Berlin mais aussi Madrid, La Haye, Lisbonne et Helsinki expliquèrent que l'alter-

nance à Athènes ne changeait rien, puisque la politique rejetée par les Grecs devrait être poursuivie sans aucune modification. Sur un ton plus doucereux, on susurra la même chose à Rome, Bruxelles et Paris : « Il faut, estimait par exemple le ministre des affaires étrangères français Laurent Fabius, concilier le respect du vote par l'électeur et le respect des engagements de la Grèce en matière de réformes. » Mais tous les gouvernements de l'Union européenne semblent ne connaître que le second terme de cette équation. Et s'offusquer quand M. Alexis Tsipras insiste pour rappeler le premier.

Bien qu'isolée au sein de l'Union européenne, soumise au harcèlement de ses créanciers et confrontée à des comptes qui se dégradent, Syriza s'emploie en effet à réhabiliter des mots devenus aussi insolites dans la vie démocratique que « souveraineté », « dignité », « fierté », « espoir ». Mais comment peut-elle y parvenir dans une situation de détresse financière permanente quand, négociation après négociation, il lui faut en rabattre. Et s'y rési-

gner d'autant plus douloureusement que les instruments destinés à garrotter la volonté d'un peuple indocile sont exhibés aux yeux de tous et que ses tourmenteurs se délectent chaque fois qu'ils détaillent le dernier de leurs faits d'armes.

M. Tsipras l'a compris : on attend de lui qu'il capitule sur toute la ligne. Car dès qu'il se cabre, qu'il mobilise l'enthousiasme de sa population, il défie un ordre économique et sa camisole de force, il chamboule les usages politiques les mieux installés. Après tout, M. François Hollande n'a pas eu besoin de plus de vingt-quatre heures pour se rendre à Berlin, piétiner ses promesses de campagne – la renégociation du pacte de stabilité européen, le combat contre son « véritable adversaire », la finance – et endosser ainsi sans broncher la politique de son prédécesseur.

(Lire la suite page 6
et les articles pages 4 à 6.)

(1) Lire « De Paris à Athènes, choisir ses combats », *Le Monde diplomatique*, février 2015.



YANNIS GAÏTIS. – « Boîte à sardines ou La Mise en boîte », 1972-1973

DÉLIRE URBAIN AU TURKMÉNISTAN

Bouygues, le bâtisseur du dictateur

Absence totale de liberté et culte caricatural de la personnalité n'ont pas empêché le Turkménistan d'entretenir de bons rapports tant avec les Occidentaux qu'avec les Russes ou les Chinois. Ce pays neutre d'Asie centrale, au sous-sol gorgé de gaz, représente un client de choix pour les entreprises étrangères qui savent ne pas poser trop de questions, à l'instar du champion français du bâtiment.

UNE ENQUÊTE
DE DAVID GARCIA *

VINGT ET UN décembre 2006. Les télévisions d'Etat annoncent en boucle la mort du président du Turkménistan, Saparmourad Niazov. « Nous sommes tous sous le choc », indique alors à l'Agence France-Presse un haut responsable gouvernemental. Chez Bouygues aussi, c'est la consternation. Il y a de quoi. Implanté depuis 1994 dans cette république gazière d'Asie centrale, le groupe français de construction voit s'éteindre un client fidèle. Autoproclamé « père des Turkmènes », le Turkmenbachi n'a jamais regardé à la dépense. Potentat mégalomane régnant d'une main de fer sur une population réduite à l'obéissance, Niazov n'a cessé de couvrir la capitale d'édifices de prestige. Un opulent palais présidentiel, des ministères somptueux, une banque centrale en forme de lingot, une maison des journalistes agrémentée de son profil...

Prestateur zélé, Bouygues a tapissé la capitale, Achkhabad, d'un écrin de luxe. Au nom de Niazov ou pour le compte de son successeur, l'actuel président Gourbangouly Berdymoukhammedov, aussi prompt à remplir le carnet de commandes du groupe. Au cours des deux dernières décennies, l'entreprise française a livré soixante-quatre bâtiments. A elle seule, la filiale turkmène représente la moitié de l'activité internationale de Bouygues Construction durant cette période selon le ministère français des affaires étrangères.

(Lire la suite page 12.)

* Journaliste, auteur de l'ouvrage *Le Pays où Bouygues est roi*, Danger public, Paris, 2006.

DE MAÏDAN À MINSK, UN PAYS EN DÉROUTE

L'Ukraine entre guerre et paix

La chute du chaudron de Debaltsevo ruine les espoirs de reconquête militaire contre les insurgés du Donbass. Après un an de déconfiture, les dirigeants ukrainiens ont dû accepter de nouveaux accords à Minsk. Mais la perspective d'une solution politique durable, s'appuyant sur le respect des minorités et un dialogue avec Moscou, semble lointaine.

PAR IGOR DELANOË *

ALORS que la guerre en Ukraine orientale reprenait un caractère offensif en janvier, les seconds accords de Minsk apparaissent comme le fruit d'efforts diplomatiques entrepris in extremis. Il aura fallu tout le poids du couple franco-allemand pour offrir une nouvelle chance à la paix. L'évocation par Washington début février d'une possible livraison d'armes sophistiquées aux Ukrainiens a conduit Paris et Berlin à lancer une initiative au plus haut niveau afin de repousser un risque d'escalade militaire avec la Russie.

Près de seize heures de négociation ont été nécessaires aux représentants du

* Docteur en histoire, enseignant au Collège universitaire français de Saint-Petersbourg.

« format Normandie (1) » – le président François Hollande, la chancelière allemande Angela Merkel, le premier ministre ukrainien Petro Porochenko et le président russe Vladimir Poutine – réunis le 12 février dans la capitale biélorusse pour parvenir à un compromis. Comportant treize points ainsi qu'une note additionnelle, les accords de Minsk 2 restent similaires sur le fond à ceux de Minsk 1, signés le 5 septembre 2014 par les responsables de la Russie, de l'Ukraine et des républiques autoproclamées (2).

Les Européens ont peiné à renouer avec la Russie un dialogue trop longtemps négligé. Les difficultés d'aujourd'hui

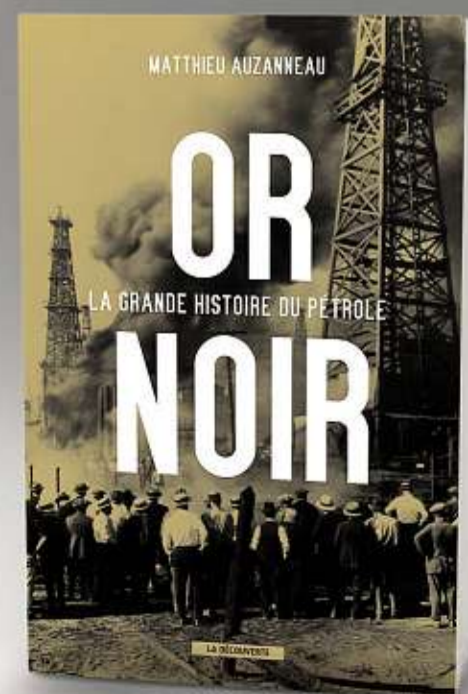
prennent racine dans une absence prolongée de coordination face aux problèmes posés par les pays de leur « voisinage partagé » (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine), que la crise ukrainienne n'a fait qu'approfondir. En mai 2009, l'Union européenne a lancé son partenariat oriental à l'initiative de la Pologne et de la Suède, deux Etats qui entretiennent des relations historiquement épineuses avec la Russie.

(Lire la suite page 21.)

(1) En référence à la rencontre diplomatique qui s'est tenue le 6 juin 2014 entre les quatre dirigeants en marge des commémorations du débarquement de Normandie.

(2) Cet accord a été complété par un mémorandum signé le 19 septembre 2014 par les mêmes parties.

À dévorer comme un roman (noir)



Éditions
La Découverte

728 pages, 26 euros
Disponible au format ePub

M 02136 - 732 - F: 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 250 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$C, Espagne: 5,50 €, Etats-Unis: 7,50 \$US, Grande-Bretagne: 4,50 £, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 30 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.

AUX RACINES DU DJIHADISME

Surenchères traditionalistes en terre d'islam

Le monde musulman sunnite est confronté à un phénomène de réislamisation, avivé par la faiblesse des forces modernistes et des sociétés civiles ainsi que par la duplicité des pouvoirs politiques. Tout porte à croire que, malgré leur opposition idéologique, le wahhabisme saoudien et le courant des Frères musulmans vont poursuivre leur expansion. Leur avatar commun, le djihadisme, devrait lui aussi se renforcer.

PAR NABIL MOULINE *

DANS le monde arabe, les ambitions hégémoniques du traditionalisme musulman ne datent pas d'hier. Quelles que soient sa forme ou sa dénomination, ses dépositaires ont réussi à y occuper, depuis la seconde moitié du IX^e siècle, une place centrale. Cela s'est fait au prix de combats acharnés, et au détriment d'autres discours dont certains étaient novateurs, ou du moins rénovateurs.

Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle que l'ordre ancien est progressivement, quoique involontairement, secoué par le choc colonial. Des discours s'appuyant sur les systèmes de valeurs et de représentations occidentaux s'introduisent en terre d'islam. Ils offrent une nouvelle conception du monde et permettent à des courants intellectuels, politiques et religieux de s'épanouir. Le traditionalisme musulman ne disparaît pas pour autant. Après une période d'adaptation forcée au début du XX^e siècle, ses promoteurs réapparaissent et prétendent jouer un rôle structurant en tant que défenseurs des vraies valeurs de l'islam contre une modernité trop envahissante. Le renouveau et l'expansion du traditionalisme, qu'il soit religieux (wahhabisme [1]) ou politico-religieux (frérisme [2] et djihadismes), ont plusieurs causes. Sans négliger les facteurs socio-économiques, dont l'importance est indéniable, il nous paraît nécessaire ici d'isoler quelques variables déterminantes et de les mettre en perspective.

Tout au long du XX^e siècle, plusieurs pays musulmans ont essayé d'utiliser leur capital religieux pour étendre leur prestige et leur influence au niveau international.

Pétrodollars et prosélytisme

LA grande expansion du wahhabisme commence durant les années 1960, à la faveur des luttes qui opposent l'Arabie saoudite à l'Égypte et de l'augmentation substantielle des revenus du royaume grâce à l'exportation du pétrole. Pour se prémunir contre les ambitions panarabes du président égyptien Gamal Abdel Nasser, le pouvoir saoudien se pose comme le champion de l'islam et des valeurs traditionnelles en inaugurant une politique de « solidarité islamique ». Ainsi plusieurs organisations politiques, économiques, sociales, éducatives et religieuses (la Ligue islamique mondiale, l'Université islamique de Médine, etc.) voient-elles le jour, grâce notamment au concours des Frères musulmans exilés d'Égypte par Nasser et bien accueillis à cette époque.

Après la guerre israélo-arabe de juin 1967, qui sonne le glas du panarabisme, l'Arabie saoudite augmente son influence. Elle utilise ces organisations pour exporter son islam, et dépense sans compter. Alors que la Ligue islamique mondiale étend ses activités à des dizaines de domaines (construction de mosquées, aide humanitaire, jeunesse, enseignement, fatwas, apprentissage du Coran, etc.), l'Université islamique de Médine forme des Saoudiens et des étrangers à porter la « bonne nouvelle » à travers le monde. Depuis sa création en 1961, cette université a produit environ quarante-cinq mille cadres religieux de cent soixante-sept nationalités. Il faut ajouter à cela des milliers d'étudiants étrangers qui passent par

Mais l'expérience saoudienne est la plus impressionnante, par son ampleur et par sa longévité. Le wahhabisme, avatar du hanbalisme (l'une des quatre écoles juridiques et théologiques du sunnisme), se conçoit dès son apparition au XVIII^e siècle comme la seule vraie religion. Son interprétation littéraliste, conservatrice et exclusiviste de l'islam doit donc s'imposer à tous ; ceux qui la refusent sont déclarés égarés, hypocrites, hérétiques, voire mécréants. Cependant, les autorités politiques et religieuses saoudiennes n'ont pas les moyens humains et financiers de réaliser leurs ambitions, d'autant que leur doctrine souffre d'une mauvaise réputation en raison des accusations d'extrémisme portées par ses détracteurs, non sans fondement. Les choses vont changer radicalement au lendemain de la première guerre mondiale.

Le roi Abdel Aziz (dit Ibn Séoud), fondateur du royaume saoudien moderne, profite du contexte de recomposition de la région au lendemain du conflit pour tirer son épingle du jeu. Il entreprend, entre autres, une opération de grande envergure pour redorer le blason du wahhabisme, qu'il rebaptise salafisme. Son objectif : convaincre que cette doctrine est conforme aux croyances et aux pratiques orthodoxes des *salaf* – les trois premières générations de musulmans. Sa plus belle réussite dans ce domaine est sans doute d'avoir séduit plusieurs intellectuels et oulémas influents. L'entreprise de réhabilitation, doublée du prestige d'être resté le seul pays arabe indépendant entre les deux guerres (3), permet à cette doctrine d'acquiescer le statut de nouvelle orthodoxie.

d'autres organismes d'enseignement saoudiens, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et par des réseaux d'enseignement informels. D'autres organismes officiels, officieux et privés ont vu le jour depuis, pour répondre à la demande d'un marché du religieux en perpétuelle croissance. Parallèlement aux voies institutionnelles, Riyad finance, généralement en toute discrétion, des individus, des groupes et des organisations qui servent plus ou moins ses desseins. Il aurait ainsi dépensé plus de 4 milliards de dollars pour soutenir les moudjahidins en Afghanistan durant les années 1980.

En tant que moyen de visibilité et d'expansion de premier ordre, le monde médiatique et virtuel n'échappe bien sûr pas à la vigilance des autorités politico-religieuses du royaume. Il est investi dès les années 1990. Des dizaines de chaînes satellitaires et des centaines de sites Internet éclosent. Les réseaux sociaux sont également pris d'assaut. Toutes sortes de services y sont proposés, parfois en plusieurs langues. Cet engagement dans les nouvelles technologies, financé par l'État, ne doit toutefois pas faire oublier les moyens de diffusion traditionnels. Par exemple, des millions de brochures, de cassettes, de CD et de livres pieux ont été distribués à travers le monde à des prix modiques, si ce n'est gratuitement, depuis les années 1980.

Grâce aux pétrodollars, à la présence de Lieux saints de l'islam sur le territoire saoudien, à la simplicité de ses préceptes et au zèle de ses adeptes, le wahhabisme s'est imposé comme une orthodoxie par rapport à laquelle tous les autres acteurs se positionnent désormais. Son arme la plus efficace reste sans doute la capacité de ses dépositaires à s'allier avec n'importe



Carreau de revêtement calligraphié « Ya Mubdi' » (O Dieu à l'origine de toute chose), XI^e-XV^e siècle

quel régime, ou tout au moins à s'en accommoder, pourvu qu'il les autorise à islamiser la société par le bas. La restauration du califat ne compte pas parmi leurs préoccupations. Ce qui n'est pas le cas de leurs principaux concurrents : les Frères musulmans.

Dès sa fondation vers 1928 par Hassan Al-Banna, la confrérie des Frères musulmans a pour objectif de recréer l'unité politique et religieuse originelle de l'*oumma*. Pour réaliser cette utopie, son fondateur envisage une stratégie téléologique : il faut d'abord islamiser la société par le bas en dépassant toutes les écoles juridiques et théologiques avant de conquérir le pouvoir et de créer des États islamiques. Ces États, qui assurent la suprématie des valeurs religieuses traditionnelles, s'engagent dans un processus d'intégration à travers des programmes de coopération intenses. Cela aboutit tout naturellement à l'abolition des frontières et à la proclamation du califat.

Bien que traditionaliste, le discours des Frères est relativement modéré durant les premières années de leur existence. Beaucoup d'idées occidentales, du moins dans leurs procédés rhétoriques, sont adoptées pour permettre l'entrée dans le champ politique moderne en vue de le contrôler. Si la confrérie s'étend très rapidement en Égypte et ailleurs, elle échoue à conquérir le pouvoir. À la fin des années 1940, elle s'engage dans un processus de radicalisation qui s'intensifie la décennie suivante à cause de la répression féroce que mène le régime de Nasser contre ses membres.

C'est dans ce contexte de crise que sont nées les idées de Sayyed Qotb (1906-1966), l'un des idéologues de la confrérie. En 1950, cet ancien journaliste opère un revirement idéologique qui aura des conséquences immenses sur le champ politico-religieux arabo-musulman. Il considère en effet que le monde dans lequel il vit est tombé dans l'apostasie. Les vrais croyants, désormais minoritaires, doivent accomplir une « émigration » en se séparant spirituellement et physiquement des sociétés impies. Après avoir créé une plate-forme solide, ces élus doivent se lancer à la conquête du pouvoir pour instaurer l'État et la loi islamiques dans le cadre d'un djihad intégral. Cette culture d'enclave, qui n'est pas nouvelle dans l'histoire musulmane, devient très rapidement le socle du djihadisme contemporain. Son hybridation avec le wahhabisme, le mawdoudisme (4) et des idéologies européennes – notamment fascistes et communistes – la rendent encore plus redoutable entre les mains de groupes comme Al-Qaïda, le Front Al-Nosra et l'Organisation de l'État islamique.

Si la majorité des Frères musulmans conteste les arguments de Qotb, ne bascule pas dans le djihadisme et lui préfère l'activisme, elle ne s'éloigne toutefois pas du traditionalisme ; elle doit en effet conserver sa part de marché. Même s'il y a des particularismes locaux, le dénominateur

commun des mouvements se réclamant de près ou de loin de ce groupement est la volonté d'islamiser les sociétés. Cela sans pour autant abandonner le rêve d'une prise, partielle ou intégrale, du pouvoir, soit par l'entrisme, soit par le jeu démocratique.

De leur côté, et quelle que soit leur obédience politique, les régimes qui s'installent au pouvoir après les indépendances instrumentalisent la religion, notamment le traditionalisme. L'échec ou l'inexistence d'un projet de construction nationale leur permet d'utiliser cette valeur refuge par excellence. Dans un

premier temps, ils estiment que le contrôle des acteurs et le monopole du discours religieux passent par la mainmise sur les institutions, comme Al-Azhar en Égypte, la Zitouna en Tunisie et la Qaraouiyyine au Maroc. Cette politique a un effet pervers : les représentants de ces institutions, qui étaient en situation de quasi-monopole, se retrouvent non seulement discrédités durablement, mais également concurrencés par de nouveaux acteurs religieux, notamment les Frères musulmans et les wahhabites. Le champ spirituel se retrouve ainsi fragmenté. Pis, une surenchère traditionaliste s'engage.

Les Frères musulmans contre la gauche

TOUT en restant sur leurs gardes, la plupart des régimes essaient d'utiliser ces entrepreneurs religieux à leur avantage dès le début des années 1970. Pour se débarrasser des mouvements d'opposition, plusieurs régimes, dont ceux d'Anouar El-Sadate en Égypte et de Hassan II au Maroc, utilisent ainsi les Frères musulmans. Sous l'œil bienveillant des autorités, ces derniers affaiblissent durablement les positions de la gauche, notamment dans les établissements d'enseignement, les universités, les syndicats, etc. Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Les régimes vont jusqu'à puiser dans le répertoire des Frères, à la fois pour les satisfaire et pour leur couper l'herbe sous le pied. Cela concerne non seulement le domaine de la loi (la constitutionnalisation de l'islam, voire de la charia, le statut personnel, des articles du code pénal, etc.), mais également l'éducation (les programmes scolaires) et les médias. Pour couronner le tout, les chefs d'État ne manquent plus aucune occasion de manifester publiquement leur piété (accomplissement des rituels, notamment le pèlerinage à La Mecque, organisation de cérémonies religieuses, construction d'édifices de culte, etc.).

Même si les régimes tolèrent et instrumentalisent les Frères musulmans, la méfiance reste de mise. Ils n'oublient pas que l'objectif ultime de ces derniers demeure la prise du pouvoir. Ils ne manquent ainsi aucune occasion d'essayer de les discréditer, de les affaiblir et même de les anéantir. Cela a été par exemple le cas en Arabie saoudite après une contestation frénétique au début des années 1990. D'autres régimes ont essayé, notamment après les attentats du 11 septembre 2001, de s'appuyer sur les confréries soufies pour arriver au même objectif. En vain.

C'est ainsi que, devant la montée des Frères musulmans après les soulèvements populaires de 2011, plusieurs régimes de la région découvrent les « bienfaits » du wahhabisme : l'antifrérisme, l'antimodernisme politique et l'appel à obéir absolument aux gouvernants. Ils n'ont pas manqué de les utiliser, ce qui laisse prévoir des collusions dans les prochaines années. Tout laisse donc penser que le traditiona-

lisme religieux poursuivra son expansion, d'autant que les sociétés civiles sont balbutiantes et que le champ intellectuel, notamment moderniste, est en ruine.

- (1) Du nom du fondateur du mouvement, Mohamed Ibn Abdel Wahhab (1703-1732).
- (2) En référence aux Frères musulmans.
- (3) Certains pays, dont l'Égypte, étaient formellement indépendants, mais en réalité sous contrôle colonial.
- (4) En référence à Abul Ala Mawdoudi (1903-1979), intellectuel, religieux et homme politique indo-pakistanaï, qui fut l'un des principaux promoteurs de l'islamisme moderne.

LE BOULEAU
T C H E R N O B Y L
LA VIGNE ET
L E B L A Y A I S
LE CERISIER
F U K U S H I M A

EXPO CINEMA THEATRE DEBAT BAL

MONTREUIL
MAISON DE L'ARBRE
DU 11 AU 15 MARS 2015
info: 06 08 46 69 44
www.brut-de-beton.net

* Chercheur au Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux (CEIFR) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), auteur de l'ouvrage *Les Clercs de l'islam. Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie saoudite (XVIII^e-XXI^e siècle)*, Presses universitaires de France (PUF), Paris, 2011.

Dettes publiques, un

L'échec de leurs politiques a privé les partisans de l'austérité de l'argument du bon sens économique. De Berlin à Bruxelles, les gouvernements et les institutions financières fondent désormais leur évangile sur l'éthique : la Grèce doit payer, question de principe ! L'histoire montre toutefois que la morale n'est pas le principal arbitre des conflits entre créanciers et débiteurs.

PAR RENAUD LAMBERT

Il fut un temps où les Etats se libéraient facilement du fardeau de la dette. Il suffisait par exemple aux rois de France d'exécuter leurs créanciers pour assainir leurs finances : une forme balbutiante, mais commune, de « restructuration » (1). Le droit international a privé les débiteurs d'une telle facilité. Il aggrave même leur situation en leur imposant le principe de continuité des engagements.

Si les juristes se réfèrent à cette obligation par une formule latine – *Pacta sunt servanda* (« Les conventions doivent être respectées ») –, les traductions les plus diverses ont circulé au cours des dernières semaines. Version moralisatrice : « *La Grèce a le devoir éthique de rembourser sa dette* » (Front national). Version nostalgique des cours de récréation : « *La Grèce doit payer, ce sont les règles du jeu* » (M. Benoît

Cœuré, membre du directoire de la Banque centrale européenne). Version insensible aux susceptibilités populaires : « *Les élections ne changent rien* » aux engagements des Etats (M. Wolfgang Schäuble, ministre des finances allemand) (2).

La dette hellénique dépasse les 320 milliards d'euros ; proportionnellement à la production de richesse, elle a bondi de 50% depuis 2009. Selon le *Financial Times*, « la rembourser requerrait de la Grèce qu'elle fonctionne comme une économie esclave » (27 janvier 2015). Mais les « principes » s'accrochent mal d'arithmétique. « *Une dette est une dette* », martèle la directrice du Fonds monétaire international Christine Lagarde (*Le Monde*, 19 janvier 2015). Autrement dit : qu'importe de savoir si la Grèce peut ou non payer, il faut qu'elle paie...

« Pas suffisamment stupides pour payer »

La doctrine *Pacta sunt servanda* n'a pourtant rien de granitique (3) : « *L'obligation que formule le droit international de rembourser ses dettes n'a jamais été considérée comme absolue et s'est fréquemment vue limitée ou nuancée* », précise un document de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) (4). Dénonciation des dettes « odieuses » (emprunts réalisés par un pouvoir despotique [5]), des dettes « illégitimes » (contractées sans respecter l'intérêt général de la population [6]) ou des « vices de consen-

tement », les arguments juridiques ne manquent pas pour justifier la suspension des paiements, voire l'effacement de tout ou partie des créances qui accablent un pays. A commencer par l'article 103 de la Charte de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui proclame : « *En cas de conflit entre les obligations des membres des Nations unies en vertu de la présente Charte et leurs obligations en vertu de tout autre accord international, les premières prévaudront.* » Parmi celles-ci, on trouve, à l'article 55 de la Charte, l'engagement des Etats à

favoriser « le relèvement des niveaux de vie, le plein-emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social ».

Un jeune Grec sur deux est au chômage ; 30% de la population vit sous le seuil de pauvreté ; 40% a passé l'hiver sans chauffage. Une portion de la dette a été générée sous la dictature des colonels (1967-1974), au cours de laquelle elle a quadruplé ; une autre a été contractée au préjudice de la population (puisqu'elle a largement visé à renflouer les établissements de crédit français et allemands) ; une autre encore découle directement de la corruption de dirigeants politiques par des transnationales désireuses de vendre leurs produits, parfois défectueux, à Athènes (comme la société allemande Siemens [7]) ; sans parler des turpitudes de banques telles que Goldman Sachs, qui a aidé le pays à dissimuler sa fragilité économique... Les Grecs disposent de mille et une justifications pour recourir au droit international et alléger le fardeau d'une dette dont un audit établirait les caractères odieux, illégitime et illégal (*lire ci-dessous* « *Dans nos archives* »). Mais la capacité de faire entendre sa voix repose avant tout sur la nature du rapport de forces entre les parties concernées.

En 1898, les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Espagne en prétextant une explosion à bord de l'*USS Maine*, qui mouille dans le port de La Havane. Ils « libèrent » Cuba, qu'ils transforment en protectorat – réduisant « *l'indépendance et la souveraineté de la République cubaine à l'état de mythe* » (8), selon le général cubain Juan Gualberto Gómez, qui avait pris part à la guerre d'indépendance. L'Espagne exige le remboursement de dettes que l'île avait « *contractées auprès d'elle* » ; en l'occurrence, les frais de son agression. Elle s'appuie sur ce que M. Cœuré aurait sans doute appelé les « règles du jeu ». Comme l'indique la chercheuse Anaïs Tamen, « *la requête espagnole s'appuyait sur des faits analogues, notamment le comportement de ses anciennes colonies qui avaient pris à leur charge la part de la dette publique espagnole ayant servi à leur colonisation* ». Les Etats-Unis eux-mêmes n'avaient-ils pas « *reversé plus de 15 millions de livres sterling au*

Royaume-Uni lors de leur accession à l'indépendance » (9) ?

Washington ne l'entend pas ainsi et avance une idée encore peu répandue (qui contribuera à fonder la notion de dette odieuse) : on ne saurait exiger d'une population qu'elle rembourse une dette contractée pour l'asservir. La presse américaine relaie la fermeté de cette position : « *L'Espagne ne doit pas entretenir le moindre espoir que les Etats-Unis soient suffisamment stupides ou veules pour accepter la responsabilité de sommes*

ayant servi à écraser les Cubains », clame le *Chicago Tribune* du 22 octobre 1898. Cuba ne versera pas un centime.

Quelques décennies auparavant, le Mexique avait tenté de développer des arguments similaires. En 1861, le président Benito Juárez suspend le paiement de la dette, en grande partie contractée par les régimes précédents, dont celui du dictateur Antonio López de Santa Anna. La France, le Royaume-Uni et l'Espagne occupent alors le pays et fondent un empire qu'ils livrent à Maximilien d'Autriche.

Une réduction de 90% pour l'Allemagne

L'IMAGE de l'URSS, qui annonce en 1918 qu'elle ne remboursera pas les dettes contractées par Nicolas II (10), les Etats-Unis réitérent leur coup de force au bénéfice de l'Irak au début du XXI^e siècle. Quelques mois après l'invasion du pays, le secrétaire au Trésor John Snow annonce sur Fox News : « *De toute évidence, le peuple irakien ne doit pas être accablé par les dettes contractées au bénéfice du régime d'un dictateur désormais en fuite* » (11 avril 2003). L'urgence, pour Washington : assurer la solvabilité du pouvoir qu'il vient de mettre en place à Bagdad.

Émerge alors une idée qui stupéfierait les tenants de la « continuité des engagements des Etats » : le paiement de la dette relèverait moins d'une question de principe que de mathématique. « *Le plus important, c'est que la dette soit soutenable* », ose un éditorial du *Financial Times* le 16 juin 2003. La logique convient à Washington : les chiffres ont parlé, et les Etats-Unis s'assurent que leur verdict s'impose aux yeux des principaux créanciers de l'Irak, France et Allemagne en tête (avec respectivement 3 et 2,4 milliards de dollars de titres en leur possession). Pressés de se montrer « *justes et souples* », ceux-ci – qui refusaient d'effacer plus de 50% de la valeur des titres qu'ils détenaient – concèdent finalement une réduction de 80% de leurs créances.

Trois ans auparavant, ni la loi des chiffres ni celle du droit international n'avaient suffi à convaincre les créanciers de Buenos Aires de faire preuve de « souplesse ». Pourtant, culminant à environ 80 milliards de dollars lors du défaut de paiement, en 2001, la dette argentine s'avère insoutenable. Elle découle de surcroît d'emprunts en grande partie réalisés par la dictature (1976-1983), la qualifiant au titre de dette odieuse. Qu'à cela ne tienne : les créanciers exigent d'être remboursés, faute de

quoi ils interdiront à Buenos Aires l'accès aux marchés financiers.

L'Argentine tient bon. On lui promettrait la catastrophe ? Entre 2003 et 2009, son économie enregistre un taux de croissance oscillant entre 7 et 9%. Entre 2002 et 2005, le pays propose à ses créanciers d'échanger leurs titres contre de nouveaux, d'une valeur 40% plus faible. Plus des trois quarts acceptent en renâclant. Plus tard, le gouvernement relance de nouvelles négociations qui aboutissent, en 2010, à un nouvel échange de titres auprès de 67% des créanciers restants. 8% des titres en suspension de paiement depuis 2001 n'ont cependant toujours pas fait l'objet d'un accord. Des fonds voutours s'emploient aujourd'hui à les

(1) Sur l'histoire de la dette, lire François Ruffin et Thomas Morel (sous la dir. de), *Vive la banqueroute !*, Fakir éditions, Amiens, 2013.

(2) Respectivement sur LCI, le 4 février 2015 ; dans *International New York Times*, les 31 janvier et 1^{er} février 2015 ; et sur la British Broadcasting Corporation (BBC), le 30 décembre 2014.

(3) Ce qui suit puise dans les travaux d'Eric Toussaint et Renaud Vivien pour le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), www.cadtm.org

(4) Cnuced, « The concept of odious debt in public international law », *Discussion Papers*, n° 185, Genève, juillet 2007.

(5) Lire Eric Toussaint, « Une "dette odieuse" », *Le Monde diplomatique*, février 2002.

(6) Comme dans le cas de la France. Lire Jean Gadrey, « Faut-il vraiment payer toute la dette ? », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

(7) Cf. Damien Millet et Eric Toussaint, *La Dette ou la vie*, Aden-CADTM, Bruxelles, 2011.

(8) Cité par Richard Gott dans *Cuba : A New History*, Yale University Press, New Haven, 2004.

(9) Anaïs Tamen, « La doctrine de la dette "odieuse" ou l'utilisation du droit international dans les rapports de puissance », travail présenté le 11 décembre 2003 lors du troisième colloque de droit international du CADTM à Amsterdam.

(10) Les fameux emprunts russes, stockés par de nombreux épargnants français et finalement remboursés, pour un montant de 400 millions de dollars, à la suite d'un accord entre Paris et Moscou, en 1996.

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier international | Challenge^s
présentent

MBA FAIR

Le MBA, un accélérateur de carrière !

Pour choisir votre MBA

Rencontrez les directeurs des programmes les plus prestigieux

Assistez aux conférences animées par les journalistes du Monde

Participez aux nombreuses prises de parole des exposants



SAMEDI 21 MARS 2015
11H - 18H

PALAIS BRONGNIART
28, PLACE DE LA BOURSE
75002 PARIS

ENTRÉE GRATUITE

MBA Fair
LE SALON DES
MBA & EXECUTIVE MASTERS

PLUS D'INFORMATIONS SUR :
www.mbfair-lemonde.com



ARCHIVES



JUILLET 2011

L'Equateur dit « non »

Dans l'édition de juillet 2011, les économistes Damien Millet et Eric Toussaint présentaient l'initiative innovante de l'Equateur : un audit de sa dette lui ayant permis d'économiser plusieurs milliards de dollars.

EN 2007, sept mois après avoir été élu, le président équatorien Rafael Correa a fait procéder à un audit de la dette du pays. Les conclusions ont montré que de nombreux prêts avaient été accordés en violation des règles élémentaires du droit international. En novembre 2008, l'Equateur a donc décidé de suspendre le remboursement de titres de la dette venant à échéance les uns en 2012, les autres en 2030. Ce faisant, ce petit pays d'Amérique du Sud est parvenu à racheter pour 900 millions de dollars des titres valant 3,2 milliards de dollars. Si l'on prend en compte les intérêts que l'Equateur ne devra pas verser, puisqu'il a racheté des titres qui arrivaient à échéance en 2012 ou en 2030, le Trésor public équatorien a économisé environ 7 milliards de dollars. Cela a permis de dégager de nouveaux moyens financiers et d'augmenter les dépenses sociales dans la santé, l'éducation, l'aide sociale et le développement d'infrastructures de communication.

En matière d'endettement, la Constitution équatorienne, adoptée au suffrage universel en septembre 2008, représente une grande avancée. L'article 290 soumet notamment tout endettement futur aux règles suivantes :

- on ne recourra à l'endettement public que si les rentrées fiscales et les ressources provenant de la coopération internationale sont insuffisantes ;
- on veillera à ce que l'endettement public n'affecte pas la souveraineté nationale, les droits humains, le bien-être et la préservation de la nature ;
- l'endettement public financera exclusivement des programmes et projets d'investissement dans le domaine des infrastructures, ou des programmes et projets qui génèrent des ressources permettant le remboursement. On ne pourra refinancer une dette publique déjà existante qu'à condition que les nouvelles modalités soient plus avantageuses pour l'Equateur ;
- l'« étatisation » des dettes privées est interdite.

ÊTRE HONORÉES, SAUF...

siècle de bras de fer

faire rembourser, et menacent de conduire l'Argentine à un nouveau défaut (11).

Les créanciers acceptent donc de mauvaise grâce la perte de valeur des titres qu'ils détiennent. Pourtant, ils s'y résignèrent lors de la conférence internationale visant à alléger la dette de la République fédérale d'Allemagne (RFA), qui se tint à Londres entre 1951 et 1952. Les débats de l'époque rappellent ceux entourant la Grèce contemporaine, à commencer par la contradiction entre « principes » et bon sens économique.

« Des milliards de dollars sont en jeu, rapporte alors le journaliste Paul Heffernan, qui suit les débats pour *The New York Times*. Mais il ne s'agit pas uniquement d'une question d'argent. Les conférences du palais de Lancaster House vont avant tout traiter de l'un des principes vitaux du capitalisme international : la nature sacrée des contrats internationaux » (24 février 1952). Ces préoccupations à l'esprit, les négociateurs – principalement américains, britanniques, français et allemands – entendent également celles de l'Allemagne. Dans un courrier du 6 mars 1951, le chancelier Konrad Adenauer enjoint à ses interlocuteurs de « prendre en compte la situation économique de la République fédérale », « notamment le fait que la charge de sa dette s'accroît et que son économie se contracte ». Comme le résume l'économiste Timothy W. Guinnane, chacun convient bientôt que « réduire la consommation allemande ne constitue pas une solution valide pour garantir le paiement de sa dette » (12).

Un accord est finalement signé le 27 février 1953, y compris par la Grèce (13). Il prévoit une réduction d'au minimum 50% des montants empruntés par l'Allemagne entre les deux guerres mondiales ; un moratoire de cinq ans pour le remboursement des dettes ; un report sine die des dettes de guerre qui auraient pu être réclamées à Bonn, ce qui conduisit Eric Toussaint, du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), à estimer la réduction des dettes allemandes à 90% (14) ; la possibilité pour Bonn de rembourser dans sa propre monnaie ; une limite aux montants



ADAGP

YANNIS GAÏTIS. – « La Rencontre ou Face à face », de la série « Paysages d'hommes », 1977

consacrés au service de la dette (5% de la valeur des exportations du pays) et au taux d'intérêt servi par l'Allemagne (5% également). Ce n'est pas tout. Désireux, précise Heffernan, « qu'un tel accord ne soit que le prélude à un effort visant à aiguillonner la croissance allemande », les créanciers fournissent à la production germanique les débouchés dont elle a besoin et renoncent à vendre leurs propres produits à la République fédérale. Pour l'historien de l'économie allemand Albrecht Ritschl, « ces mesures ont sauvé la mise à Bonn et jeté les fondations financières du miracle économique allemand » (15) des années 1950.

Depuis plusieurs années, Syriza – au pouvoir en Grèce à la suite des élections du 25 janvier 2015 – demande à bénéficier

d'une conférence de ce type, animée par les mêmes préoccupations. Au sein des institutions bruxelloises, on semble toutefois partager le sentiment de Leonid Ber-shidsky : « L'Allemagne méritait qu'on allège sa dette, pas la Grèce. » Dans une tribune parue le 27 janvier 2015, le journaliste du groupe Bloomberg développe son analyse : « L'une des raisons pour lesquelles l'Allemagne de l'Ouest a bénéficié d'une réduction de sa dette, c'est que la République fédérale devait devenir un rempart de premier rang dans la lutte contre le communisme. (...) Les gouvernements ouest-allemands qui bénéficièrent de ces mesures étaient résolument antimarxistes. »

Le programme de Syriza n'a rien de « marxiste ». La coalition revendique une

forme de social-démocratie modérée, encore commune il y a quelques décennies. De Berlin à Bruxelles, il semblerait toutefois que même cela soit devenu intolérable.

RENAUD LAMBERT.

(11) Lire Mark Weisbrod, « En Argentine, les fonds vautours tenus en échec », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

(12) Timothy W. Guinnane, « Financial Vergangenheitsbewältigung : The 1953 London debt agreement », *Working Papers*, n° 880, Economic Growth Center, Yale University, New Haven, janvier 2004.

(13) Il ne traite pas de l'emprunt forcé imposé par Berlin à Athènes en 1941.

(14) Entretien avec Maud Bailly, « Restructuration, audit, suspension et annulation de la dette », 19 janvier 2015, www.cadtm.org

(15) Albrecht Ritschl, « Germany was biggest debt transgressor of 20th century », 21 juin 2011, www.spiegel.de

Pour l'exemple

Outre le Mexique (1861), Cuba (1898), l'Union soviétique (1918), la République fédérale d'Allemagne (1953) et l'Irak (2004) – cas d'annulation de la dette analysés dans l'article ci-contre –, on peut signaler :

1868. Etats-Unis. A la fin de la guerre civile, Washington déclare la dette de la Confédération « nulle ».

1883. Mexique. Loi sur le règlement de la dette nationale qui répudiv les dettes contractées de 1857 à 1860 et de 1863 à 1867.

1902-1903. Venezuela. A la suite du refus de Caracas de rembourser sa dette, les flottes britannique, allemande et italienne imposent un blocus naval au pays.

1907. Venezuela. La convention Drago-Porter interdit le recours à la force pour le recouvrement de créances.

1919. Pologne. Le traité de Versailles annule la dette réclamée par l'Allemagne et la Prusse à Varsovie.

1922. Costa Rica. San José dénonce les contrats passés de 1917 à 1919 par le général putschiste Federico Tinoco. La Cour suprême américaine, qui arbitre l'affaire opposant le Costa Rica à la Grande-Bretagne, juge les contrats invalides puisque réalisés au détriment de la population.

1991. Pologne. Dès l'arrivée au pouvoir de M. Lech Walesa, en 1990, les créanciers du pays lui accordent une réduction de 50% de sa dette.

Egypte. Soucieux d'obtenir le soutien du Caire lors de la première guerre du Golfe, les créanciers réduisent de moitié la dette du pays.

1996. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale lancent l'initiative « Pays pauvres très endettés » (renforcée en 1999).

2008. Equateur (lire « Dans nos archives »).

Islande. A la suite d'une mobilisation populaire, Reykjavik refuse de régler au Royaume-Uni et aux Pays-Bas une dette liée aux activités de la banque privée Landsbanki.



ADAGP

YANNIS GAÏTIS. – « Rassemblement », de la série « Paysages d'hommes », 1977-1978

Rarement partis de l'argent et presse se sont trouvés en aussi étroite symbiose qu'en Grèce. La « relance démocratique » annoncée par Syriza pourra-t-elle libérer l'information ?

PAR VALIA KAIMAKI *

CONTRAIREMENT à ce qui se passe dans la plupart des pays européens, les chaînes de télévision et de radio privées disposent en Grèce, depuis 1989, de licences dites « provisoires », sans avoir jamais versé le moindre centime à l'Etat.

Il y a quelques années, le journaliste Paschos Mandravelis résumait ainsi la situation : le fonctionnement des médias grecs ne s'inscrit pas dans le cadre d'un marché de l'information, mais dans celui d'un « marché de la politique » (1). La proximité entre ces deux mondes est d'ailleurs apparue au grand jour en

novembre 2011, lorsque le directeur du quotidien *Ta Néa*, Pantelis Kapsis, a quitté son poste pour rejoindre le gouvernement de M. Lucas Papademos, un ancien banquier. Comme l'a souligné le journaliste Nikos Smyrniaios à l'époque, la famille Kapsis ne disparaissait pas pour autant de la presse : Manolis, le frère de Pantelis, « offic[i]ait tous les soirs au journal télévisé de Mega Channel, où, en tant que commentateur politique, il sout[enait] ce même gouvernement » (2).

Aujourd'hui, une population d'environ onze millions d'habitants se voit proposer pas moins d'une trentaine de quotidiens et d'hebdomadaires nationaux, une dizaine de journaux sportifs quotidiens, six chaînes de télévision privées (en plus des deux chaînes nationales) et cent cinquante chaînes locales, sans compter près d'un millier de stations de radio. De toute évidence, tous ces organes de presse ne peuvent coexister en même temps de façon autonome. D'autant moins que le marché publicitaire, qui assure une partie des ressources, épouse la courbe de la production de richesses du pays, en chute libre.

La vérité est que la presse agonise. *Ta Néa*, l'un des principaux quotidiens – proche du parti socialiste grec (Pasok) –, vend à peine dix-huit mille exemplaires par jour. Un autre journal historique, *Eleftherotypia*, a disparu au début de la crise. La diffusion des hebdomadaires a chuté, de plus d'un million et demi d'exemplaires à environ six cent mille. La plupart des entreprises de presse écrite sont déficitaires, et la moitié des ventes des quotidiens dépend de l'offre promotionnelle de la semaine : coupons de réduction, loterie avec lots de plusieurs milliers d'euros à la clé, etc.

Dans ces conditions, leurs propriétaires – recrutés parmi les grandes fortunes du pays, notamment les armateurs, qui ne paient pas d'impôts – n'attendent pas de leurs investissements qu'ils dégagent des profits. Détenir un groupe de presse leur offre en revanche une influence politique susceptible de leur permettre de remporter des marchés publics. Le groupe Pegasus, par exemple, qui édite les quotidiens *Ethnos* et *Proto Thema*, appartient à la famille Bobolas, spécialisée

dans le secteur du bâtiment et des travaux publics et principale bénéficiaire des contrats publics de construction ces vingt dernières années.

Dès le début de la crise, les médias se sont alliés aux élites politiques pour faciliter le maquillage de la réalité économique du pays – auquel avait œuvré la banque d'investissement Goldman Sachs – et dissimuler l'ampleur de la corruption. Ils ont d'autant plus soutenu le programme d'austérité imposé par la « troïka » (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international et Commission européenne) qu'une grande partie des mesures pronées correspondaient à leurs préférences. « Le groupe DOL [Lambrakis Press Group] a été parmi les premiers à mettre en œuvre l'une des principales mesures imposées par la « troïka », à savoir la suppression des conventions collectives par branches au profit de conventions d'entreprise », précise Smyrniaios. Il a ainsi réussi à imposer une baisse de salaire de 22% à ses employés. »

TOUT ce qui pouvait conduire à discréditer le programme de Syriza rencontrait un large écho. En 2013, par exemple, les grandes chaînes de télévision ont diffusé une vidéo où un dirigeant de la coalition antiaustérité expliquait : « On va sortir de l'euro ! » Son discours avait été tronqué car la suite précisait : « ... si, et seulement si, [la chancelière allemande Angela] Merkel nous fout dehors. » Il a fallu que Syriza menace les chaînes de poursuites judiciaires pour qu'elles en interrompent la diffusion. Tous les sondages le rappellent : la plupart des Grecs ne sont pas favorables à un abandon de la monnaie unique.

Outre la relance économique du pays, le programme de Syriza prévoit une « relance démocratique » qui passe par une réglementation du secteur des médias, ce qui distingue la coalition des autres formations grecques. Elle s'est ainsi engagée à faire payer les sociétés de l'audiovisuel pour les licences provisoires qui leur sont accordées. Leur attribution permanente se traduirait par un contrôle approfondi

de la composition du capital des entreprises, de sa provenance, de sa viabilité et de ses incompatibilités éventuelles avec d'autres investissements. La mesure pourrait changer la donne : la majorité des chaînes survivent grâce aux prêts – à des taux favorables – attribués par les banques, avec la bénédiction des gouvernements précédents. Surprise : depuis l'élection de M. Alexis Tsipras, les grandes chaînes semblent avoir changé d'attitude à son égard et dépeignent le nouveau gouvernement de façon moins caustique...

Autre question-clé, celle de la radiotélévision nationale (ERT), fermée le 11 juin 2013 par le gouvernement de M. Antonis Samaras. Rassemblé autour de syndicalistes et misant sur une éventuelle victoire de Syriza, un noyau dur de salariés a rejeté la proposition de l'ancien gouvernement : rouvrir avec un effectif amputé d'un tiers. Chassé des locaux de la chaîne par les forces de l'ordre en décembre 2013, ce groupe a créé une structure autogérée qui revendique le titre de « vraie ERT ». Nombre de journalistes et de techniciens l'ont toutefois quittée depuis, en désaccord avec la manière autoritaire de l'ex-président du syndicat et sa façon opaque de gérer la caisse de grève. Résultent donc de cette scission deux structures distinctes, auxquelles n'appartiennent d'ailleurs pas la plupart des anciens employés d'ERT, victimes à la fois de la « troïka » (qui ampute leurs allocations-chômage) et du bras de fer de leurs collègues et des partis politiques.

Syriza a promis de rouvrir ERT mais ne semble pas pressée, même si elle déposera un projet de loi à la fin du mois. D'ailleurs, elle n'a pas suivi la demande des syndicalistes qui exigeaient que la structure soit reprise à l'identique, et se montre plutôt favorable à la création d'un organisme basé sur des fondations nouvelles, en rupture avec le caractère étatique d'antan.

(1) « Le déficit entrepreneurial des médias grecs » (en grec), 2 juillet 2009, www.mediun.gr/a/3275-1549.html

(2) Nikos Smyrniaios, « Grèce : la fabrication du consentement par les médias », 26 février 2012, www.ephemeron.eu (toutes les citations de Smyrniaios proviennent de cet article).

« Où sont les Sartre, les Foucault ? »

Leur opposition aux politiques économiques conservatrices vaudra-t-elle aux Grecs autant de sympathies que leur combat contre la dictature des colonels ? Après le coup d'Etat du 21 avril 1967, la solidarité internationale s'étendit à de larges secteurs d'opinion, au-delà de la gauche. Costa-Gavras raconte comment son film « Z » en devint l'emblème.

PAR PHILIPPE DESCAMPS

FILM à suspense, Z est d'abord l'histoire d'un petit juge (incarné par Jean-Louis Trintignant) et d'un journaliste (Jacques Perrin) plongeant dans le labyrinthe de l'Etat profond pour élucider l'assassinat politique du député de la gauche Grigoris Lambrakis (Yves Montand). Tirée du roman de Vassilis Vassilikos (1), cette quête de vérité colle de près à l'histoire réelle de la Grèce des années 1960, à peine remise de la guerre civile (1946-1949) et qui s'appropriait à élire une majorité de centre gauche. Mais, alors que le spectateur se prépare à savourer le happy end et à voir les responsables militaires (Pierre Dux et Julien Guiomar) jetés en prison, ceux-ci prennent le pouvoir...

« L'Express parlait du "premier grand film politique français", mais il n'y avait personne dans la salle la première semaine, se souvient Costa-Gavras, rencontré à Paris le 10 février. Puis le bouche-à-oreille se fait. La dictature des colonels venait de provoquer un choc, quelque chose d'acceptable en Europe. On était en février 1969, quelques mois après Mai 68. A toutes les séances, les gens applaudissaient à la fin. Le film resta en définitive pendant quarante semaines à l'affiche et fit plus de huit cent mille entrées rien qu'à Paris. L'avantage du cinéma est de permettre d'incarner une situation, de faciliter une identification. C'était devenu un phénomène qui nous échappait complètement. »

En 1967, dès les premiers jours du coup d'Etat, le monde de la culture est en émoi. Il accueille de nombreux réfugiés, comme l'actrice Melina Mercouri. On pétitionne au-delà des cercles militants pour obtenir

la libération du musicien Mikis Theodorakis, fondateur des Jeunesses Lambrakis, emprisonné à Oropos. Costa-Gavras découvre par son frère le roman de Vassilikos, écrit le scénario avec Jorge Semprún et réunit sans difficulté une palette de vedettes : « On a trouvé les acteurs tout de suite, mais il a fallu plus d'un an pour réunir l'argent. Edgar Morin, qui présidait la commission d'avance sur recettes, nous a aidés à l'obtenir. Trintignant cherchait des solutions avec Jacques Perrin, qui se retrouvait producteur faute de candidat : "Faisons-le en Algérie !" Montand était prêt à tourner pour rien. Même Pierre Dux, sociétaire de la Comédie-Française et plutôt gaulliste, voulait faire quelque chose pour défendre l'idée de démocratie. »

Alors que le film est encore au montage, un entretien télévisé avec Trintignant restitue l'atmosphère de l'époque (2) : « Certains comédiens disent qu'il ne faut absolument pas faire de politique. Moi, je dis au contraire qu'il faut faire de la politique. Le drame, c'est que l'on ne fait pas de film politique. On en fait trop peu. Moi, je suis ravi de m'engager. » Louis Aragon, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir assistent aux projections privées. Des débats sont organisés avec le réalisateur, les acteurs ou les réfugiés politiques grecs, qui distribuent aussi des tracts aux entrées des salles.

Certes, le mouvement n'est pas unanime. A droite, Le Figaro ne cache pas sa compréhension pour le gouvernement en treillis : selon le quotidien, la pauvreté « rend malaisé

l'exercice d'une démocratie à l'occidentale. Le penchant au désordre y est constant » ; les élections « débouchaient normalement sur la guerre civile (3) ». Toutefois, l'hostilité au régime des colonels déborde largement les colonnes de la presse progressiste : « Je me souviens que le patron de France-Soir, Pierre Lazareff, m'avait invité chez lui avec quelques personnes qui n'étaient pas de gauche et qui avaient de la sympathie pour la Grèce, raconte Costa-Gavras. Un soir, le journaliste Eric Rouleau nous avait réunis pour un dîner avec Léo Hamon, gaulliste

Quand « Z » triomphait aux Etats-Unis

L'ŒUVRE de Costa-Gavras marque les consciences et reçoit une pluie de récompenses. En respectant les codes du cinéma d'action pour toucher un large public, il a fait mouche. A Cannes, il obtient le prix du jury et celui de l'interprétation masculine pour Trintignant. A Hollywood, Z rafle l'Oscar du meilleur film étranger et du meilleur montage. Jules Dassin et Melina Mercouri font connaître la cause grecque. Le film triomphe aux Etats-Unis et déplace la princesse Margaret, sœur de la reine d'Angleterre. Costa-Gavras s'en amuse encore : « Dans les années qui ont suivi, Jacques Perrin m'appelait pour me dire : "Tiens, tel pays vient de l'acheter." Cela signifiait en général que le régime venait de changer... » A Moscou, une projection est organisée pour les intellectuels mais pas au-delà, sous prétexte que le film évoque un spectacle du Bolchoï, où se rend la haute société grecque durant les événements. Costa-Gavras ne pourra d'ailleurs pas retourner de sitôt en Union soviétique, car il prépare L'Aveu, d'après le témoignage d'Arthur London sur les purges stalinienne à Prague en 1952.

La sympathie pour le peuple grec se traduit par une pression diplomatique croissante contre les colonels, rendus infréquentables, et leurs soutiens américains. Elle se concrétise aussi par des actions militantes. Jeune peintre à l'époque, Maria Amaral se souvient : « Tout le monde était contre la Grèce des colonels chez les artistes. La France était le pays qui acceptait le plus de réfugiés politiques. » Recrutée par l'asso-

ciation Solidarité, du militant internationaliste Henri Curiel, elle mit son savoir-faire à leur service : « Une des premières tâches que j'ai eu à remplir, ce fut de faire des faux papiers pour les militants grecs, afin qu'ils puissent rentrer clandestinement dans leur pays et organiser la résistance. On aidait tout le monde, et même les deux partis communistes concurrents. Il a fallu que j'apprenne le grec pour ne pas me tromper dans les tampons des faux passeports. »

« Où sont les Sartre, les Foucault capables de mobiliser les consciences aujourd'hui ? Chacun vient à la télévision vendre son truc », se désespère Costa-Gavras. Mais en rencontrant M. Alexis

Tsipras en mai dernier, le cinéaste a repris goût à la politique : « Il a voulu me voir quand il est venu à Paris. Nous avons passé une soirée ensemble dans un restaurant grec. Son programme pour la culture est le fruit d'une réflexion profonde, il propose quelque chose d'important et de différent. Or chacun sait qu'il faut changer la Grèce. Je n'ai jamais pris position pour un parti depuis l'élection d'Andreas Papandréou en 1981. Mais, après le discours de Tsipras lors de la dissolution du Parlement, je lui ai envoyé un texto pour lui dire : "J'espère que vous allez gagner." »

La victoire électorale de Syriza évoque chez Costa-Gavras le souvenir inquiet du Chili de Salvador Allende, où il tourna *Etat de siège* en 1972, et dont il raconta la tragédie à travers *Missing*, en 1982 : « Je pense que l'on fera tout pour empêcher Tsipras de réussir. Cela ne passe plus par les armes comme au Chili ; la violence est économique. Ils vont s'employer à le casser. Le laisser réussir constituerait un mauvais exemple, en Espagne sûrement, en Italie, mais aussi ailleurs... »

- (1) Vassilis Vassilikos, Z, Gallimard, Paris, 1967.
(2) Document de l'Institut national de l'audio-visuel (INA), 2 décembre 1968.
(3) Le Figaro, Paris, 7 septembre 1967. Cité par Corinne Talon, « La dictature des colonels en Grèce, 1967-1974 », Cahiers balkaniques, n° 38-39, Paris, 2011.



YANNIS GAÏTIS. – « Le Passage étroit », de la série « Paysages d'hommes », 1977-1978

CONTRE L'AUTÉRITÉ À PERPÉTUITÉ

Soutenir la Grèce

(Suite de la première page.)

Moins de dix jours après la victoire de Syriza, les banquiers centraux de la zone euro envoyaient leur première salve punitive en privant subitement les banques grecques de leur principal canal de financement. C'était un moyen pour eux d'obliger Athènes à négocier dans l'urgence un accord avec ses créanciers, essentiellement les Etats européens et le FMI, et à reprendre le programme d'austérité là où le précédent gouvernement l'avait laissé. M. Hollande jugea aussitôt « légitime » le coup de force de la Banque centrale européenne (BCE). Tout comme le premier ministre italien, M. Matteo Renzi. Si l'on ne sait jamais très précisément où se trouve le président français, du moins comprend-on désormais où il ne se situe pas : avec le peuple grec.

Pendant que l'étau européen se resserre, que les marchés financiers accentuent leur pression sur le gouvernement d'Athènes, les termes du jeu deviennent terriblement clairs. La Grèce est soumise à un diktat. En échange des financements dont elle a besoin, on exige qu'elle entérine sur-le-champ une avalanche d'exigences dogmatiques et inefficaces, toutes contraires au programme de son gouvernement : réduire une fois de plus les retraites et les salaires, augmenter encore le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), engager la privatisation de quatorze aéroports, affaiblir davantage le pouvoir de négociation des syndicats, affecter des excédents budgétaires croissants au remboursement de ses créanciers alors même que la

détresse sociale de son peuple est immense. « Les ministres [de l'Eurogroupe], a précisé M. Pierre Moscovici, commissaire européen aux affaires économiques, étaient tous d'accord sur le fait qu'il n'existe pas d'alternative à la demande d'une extension du programme actuel. » Avant de répéter le célèbre slogan de Margaret Thatcher, M. Moscovici, se souvenant peut-être qu'il était membre d'un parti socialiste, avait néanmoins tenu à préciser : « Ce que nous voulons, c'est aider le peuple grec » (2). L'aider, mais en lui interdisant de dévier de la politique d'austérité qui l'a ruiné.

Les vingt-sept assassins de l'espoir

DEPUIS que les institutions européennes ont jeté leur dévolu sur la Grèce et soumis l'économie la plus déprimée de l'Union à la politique d'austérité la plus draconienne, de quel bilan peuvent-elles se prévaloir ? Celui qu'on pouvait attendre et qui fut d'ailleurs annoncé : une dette qui ne cesse d'enfler, un pouvoir d'achat qui s'effondre, une croissance atone, un taux de chômage qui s'envole, un état sanitaire dégradé. Mais peu importe, le Gramophone européen ne cesse de répéter : « La Grèce doit respecter ses engagements ! » (lire l'article page 4). Sclérosée dans ses certitudes, la sainte alliance refuse même d'entendre le président des Etats-Unis quand il explique, encouragé dans son analyse par une armada d'économistes et d'historiens : « On ne peut pas continuer à pressurer des pays en dépression. A un moment donné, il faut une

La Grèce, fait savoir son ministre des finances Yanis Varoufakis, est « déterminée à ne pas être traitée comme une colonie de la dette dont le destin est de souffrir (3) ». L'enjeu en cause dépasse celui du droit d'un peuple à choisir son destin, y compris quand un arbitre des élégances démocratiques aussi délicat que le ministre des finances allemand, M. Wolfgang Schäuble, estime qu'il « a élu un gouvernement qui agit de manière un peu irresponsable (4) ». Car la question posée porte aussi sur la possibilité pour un Etat de s'extraire de stratégies destructrices, au lieu de devoir les durcir chaque fois qu'elles échouent.

stratégie de croissance pour pouvoir rembourser ses dettes (5). »

L'effondrement économique que la Grèce a subi depuis six ans est comparable à celui que quatre ans de destructions militaires et une occupation étrangère avaient infligé à la France pendant la première guerre mondiale (6). On comprend alors que le gouvernement de M. Tsipras bénéficie dans son pays, y compris à droite, d'un énorme appui populaire chaque fois qu'il refuse de prolonger une politique aussi destructrice. Et qu'il renâcle donc à survivre « comme un drogué qui attend sa prochaine dose (7) ». Hélas, Syriza compte moins d'appuis ailleurs. Un peu à la manière du roman d'Agatha Christie *Le Crime de l'Orient-Express*, enquêter sur les assassins potentiels de l'espoir grecque obligerait à inter-

roger la totalité des gouvernements européens. Et d'abord l'Allemagne : les règles disciplinaires qui ont échoué sont les siennes ; elle entend écraser les peuples qui refusent de les subir indéfiniment, surtout quand ils sont méditerranéens (8). Avec l'Espagne, le Portugal, l'Irlande, le mobile du crime est encore plus sordide. Les populations de ces Etats auraient en effet intérêt à ce que la main de fer de l'austérité cesse enfin de les broyer. Mais leurs gouvernements ont peur, en particulier quand chez eux une force de gauche les menace, qu'un Etat ne démontre enfin qu'on peut refuser d'emprunter « un chemin balisé, un chemin connu, un chemin connu des marchés, comme des institutions et de l'ensemble des autorités européennes », celui-là même dont M. Michel Sapin, ministre des finances français, prétend qu'on doit « l'explorer jusqu'au bout » (9). Une éventuelle échappée belle d'Athènes démontrerait que tous ces gouvernements se sont fourvoyés en faisant inutilement souffrir leur peuple.

Chacun sait en effet qu'à moins de parvenir à « tirer du sang à une pierre », la dette grecque ne sera jamais remboursée. Comment ne pas comprendre également que la stratégie économique de Syriza consistant à financer des dépenses sociales urgentes grâce à une lutte déterminée contre la fraude fiscale pourrait enfin s'appuyer sur une jeune force politique, populaire, déterminée, issue des mouvements sociaux, dégagée des compromissions du passé. A défaut d'être « balisée », la voie est donc tracée. Et l'avenir, incertain, fait penser à ce qu'écrivait la philosophe Simone Weil à propos des grèves ouvrières de juin 1936

en France : « Nul ne sait comment les choses tourneront. Plusieurs catastrophes sont à craindre. (...) Mais aucune crainte n'efface la joie de voir ceux qui toujours, par définition, courbent la tête la redresser. (...) Quoi qu'il puisse arriver par la suite, on aura toujours eu ça. Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission (10). » Le combat des Grecs est universel. Il ne suffit plus que nos vœux l'accompagnent. La solidarité qu'il mérite doit se traduire en actes. Le temps est compté.

SERGE HALIMI.

- (2) Respectivement cité par *Les Echos*, Paris, 17 février 2015, et interrogé par Europe 1, 12 février 2015.
(3) *The New York Times*, 17 février 2015.
(4) Entretien avec la radio publique allemande Deutschlandfunk, 16 février 2015.
(5) M. Barack Obama, interrogé par Cable News Network (CNN) le 1^{er} février 2015.
(6) Sur une base 100 en 1913, le produit national brut français est tombé à 75,3 en 1919 (Jean-Paul Barrière, *La France au XX^e siècle*, Hachette, Paris, 2000). De son côté, l'économiste américain Paul Krugman relève dans le *New York Times* du 17 février 2015 que la Grèce a perdu 26 % de son produit intérieur brut entre 2007 et 2009, contre 29 % dans le cas de l'Allemagne entre 1913 et 1919.
(7) Entretien avec M. Varoufakis, *Le Monde*, 3 février 2015.
(8) Depuis 1997, l'Allemagne a pourtant été mise en procédure de déficit excessif huit fois par les autorités européennes, la France, onze fois.
(9) « Réunion de l'Eurogroupe sur la Grèce (Bruxelles, 16 février 2015) », Représentation permanente auprès de l'Union européenne, www.rpf.france.eu
(10) Simone Weil, « La vie et la grève des ouvrières (métales) », *Œuvres complètes. Ecrits historiques et politiques*, vol. II, Gallimard, Paris, 1991.

FACE À LA MONTÉE ÉLECTORALE DE L'EXTRÊME DROITE

Mythologie du front républicain

Le duel entre les candidats socialiste et frontiste lors du second tour de la législative partielle du Doubs, le 8 février dernier, s'est conclu par l'échec du Front national, qui a pourtant mobilisé une bonne partie des électeurs de droite. Une nouvelle fois, les dirigeants politiques se sont focalisés sur l'opportunité d'un front républicain. Et si celui-ci n'avait jamais existé ?

PAR JOËL GOMBIN *

DEPUIS quelques années, la vie politique française a beaucoup tourné autour de la question du front républicain. Le développement de ce concept est concomitant de la résurrection politique du Front national (FN), après sa traversée du désert, entre 2002 et 2010, durant laquelle la droite unie au sein de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) a exercé une concurrence efficace. Il renaît à chaque succès électoral du FN. Fort confus, il renvoie à une mythologie plutôt qu'à un débat rationnel et factuel.

Pour comprendre l'expression même de « front républicain », quelques rappels historiques sont nécessaires. Son emploi contemporain suggère en effet qu'il existerait une tradition consistant, pour les partis « républicains », à appeler à battre les partis « antirépublicains ». Il n'en est rien.

L'expression a été forgée en réalité par Jean-Jacques Servan-Schreiber (1) pour désigner la coalition électorale constituée par la gauche en 1955. Rassemblant la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) de Guy Mollet, Pierre Mendès France et ses amis, François Mitterrand et les siens, ainsi que les gaullistes de gauche (dont Jacques Chaban-Delmas), cette alliance a pour objectif de contrer la menace poujadiste (2), mais aussi de préserver le régime menacé par la guerre d'Algérie. Il s'agit bien de sauver la République ; mais, comme ce fut le cas tout au long de la III^e République (1870-1940), ce sauvetage passe par un rassemblement des forces de gauche. Toutefois, le Parti communiste français (PCF) en est exclu, à l'inverse de ce qui s'est produit avec le Front populaire. Aux élections de 1956, la loi des apparentements (3), adoptée cinq ans plus tôt afin de contrer le Rassemblement du peuple français de Charles de Gaulle ainsi que le PCF, participe également de l'attirail mobilisé pour défendre la IV^e République. Ces artifices n'empêcheront toutefois pas celle-ci de se saborder dans le déshonneur à la suite de la journée des barricades à Alger, le 13 mai 1958.

Un référent d'ordre moral

LES termes du débat se répètent de manière cyclique. A gauche, le référent antifasciste et l'espoir d'une réciprocité plaident pour l'appel au front républicain, alors que la condamnation des options politiques de la droite, de son rapprochement avec l'extrême droite ainsi que les doutes quant à sa volonté de « renvoyer l'ascenseur » conduisent à le refuser. A droite, les centristes mettent en avant les valeurs communes, socle d'un refus partagé de l'extrême droite, tandis que la droite plus « musclée » considère qu'appeler à voter à gauche, voire accepter ses voix, la conduirait à perdre ses électeurs au profit du FN.

C'est que, dans les années 1980 et 1990, la complaisance voire des formes d'alliance avec le FN ne sont pas rares à droite. La fusion entre les listes du RPR et du FN à Dreux lors de l'élection municipale de 1983 permit à ce dernier de participer à la gestion d'une municipalité pour la première fois. En 1986, des élus frontistes deviennent vice-présidents de plusieurs régions dirigées par la droite. En 1988, un accord de désistement réciproque en faveur du mieux placé est conclu après le premier tour entre le RPR, l'Union pour la démocratie française (UDF) et le FN dans le Var et les Bouches-du-Rhône.

* Politiste, université de Picardie Jules-Verne et Observatoire des radicalités politiques - Fondation Jean-Jaurès, coauteur de l'ouvrage *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française* (sous la dir. de Pascal Delwit), Editions de l'université de Bruxelles, 2012.

On ne peut donc parler d'une tradition historique de front républicain. Il existe en revanche dans l'histoire politique française une coutume établie, bien qu'elle n'ait pas toujours été respectée et que les modalités de sa mise en œuvre aient varié en fonction des modes de scrutin. Il s'agit du « désistement républicain » : l'engagement que prennent les uns envers les autres les candidats du camp républicain (c'est-à-dire, dans les années 1880, des gauches (4)) de se retirer au second tour en faveur du mieux placé d'entre eux. S'il a bien pour objet jusqu'en 1914 de garantir la République lorsque son existence est en jeu, il devient par la suite une simple forme de solidarité électorale des gauches face au camp de la réaction. Bon an mal an, celle-ci subsiste jusqu'à aujourd'hui, portée par le mode de scrutin majoritaire à deux tours qui prévaut sous la V^e République.

La question du front républicain émerge dans la seconde moitié des années 1980, face aux succès électoraux du FN. L'expression elle-même semble avoir resurgi en 1989, à l'occasion d'élections partielles (deux législatives, à Dreux et à Marseille, et une cantonale à Salon-de-Provence). Le Parti socialiste (PS), dont les candidats avaient été éliminés au premier tour au profit de ceux du FN, appela alors ses électeurs à voter en faveur de ceux de la droite pour contrer l'extrême droite – avec un succès tout relatif, puisqu'à Dreux et à Salon les candidats frontistes l'emportèrent. Toutefois, cet appel, dont l'initiative revenait à Pierre Mauroy (premier secrétaire du PS) et à M. Michel Rocard (premier ministre), ne suscita pas l'unanimité au sein de leur parti : nombreuses furent les voix qui s'élevèrent pour le contester, de M. Julien Dray à Charles Hernu. Plus surprenant, à droite même, beaucoup refusèrent la main tendue par les socialistes : M. Alain Juppé, alors secrétaire général du Rassemblement pour la République (RPR, ancêtre de l'UMP), refusait ainsi une « alliance contre nature », accusant le PS d'avoir « un poignard dans l'autre main ».

Certains à gauche n'ont pas été en reste pour favoriser ce parti, quoique moins ouvertement. Du coup de pouce du président Mitterrand ouvrant l'accès à la télévision publique à M. Jean-Marie Le Pen à la duplicité de Gaston Defferre suscitant la liste profrontiste « Marseille Sécurité » lors de l'élection municipale marseillaise de 1983, en passant par l'instauration du scrutin proportionnel pour les élections législatives de 1986 afin d'avoir un groupe FN à l'Assemblée, de nombreux indices témoignent de ce que le PS a espéré profiter de la renaissance de l'extrême droite. Dès juin 1984, Pierre Bérégovoy n'avait-il pas déclaré : « On a tout intérêt à pousser le Front national, il rend la droite inéligible. C'est la chance historique des socialistes » ?

L'ambiguïté de la notion de front républicain tient à ce qu'elle mobilise l'imaginaire des « valeurs de la République », c'est-à-dire un référent d'ordre moral, là où en réalité les positions adoptées sont ajustées aux intérêts politiques de ceux qui les prennent. Ceux-ci sont de deux ordres : le strict bénéfice électoral, d'une part ; les enjeux internes des formations, d'autre part. Il s'agit donc d'une équation complexe, qui prend en compte le rapport de forces électoral, le mode de scrutin, le positionnement à l'intérieur du parti... Ainsi seulement peut-on comprendre comment M. Juppé peut, en 1983, approuver l'alliance entre le RPR et le FN à Dreux lors de

l'élection municipale partielle ; en 1990, exclure, en tant que secrétaire général du RPR, M. Alain Carignon qui avait appelé à voter socialiste au second tour de l'élection cantonale partielle de Villeurbanne ; après 2011 et jusqu'en 2014, refuser le front républicain qui est un piège tendu à la droite ; enfin, lors de l'élection législative partielle du Doubs en février 2015, appeler à voter socialiste au second tour.

On pourrait multiplier les exemples. A gauche, il semble que plus un acteur politique se situe de manière critique par rapport à la majorité socialiste, moins l'appel au front républicain aille de soi. Ainsi, M. Jean-Luc Mélenchon et le Parti de gauche refusèrent d'appeler à voter en faveur de l'UMP lors de la législative partielle de l'Aube en janvier 2015 – mais le PCF invita à contrer le FN. Localement, plusieurs candidats socialistes refusèrent de suivre les consignes nationales d'appel au vote UMP, à l'image de M^{me} Catherine Arkilovitch (à Carpentras en 2012) et de M^{me} Sylvie Houssin (dans l'Oise en 2013), arguant que leurs adversaires UMP n'étaient pas plus républicains que les candidats frontistes.

Avec le poids accru du FN à partir de 2010, la mécanique du scrutin majoritaire à deux tours se voit perturbée par l'existence de trois grandes forces électorales : on assiste alors à une distorsion de la représentation politique, de faibles variations dans le score du FN pouvant conduire à des modifications radicales du résultat électoral. A partir de 2011 et sous l'impulsion de M. Nicolas Sarkozy, la ligne officielle de l'UMP consiste à refuser toute consigne de vote en faveur du PS comme toute alliance avec le FN (c'est le fameux « ni-ni »). Le débat revient dès les cantonales de 2011, quand ce dernier est présent au second tour en situation de duel dans trois cent quatre-vingt-quatorze cantons. Il ne l'emporte toutefois que dans deux (Carpentras-Nord et Brignoles), dont l'élection est finalement annulée, et ce malgré le refus d'un front républicain par l'UMP.

Le plus surprenant n'est pas que des discussions aient lieu sur l'attitude stratégique à adopter face au FN, mais la manière dont le « Front républicain » – avec un F majuscule – s'est imposé comme mythe de la vie politique. Chaque fois qu'il revient sur la scène politique, il est fait référence, plus ou moins ouvertement, à une forme d'âge d'or durant lequel il aurait prévalu alors qu'en réalité il n'a jamais existé. On peut, tout au plus, constater l'existence, et la consolidation après 1998, d'une forme de « cordon sanitaire » qui exclut les alliances explicites avec l'extrême droite – même s'il a connu ici ou là certains accroc.

Sans doute l'épisode du 21 avril 2002 – la gauche avait dû se résoudre à appeler à voter pour M. Jacques Chirac – a-t-il largement forgé cette mythologie. Le président sortant, et réélu, est devenu l'icône de la défense de la République, un peu malgré lui : contrairement à certaines réécritures de l'histoire, on ne peut considérer qu'il fut toujours aussi intransigent. Il a béni l'alliance de Dreux en 1983, laissé faire des alliances locales

PIERRE JEUDY. – « Mur-Labyrinthe n°2 », 1996



entre le RPR et le FN en 1985 puis en 1988, validé l'exclusion de M. Carignon en 1990. Il est vrai qu'il joua un rôle déterminant au moment des régionales de 1998 en s'opposant aux alliances de « troisième tour » avec le FN pour l'élection des présidents de région. En tout cas, le 21 avril a permis à M. Chirac d'engranger tous les bénéfices électoraux comme symboliques, d'un front républicain qui a fait l'unanimité à gauche (à l'exception de Lutte ouvrière), sans que cela lui coûte rien : il n'en tira en effet aucune conséquence politique.

Si mythe il y a, que signifie-t-il ? Pour Claude Lévi-Strauss, le mythe relève de la logique intellectuelle du « bricolage ». C'est le « résultat d'un jeu qui consiste à s'arranger avec les « moyens du bord », à

se débrouiller, sans plan ni modèle conscient, avec ce qui peut tomber sous la main pour construire un édifice (5) ». Selon l'anthropologue, il permet de donner sens au monde, et représente un appui pour l'action. Le mythe du front républicain permet d'éclairer des situations politiques chaotiques, face auxquelles il n'existe bien souvent aucune bonne solution pour les acteurs impliqués. Il permet en outre de justifier des revirements politiques, au nom de l'impératif supérieur de la lutte contre le FN. Pour celui qui le mobilise, il offre l'occasion de se placer automatiquement dans le camp du bien, de la République et de ses valeurs, sans avoir à préciser ce que signifient concrètement ces référents, puisqu'il est entendu que l'extrême droite n'en relève pas.

Porosité des électors

RIEN ne permet d'établir – ni d'ailleurs de réfuter – l'efficacité électorale de la stratégie de ce front républicain. Comme l'ont montré Jérôme Fourquet et Damien Philippot (6), lors des cantonales de 2011, le FN progresse au second tour autant face à la droite que face à la gauche. Des candidats frontistes sont battus sans front républicain, d'autres sont élus malgré lui. Ainsi, aux dernières élections municipales, le retrait de la candidature socialiste, M^{me} Elsa Di Méo, n'empêche pas M. David Rachline (FN) d'être élu à Fréjus. A l'inverse, bien que le candidat frontiste, M. Philippe Lottiaux, soit arrivé en tête au premier tour à Avignon, l'absence de front républicain n'empêche pas la gauche de remporter la mairie. En fait, les consignes de vote ne sont guère suivies par des électeurs largement défectifs à l'égard du personnel politique et des partis. Et chaque configuration est spécifique.

L'analyse détaillée des reports de voix, dans les cas où le FN parvient au second tour, montre en tout cas une certaine porosité entre son électoral et celui de l'UMP – dans le cas de la partielle du Doubs, en février dernier, on peut estimer qu'un électeur UMP sur deux environ s'est reporté sur le FN au second tour (7) (un quart a choisi le candidat socialiste ; le dernier quart s'est abstenu, a voté blanc ou nul). Loin d'une frontière étanche entre les électeurs du front républicain et ceux du FN, on assiste au contraire à la fusion, relative mais bien avancée, des électors de droite et d'extrême droite. De son côté, l'électorat de gauche est souvent dubitatif face à ceux qui, après avoir dénoncé la lepénisation de l'UMP,

appellent leurs ouailles à soutenir les uns contre les autres. Dans ces conditions, à qui pourrait bien s'adresser une consigne de front républicain ?

Au fond, le débat traduit aussi l'ambivalence de la situation du FN dans le champ politique français : à la fois central et marginal, *insider* et *outsider*. Il reflète aussi les ambiguïtés du recours au vocable « République », qui est à la fois camp (ceux qui sont pour, ceux qui sont contre) et champ (donc cadre des affrontements), et ne peut être une cause à défendre qu'à condition de se voir doté d'un contenu précis et explicite. Mais celui-ci peut-il vraiment être partagé de l'extrême gauche à l'UMP ?

(1) Jean-Jacques Servan-Schreiber (1924-2006) fut le fondateur de *L'Express* (en 1953) et dirigea le Parti radical.
(2) Les listes d'Union et fraternité française, dirigées par Pierre Poujade (1920-2003), mêlaient la révolte antifiscale des artisans et commerçants à la défense de l'empire colonial. M. Jean-Marie Le Pen fut élu député poujadiste en 1956.
(3) Elle permet à plusieurs listes qui choisissent de s'apparenter de se partager l'ensemble des sièges de député attribués à un département, dès lors qu'elles y obtiennent au moins 50 % des voix.
(4) De la proclamation de la III^e République en 1870 jusqu'en 1914, la vie politique oppose des gauches républicaines (radicales ou socialistes) à des droites (monarchistes ou bonapartistes) qui contestent ce régime.
(5) Claude Lévi-Strauss, *La Pensée sauvage*, Plon, Paris, 1962, cité par Charles Delattre dans *Manuel de mythologie grecque*, Bréal, Paris, 2005.
(6) Jérôme Fourquet et Damien Philippot, « 2007-2011 : le retour du Front national », *IFOP Focus*, n° 41, Paris, août 2011.
(7) Cf. « UMP, PS, abstentionnistes : qui s'est reporté sur le Front national au second tour de la législative partielle du Doubs ? », 13 février 2015, www.slate.fr

L'ABONNEMENT

un moyen simple et rapide pour soutenir votre journal

www.monde-diplomatique.fr/abojournal
(voir abonnement en page 2)



Une gauche assise

L'ancrage du Front national et le discrédit des partis de gouvernement redessinent la carte des idées politiques. Les acteurs de ce grand chambardement se réclament tous des couches populaires. Mais ils escamotent volontiers les antagonismes entre classes sociales au profit d'approches plus immédiatement accessibles à des masses supposées dépolitisées : France périphérique contre bobos des métropoles, peuple contre élite.

PAR BENOÎT BRÉVILLE
ET PIERRE RIMBERT

C'EST un jeu de chaises musicales dans lequel les partis politiques s'agitent autour d'un petit nombre d'idées : multiculturalisme, inégalités territoriales, séparatisme ethnique, peuple et caste, valeurs et cultures. Quand la mélodie s'arrête, le paysage est méconnaissable. « *La gauche a déjà trahi Jaurès en oubliant les classes populaires* », observe M. Geoffroy Didier, animateur d'un courant de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) baptisé Droite forte. « *Si la droite continue à ignorer Jeanne d'Arc, il ne faut pas s'étonner que le Front national prenne le pouvoir* ». Et il conclut : « *La question de l'identité sera au cœur du débat en 2017* » (Le Figaro, 12 février 2015).

Il ne sera pas nécessaire d'attendre jusque-là. Tête pensante au Parti socialiste, le politologue Laurent Bouvet exhorte déjà ses camarades à placer au centre de leur réflexion le thème de son dernier livre (1), « *l'insécurité culturelle* », cette angoisse qui tarauderait à la fois les « petits Blancs » hostiles à l'islam et les musulmans opposés au « mariage pour tous ». Pendant ce temps, M^{me} Sophie Montel, candidate du Front national dans la quatrième circonscription

du Doubs, revendique à la fois Jaurès et Jeanne d'Arc : « *On nous a dit que Peugeot allait bientôt produire la C3 en Slovaquie. Il faut fermer toutes les frontières, produire français avec des Français. C'est juste le grand patronat qui ne veut pas parce que ses intérêts sont ailleurs* » (Le Figaro, 6 février 2015).

Au cœur de la mêlée tourbillonne le slogan commun du « retour au peuple ». Mais lequel, et pour quoi faire ? S'il fallait ramasser en une phrase le rapport qu'entretiennent les partis de gouvernement avec les classes populaires depuis le début des années 1990, ce pourrait être celle-ci : pourvu qu'elles se taisent, on parlera en leur nom. Leur enrôlement dans le processus démocratique avait été conçu, au XIX^e siècle, comme une solution à l'instabilité politique. Cette part majoritaire du corps électoral ne représente plus pour les responsables politiques et les commentateurs qu'un scrupule et, par intermittence, un problème. Fondue dans un décor transparent aux « décideurs », elle ne fait effraction par les urnes dans le débat public que pour essuyer la critique de ses mauvais choix.

Nouvelle coalition et vieille recette

ENTRE 1990 et 2005, la gestion du « problème » populaire par les partis centraux a largement reposé sur l'abstention, laquelle, cumulée avec la non-inscription, est majoritaire dans les milieux défavorisés à l'exception des scrutins présidentiels (2). Commentant l'entrain déclinant avec lequel ses concitoyens se rendaient à l'isoloir, M. Patrick Devedjian, alors ministre délégué aux libertés locales, s'est réjoui à voix haute, un jour de 2002, de ce dont ses collègues feignent habituellement de s'affliger : « *C'est vrai que plus une démocratie est pacifiée, moins les enjeux sont passionnels et moins on est au bord de la guerre civile, et moins il y a de participation. Les alternances successives ont rendu notre peuple un peu plus sceptique sur la politique, et c'est une des formes de la sagesse* (3). »

Faites qu'ils soient sages ! Las, les taux de participation élevés des ouvriers, employés, chômeurs et faiblement diplômés lors du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005, combinés au discrédit des institutions, ont montré les risques de l'attentisme. Si à la défection populaire succédait soudain la prise de parole, s'ouvrirait pour les classes dirigeantes une période d'instabilité. Comment endiguer ce fleuve sujet aux crues dans le lit douillet des alternances chères à M. Devedjian ?

M. Nicolas Sarkozy proposa une réponse au cours de la campagne présidentielle de 2007. Sa stratégie juxtapose alors deux discours, deux registres, deux cibles : d'un côté, un programme conforme aux intérêts des classes dirigeantes, insistant sur les

efforts et les sacrifices auxquels devraient consentir les salariés pour achever l'adaptation du modèle français aux « contraintes internationales ». De l'autre, une rhétorique centrée sur le volontarisme politique et les valeurs de travail, d'authenticité populaire (par opposition aux élites), de sécurité, de protection, d'identité, destinée à séduire des travailleurs prétendument exaspérés par la « pensée 1968 » (4). Avec pour slogan « L'ordre juste », M^{me} Ségolène Royal, la candidate socialiste, décline un schéma analogue mais sur un mode mineur.

Cette cohabitation d'un appel aux intérêts (des couches sociales aisées) et d'un rappel des valeurs (des dépossédés) charpentait déjà la campagne de M. George W. Bush en 2004. Elle fut, dans un cas comme dans l'autre, couronnée de succès. Non seulement des pauvres votaient à nouveau, mais ils votaient pour le candidat des riches !

L'arrivée de M^{me} Marine Le Pen à la tête du Front national (FN) en janvier 2011 et la perspective du scrutin présidentiel l'année suivante rebattent les cartes du « problème populaire ». Jusque-là cantonné au rôle de refuge protestataire, le parti d'extrême droite accentue son repositionnement doctrinal « ni droite ni gauche » entamé dans les années 1990. Il se veut désormais l'instrument d'une reconquête, celle de la souveraineté populaire prisonnière de la triple alliance de l'europhisme (contre lequel le FN propose une sortie de l'euro), du mondialisme (auquel il oppose le protectionnisme) et de l'islamisme (qui appelle un réarmement culturel) – et il rassemblera 17,9% des suffrages exprimés au premier tour.

De son côté, le Parti socialiste (PS) aborde la campagne de 2012 avec plusieurs candidats, mais aucune perspective stratégique. Deux ballons d'essai vont borner l'espace de la réflexion. Le premier, lancé sous la forme d'un rapport de la fondation Terra Nova, une boîte à idées du parti, détone à grand fracas en mai 2011. « *Une nouvelle coalition émerge*, affirme le document : « *la France de demain* », plus jeune, plus diverse, plus féminisée (5). » Hypnotisés par la victoire de M. Barack Obama obtenue trois ans plus tôt grâce à une mobilisation des Noirs, des Latinos



GALERIE NADJA VILLENNE, LIÈGE, BELGIQUE

JACQUES LIZÈNE. – « Découper des meubles, 1964, naufrages de regards, toile morcelée, 1971, cadre penché, bord de cadre, en remake 2011 »

et des femmes, les auteurs suggèrent aux dirigeants socialistes l'abandon de la stratégie traditionnelle d'alliance entre classes moyenne et ouvrière au profit d'un agglomérat de divers groupes (« diplômés », « jeunes », « minorités et quartiers populaires », « femmes ») : « *La classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche*. »

Il ne s'agit pas seulement de changer les éléments de la coalition, mais de renouveler son mode de constitution. « *Contrairement à l'électorat historique de la gauche, coalisé par les enjeux socio-économiques, cette France de demain est avant tout unifiée par ses valeurs culturelles, progressistes : elle veut le changement, elle est tolérante, ouverte, solidaire, optimiste, offensive*. » Une fois posé le calque culturel, la stratégie à suivre coule de source : partir du socle « progressiste » – mais non majoritaire –, puis nouer une alliance soit avec les classes moyennes, soit avec les classes populaires. Terra Nova juge cette dernière option risquée car préemptée par le Front national. Avec ses thèmes de prédilection, « *protectionnisme culturel, protectionnisme économique et social* », le FN « *se pose en parti des classes populaires, et il sera difficile à contrer* ».

Huit jours ne se sont pas écoulés depuis la publication de la note quand paraît *L'Équation gagnante* (Le Bord de l'eau), un ouvrage rédigé par deux autres intellectuels socialistes. A la fois élus locaux et membres des instances du parti, MM. Laurent Baumel et François Kalfon prennent l'exact contre-pied de leurs camarades de Terra Nova. S'ils veulent gagner, plaident-ils, c'est vers la fraction des classes populaires séduite par M. Sarkozy, cette « *France qui se lève tôt* » attachée à la « *valeur travail* » et à la laïcité, que les socialistes doivent se tourner, ainsi que vers l'électorat centriste et les personnes âgées. Quelques mois plus tard, le binôme récidive avec un manifeste, *Plaidoyer pour une gauche populaire* (6), où leurs contributions voisinent avec celles de consultants et d'universitaires, dont Laurent Bouvet, professeur de science politique et animateur d'un séminaire sur le populisme au sein de la Fondation Jean-Jaurès, proche du PS.

Contre le mépris du « petit Blanc », décrit comme un indémodable « *raciste, xénophobe, sexiste et homophobe* » par les intellectuels de gauche qui, simultanément, versent dans « *l'exaltation de la différence identitaire et culturelle* », le candidat socia-

liste doit retrouver le « *sens du peuple* ». Mais la « *reconquête des couches populaires et moyennes intégrées* », ensemble réunissant les précaires, le salariat traditionnel stable et les seniors, impliquerait que la gauche abandonne la « *posture libertaire et naïve* ». Sur le plan économique, elle devrait tenir compte « *du ressenti de très nombreux salariés qui attendent une reconnaissance de leurs efforts sans remettre en cause leur cadre de travail* », se garder « *de basculer dans un discours protectionniste et souverainiste débridé* », « *ne pas se laisser enfermer dans l'image du parti de "l'assistantat"* » et baisser les impôts des ménages modestes.

Si l'identification de la mondialisation capitaliste comme facteur de déstabilisation des classes populaires n'inspire aux auteurs qu'une forme de fatalisme – l'idée de transformer le régime économique est exclue –, il en va tout autrement des questions identitaires. La reconquête passerait en effet par la prise en compte

L'espace des nouvelles radicalités ?

À PREMIÈRE VUE, le propos de Guilluy manque d'originalité : « *La véritable fracture n'oppose pas les urbains aux ruraux, mais les territoires les plus dynamiques à la France des fragilités sociales*. » Depuis Paris et le désert français publié par Jean-François Gravier en 1954 jusqu'à *La Crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale* de Laurent Davezieux (Seuil, 2012), en passant par la théorie de la diagonale du vide (des Ardennes aux Pyrénées), enseignée dans les écoles pendant des décennies, les déséquilibres territoriaux ont fait couler beaucoup d'encre.

Mais la force de l'hypothèse de Guilluy tient à sa mise en cohérence à la fois spatiale, sociale et politique. Le pays se diviserait entre une « France métropolitaine » – les vingt-cinq plus grandes villes et leurs banlieues, soit 10% des communes, 40% de la population et deux tiers du produit intérieur brut français – et une « France périphérique » regroupant le reste du territoire : villages ruraux, communes périurbaines, petites et moyennes villes.

Traversée par les flux matériels, financiers et humains du capitalisme, la France métropolitaine s'intègre à l'économie-monde. Le marché de l'emploi, polarisé entre des postes très et pas qualifiés, engendrerait une sociologie caractéristique des grandes agglomérations. Y coexistent

« *des valeurs dites "morales" ou "traditionnelles"* », notamment d'ordre familial, et donc par une mise en sourdine des promesses liées au vote des étrangers, à l'antiracisme et au « mariage pour tous », ainsi que par un rejet clair du « multiculturalisme » et du « communautarisme ».

Flatter les supposées idées reçues d'un groupe pour emporter son adhésion, le procédé décalque celui du marketing commercial. Il ne s'agit pas de construire un projet répondant aux intérêts de la majorité, mais d'ajouter dans leur « ciblage de campagne » et cisèlent une « offre politique ». De même, la fabrication par Terra Nova de la « coalition "France de demain" » s'opère par agrégation des catégories qui ont plus voté que la moyenne pour la candidate socialiste en 2007. L'usage massif par les protagonistes d'études d'opinion ne doit rien au hasard : leurs animateurs sont experts en sondages, spécialistes de la communication ou consultants.

Ironie du sort, les acteurs de cette controverse n'exerceront guère d'influence sur la campagne de M. François Hollande. Ils auront néanmoins joué un rôle-clé dans le cadrage du débat public, notamment à travers les travaux du géographe Christophe Guilluy, contributeur au *Plaidoyer pour une gauche populaire* et promoteur d'une grille de lecture puissante : l'effacement du clivage politique droite contre gauche au profit d'une opposition spatiale métropoles contre périurbain.

« *Dieu vivant* » du polémiste Eric Zemmour (7), loué par l'essayiste Jacques Julliard car il a « *retrouvé la trace du peuple* », salué par l'éditorialiste Laurent Joffrin comme l'auteur du « *livre que toute la gauche doit lire* », Guilluy s'est installé dans le paysage médiatique avec la parution de *Fractures françaises* en 2010 (Bourin Editeur), puis de *La France périphérique* en 2014 (Flammarion, vingt et un mille exemplaires vendus). Chacun de ces ouvrages fut accueilli dans un concert de louanges par *Marianne*, *Valeurs actuelles*, *L'Express*, *Le Figaro*, *Le Journal du dimanche*, mais aussi France Culture, Paris Première, LCI ou BFM-TV. Le géographe « iconoclaste » a également l'oreille des hommes politiques. Reçu successivement par les présidents Sarkozy et Hollande, il inspire à la fois M. Bruno Gollnisch, enthousiasmé par ses travaux qui « *valident le discours du FN* », et M. Manuel Valls, qui a exigé qu'on lui fasse « *parvenir d'urgence deux exemplaires [de son dernier ouvrage] en pleine rédaction de son discours de politique générale* » (Marianne.fr, 17 septembre 2014).

les catégories supérieures (cadres, professions libérales et intellectuelles), surreprésentées mais divisées entre bourgeoisies « *bobos-sociétales* » et « *traditionnelle catholique* », et les immigrés pauvres de banlieue, souvent peu qualifiés. Toutefois, ces derniers ne resteraient pas pauvres bien longtemps, explique Guilluy, car la situation métropolitaine permet « *une intégration économique et sociale, y compris des classes populaires précaires et immigrées* ». Ainsi, les habitants des grandes métropoles sont indistinctement considérés par lui comme des « *gagnants de la mondialisation* ».

(1) Laurent Bouvet, *L'Insécurité culturelle*, Fayard, Paris, 2015.

(2) Lire Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, « *Ce que s'abstenir veut dire* », *Le Monde diplomatique*, mai 2014.

(3) *Le Monde*, 4 décembre 2002. Cité par Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière*, Agone, Marseille, 2012.

(4) Lire Serge Halimi, « *Les recettes idéologiques du président Sarkozy* », *Le Monde diplomatique*, juin 2007.

(5) Bruno Jeanbart, Olivier Ferrand et Romain Prudent, « *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?* », mai 2011. Lire Alexander Zevin, « *Terra Nova, la "boîte à idées" qui se prend pour un think tank* », *Le Monde diplomatique*, février 2010.

(6) Laurent Baumel et François Kalfon (sous la dir. de), *Plaidoyer pour une gauche populaire. La gauche face à ses électeurs*, Le Bord de l'eau, Lormont, 2011.

(7) Selon son complice cathodique Eric Naulleau.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er} - 31 mars 2015

3	BULGARIE	Fête nationale
6	GHANA	Fête de l'indépend.
12	MAURICE	Fête de l'indépend.
17	IRLANDE	Fête nationale
20	TUNISIE	Fête de l'indépend.
21	NAMIBIE	Fête de l'indépend.
23	PAKISTAN	Fête nationale
25	GRÈCE	Fête nationale
26	BANGLADESH	Fête de l'indépend.

IDÉOLOGIQUES AUTOUR DES FRACTURES TERRITORIALES

à la droite du peuple

La France périphérique, celle des « oubliés », se situerait en revanche à l'écart des lieux de création de richesse et des bassins d'emploi. Y résident surtout des Français « natifs » ou « issus des vagues d'immigration ancienne », pour l'essentiel des employés, des ouvriers, des artisans, des commerçants, des fonctionnaires. Négligés par les médias, rejetés des métropoles par les prix de l'immobilier, ils fuient les banlieues, où ils se sentent « minoritaires ». Fragilisés par la crise économique, ces « nouvelles classes populaires » seraient les véritables perdantes de la mondialisation.

Ce clivage social recoupe enfin une division politique. A en croire les sondages exposés par Guilluy, bourgeois des centres-villes et immigrés de banlieue partageraient certaines valeurs fondamentales, comme l'adhésion au libre-échange, à la mondialisation, au « multiculturalisme ». Ils plébisciteraient les partis de gouvernement (le PS, l'UMP et leurs alliés), qui adhèrent à

ces principes. La France périphérique représenterait au contraire l'espace des « nouvelles radicalités » : ses habitants rejettent majoritairement le système dominant et ses valeurs. En proie à une forme d'« insécurité culturelle », ils privilégient l'abstention et, de plus en plus, le vote FN. « Le clivage gauche/droite laisse peu à peu la place à une opposition frontale entre ceux qui bénéficient et/ou sont protégés du modèle économique et sociétal et ceux qui le subissent », écrit Guilluy. La recomposition autour du clivage spatial, en revanche, « permettra l'émergence de deux forces politiques et idéologiques susceptibles de réactiver un véritable débat démocratique. Les libéraux, partisans de la société du libre-échange, de la mobilité sans fin, renforceront leur socle électoral, sur les bases du PS et de la droite modérée. Inversement, les tenants d'un modèle économique alternatif, basé sur le protectionnisme, la relocalisation et le maintien d'un Etat fort, s'appuieront sur les territoires de la France périphérique ».

Improbables gagnants de la mondialisation

Ce coup de force géographico-idéologique s'appuie sur une série d'observations pertinentes quant aux dynamiques socio-territoriales et sur des perceptions largement répandues dans la population. Il intervient sur un terrain déjà fertile. Dès les années 1990, le géographe Jacques Lévy élabore sa théorie du « gradient d'urbanité », selon laquelle le vote FN varie en raison inverse de la densité urbaine. Depuis, des chercheurs comme Emmanuel Todd, Hervé Le Bras ou Davezies ont creusé le sillon de l'interprétation territoriale des problèmes sociaux. Le succès de cette approche réside pour une part dans la grande intelligibilité de travaux immédiatement mobilisables non seulement par les médias mais aussi par les dirigeants politiques, lors des élections. Guilluy se définit d'ailleurs comme consultant en socio-géographie pour les collectivités locales.

Sans nier la nécessité de relier les problèmes des habitants à leur lieu de vie, nombre d'universitaires ont discuté les thèses de Guilluy, leur reprochant un biais culturaliste, des simplifications hasardeuses ou encore une propension à négliger la variété des motivations du vote d'extrême droite (8). Mais ces critiques peinent à discuter de front la dimension politique de ces ouvrages : diviser la France entre métropoles dynamiques et espaces périurbains revient à produire géographiquement une opposition irréductible entre deux composantes des classes populaires, les travailleurs établis de longue date et les nouveaux entrants.

Au prétexte qu'une politique publique (celle de la ville) leur est spécialement consacrée, le géographe soutient que l'Etat n'a pas, comme on le dit souvent, « abandonné les banlieues ». Les problèmes des cités seraient « d'abord liés à l'émergence d'une société multiculturelle et à la gestion des flux migratoires, mais en aucun cas aux retombées d'une économie mondialisée. Mieux, les banlieues sont des parties prenantes de cette économie », écrit Guilluy. Cette affirmation s'appuie sur le taux de mobilité résidentielle dans les zones urbaines sensibles (ZUS), indicateur des chances de réussite sociale si l'on considère qu'un ménage devenu prospère s'installe rapidement ailleurs. Entre 1990 et 1999, ce taux était de 61% dans les ZUS, « ce qui en faisait les territoires les plus mobiles de France ». En d'autres termes, les immigrés réussiraient mieux que les « petits Blancs » partis s'établir dans le périurbain précisément pour fuir ce voisinage ; partageant une communauté de destin avec la bourgeoisie métropolitaine, ils ne seraient pas « du peuple » mais contre lui. Extraire les immigrés des classes populaires requiert une certaine hardiesse méthodologique quand on sait que 62% d'entre eux étaient ouvriers ou employés en 2007 (contre 51% des actifs en moyenne).

Pour peu que l'on porte sur les mêmes données un regard moins obsédé par les clivages ethnico-géographiques, c'est l'ensemble des conclusions du géographe qui s'affaissent. Ainsi de la politique de

assignée à résidence comme « gagnante de la mondialisation » ? D'ailleurs, l'idée qu'elle connaîtrait un sort meilleur que celle vivant loin des centres ne résiste pas aux faits : en 2011, 64% des personnes pauvres (percevant moins de 60% du revenu médian) vivaient au cœur des grands pôles urbains, dont plus de la moitié en banlieue, contre 17% dans des communes périurbaines, 13,4% dans les petites et moyennes agglomérations et 5,4% dans le rural isolé (9).

La représentation enjolivée des cités s'accompagne chez Guilluy d'un tableau monochrome et sombre de la France périphérique. Or cette dernière, comme les grandes villes, s'affiche non pas en gris, mais en noir et blanc. D'abysmales inégalités séparent gros propriétaires terriens et petits agriculteurs, dirigeants d'entreprise et salariés, notables des villes moyennes et plèbe des bas quartiers. Riches et pauvres, enfin : la petite ville périurbaine de Croix (Nord) occupe une meilleure place dans le palmarès des « vingt villes où l'on paye le plus d'impôt de solidarité sur la fortune » que le septième arrondissement de Paris (L'attribution.fr, 6 janvier 2014).

Ces espaces affrontent certes des difficultés spécifiques : un plan social à Châteaulin, dans le Finistère, n'a pas le même impact qu'une fermeture d'usine en Seine-Saint-Denis. Les possibilités d'y retrouver un emploi sont plus rares, et le chômeur devra prospecter dans une zone toujours plus vaste, au risque d'augmenter ses dépenses de transport. Etre propriétaire de son logement, souvent au prix d'importants sacrifices, devient alors une contrainte.

Mais faut-il pour autant parler de territoires « exclus de la mondialisation » ? Les grands noms du luxe (Louis Vuitton à Beaulieu-sur-Layon et Chemillé), de l'agro-alimentaire (Danone à Villecomtal-sur-Arros, Le Mollay-Litry, Bailleul...), de la pharmacie (Sanofi à Lisieux, Ploërmel, Mourenx...) ou du commerce en ligne (Amazon à Lauwin-Planque, Saran...) ont élu domicile dans la « France périphérique ». Industrialisée à partir des années 1960 à la faveur de la déconcentration industrielle et d'une stratégie patronale de contournement des forteresses ouvrières, celle-ci se caractérise par des unités de production de taille réduite, des taux de syndicalisation faibles, un recours massif à la sous-traitance et aux contrats précaires (10). Bref, la mondialisation néolibérale s'y trouve comme un poisson dans l'eau, et ses crises s'y font sentir de manière redoublée.

En définitive, la ligne de démarcation tracée par Guilluy au sein des classes populaires n'est pas tant économique que culturelle. Le géographe associe presque toujours ces deux dimensions : la société française serait « mondialisée et multiculturelle », les électeurs du FN et les abstentionnistes rejetteraient « la mondialisation et la société multiculturelle », etc. Mais si certains habitants choisissent de s'installer dans le périurbain pour « fuir les flux migratoires », comme le répète Guilluy, d'autres le font pour devenir propriétaire, habiter un logement plus grand dans un meilleur cadre de vie ou trouver un meilleur établissement scolaire. L'auteur ne s'attarde pas sur ces raisons sociales, préférant évoquer « l'insécurité culturelle ». Un thème décidément à la mode.

Apparue en France en 2010 dans son ouvrage *Fractures françaises*, la notion rencontre alors un contexte intellectuel porteur. La même année, dans *Le Déni des cultures*, le sociologue Hugues Lagrange a fait la part belle aux facteurs culturels dans son interprétation de l'échec scolaire et de la délinquance des migrants africains. Simultanément, la démographe Michèle Tribalat dénonce « l'idéologie progressiste transnationale » et la sous-estimation du nombre d'immigrés en France dans son livre *Les Yeux grands fermés*. Cinq ans plus tard, la controverse ne porte plus tant sur l'existence de l'insécurité culturelle que sur sa définition. Le géographe Guilluy y voit « le ressenti des catégories populaires confrontées à l'intensification des flux migratoires dans le contexte nouveau de l'émergence d'une société multiculturelle », tandis que le politologue Bouvet fait de ce sentiment d'angoisse le dénominateur commun des classes populaires confrontées à l'hégé-

monie de la pensée libérale-libertaire : à la « préoccupation identitaire suscitée par les minorités » chez les « petits Blancs » s'ajouterait l'« insécurité sociétale » des immigrés autour de questions comme le mariage homosexuel ou le prétendu enseignement de la « théorie du genre » à l'école (11). Dit autrement, l'un considère les valeurs populaires incompatibles avec la culture des migrants, ce qui favoriserait le « séparatisme », tandis que l'autre impute aux immigrés et aux « petits Blancs » une commune répulsion vis-à-vis de la liberté des mœurs.

Quels qu'en soient les dépositaires, ce sens éthique froissé prendrait source dans la « décence ordinaire » (common decency) que l'écrivain George Orwell prêtait aux gens de peu, par opposition aux intellectuels progressistes, qui en seraient dépourvus. Popularisée en France par le philosophe Jean-Claude Michéa (12), cette notion attribuée au peuple un ensemble de qualités morales innées d'honnêteté, de générosité, mais aussi de sens des limites, d'attachement aux liens communautaires et de rejet des déviations inhérentes au progressisme libéral. Dans un monde dépolitisé où les partis renoncent à changer l'ordre économique et social, la « décence ordinaire » serait la conscience de classe du pauvre, le lien qui cimente le peuple contre la caste, la « France d'en bas » contre les bourgeois-bohèmes dégénérés – mais aussi le patron et les ouvriers d'une chaudronnerie de Rodez contre l'institutrice de Montreuil. Instrument de résistance des dépossédés face à l'arrogance des arbitres des élites gâtées parisiennes, elle offre également aux dirigeants le moyen de faire entériner, sous couvert de valeurs populaires, des choix politiques réactionnaires.

Social-conservatisme à la française

GAUCHE populaire, Guilluy, Terra Nova se rejoignent sur un trait de pensée, typique des approches conservatrices de la société, qui consiste à assigner aux populations des dispositions psychoculturelles fixes, intangibles et inaccessibles aux forces de l'action politique. « Les classes populaires (ouvriers et employés), assène la note de Terra Nova, ont des valeurs socio-économiques qui les rattachent à la gauche (Etat fort et protecteur, services publics, sécurité sociale) et des valeurs culturelles conservatrices (ordre et sécurité, refus de l'immigration et de l'islam, rejet de l'Europe, défense des traditions...). La division est inversée pour les classes moyennes (professions intermédiaires et classes moyennes supérieures) : des valeurs culturelles de gauche mais des valeurs socio-économiques de droite. » Dès lors, ajoute Guilluy, le divorce entre la bourgeoisie intellectuelle et le peuple serait « définitif et structurel ».

Il suffit pourtant d'un pas de recul historique pour saisir le caractère éminemment labile de ces valeurs : après les massacres de juin 1848 et la répression de la Commune de Paris en 1871, le mouvement ouvrier fut durablement hostile à l'Etat. Une fraction des classes moyennes se distingua par son conservatisme en matière de mœurs et son autoritarisme sécuritaire, une autre par son antisémitisme. Bien loin de la « théorie du genre », les élites urbaines victorienne réprobaient l'intempérance sexuelle ouvrière et imposaient la criminalisation de l'homosexualité dans l'Inde coloniale (1860). L'esclavage, la colonisation, le travail des enfants, l'exclusion des femmes de la vie publique furent aussi des « valeurs » répandues en milieu populaire, avant que des mobilisations ne changent la donne.

Envisagée d'un point de vue de gauche, la politique ne consiste-t-elle pas précisément à transformer le monde et, pour y parvenir, à batailler contre les catégories de perception qu'impose l'ordre social, à forger de nouveaux désirs, à changer le rapport au possible ? S'il avait choisi de spéculer à la Bourse des « valeurs », le porte-parole de la coalition Syriza n'aurait pas annoncé des mesures favorables aux immigrés pour ne pas heurter les dispositions xénophobes prêtées à l'électorat grec ; plus de trente ans avant lui, François

Mitterrand aurait dû rayer de son programme l'abolition, impopulaire, de la peine de mort ; les socialistes africains comme Thomas Sankara se seraient soumis aux autorités traditionnelles et auraient renoncé à combattre l'excision ; en Tunisie, pays musulman, Habib Bourguiba aurait renoncé à libéraliser – avant la France – le divorce et l'avortement.

« Dénoncer le beauf, c'est la manière branchée de dénoncer le pauvre », remarque non sans raison François Kalfon (*Le Monde*, 14 novembre 2012). Mais assimiler les deux pour promouvoir un social-conservatisme à la française n'est pas moins méprisant.

BENOÎT BRÉVILLE
ET PIERRE RIMBERT.

(8) Cf. par exemple Cécile Gintrac et Sarah Mekdjian, « Le peuple et la "France périphérique" : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires », *Espaces et sociétés*, n° 156-157, Paris, 2014 ; Violaine Girard, « Un peuplement au-dessus de tout soupçon ? Le périurbain des classes populaires blanches », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, Paris, septembre 2014 ; Eric Charmes, Lydie Launay et Stéphanie Vermeesch, « Le périurbain, France du repli ? », *La Vie des idées*, Paris, 28 mai 2013.

(9) Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), « France, portrait social », Paris, novembre 2014.

(10) Cf. le dossier « Campagnes populaires, campagnes bourgeoises », *Agone*, n° 51, Marseille, 2013.

(11) Laurent Bouvet, *L'Insécurité culturelle*, op. cit.

(12) Cf. par exemple *Le Complexe d'Orphée. La gauche, les gens ordinaires et la religion du progrès*, Climats, Paris, 2011, et, plus récemment, l'échange épistolaire entre Jacques Julliard et Jean-Claude Michéa, *La Gauche et le peuple*, Flammarion, Paris, 2014.



GALERIE NADJA VILLENNE, LIÈGE, BELGIQUE

JACQUES LIZÈNE. – « Art synchrétique, 1964, chaises découpées et croisées, en remakes, 2008-2011 »

Imprimerie du Monde
12, r. M.-Günsbourg
98852 IVRY

COMMISSION PARITAIRE DES JOURNAUX ET PUBLICATIONS : n° 0514 1 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.

Les Nord-Coréennes réveillent

Contrairement aux idées reçues, la grisaille disparaît progressivement des rues de Pyongyang, les femmes de la capitale ayant tendance à suivre la mode venue de Chine. Au-delà de leur apparence vestimentaire, elles ont conquis une force nouvelle en promouvant les marchés parallèles, plus ou moins tolérés par le pouvoir.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
PHILIPPE PONS *

L'APPARITION au printemps 2012 d'une élégante jeune femme aux côtés du dirigeant Kim Jong-un, dont on apprit plus tard qu'elle s'appelait Ri Sol-ju et qu'elle était son épouse, visait à donner une image plus moderne du régime. Cette présence féminine tranchait avec le mystère qui avait entouré la vie privée de son père, Kim Jong-il (décédé en décembre 2011), rarement vu avec ses compagnes. Le chic discret de M^{me} Ri Sol-ju n'est en rien extraordinaire : nombre de jeunes femmes que l'on croise à Pyongyang dans les lieux fréquentés par les nouvelles couches privilégiées en témoignent.

Dans la rue, l'habillement féminin est devenu plus varié et plus coloré. Les talons hauts et les semelles compensées sont fréquents, même aux pieds de jeunes soldates en permission. L'influence de la mode chinoise se voit dans les rayons des magasins d'Etat : le plus grand fabricant de chaussures, Pothongang, met désormais sur le marché des modèles visant une clientèle plus exigeante. Les cheveux courts, comme ceux des artistes de la populaire troupe de musique pop Moranbong Band (vareuses militaires, casquettes en arrière et jupes-fourreaux à mi-cuisse), ou légèrement éclaircis sont très prisés. La République populaire démocratique de Corée (RPDC) cherche à se donner un visage plus avenant et envoie des escouades de jeunes femmes dans ses restaurants à l'étranger (Chine, Cambodge...), tout comme des pom-pom girls lors de manifestations sportives. La télévision passe en boucle les images de concert des troupes féminines de musique pop ; Air Koryo, la compagnie nationale, fait de même dans ses avions.

* Journaliste.

Mirage de Pyongyang, vitrine d'un pays où en province on vit souvent dans la pauvreté et où l'apparence féminine n'évolue guère ? Pas seulement. En raison de la fermeture des frontières, du peu d'informations et de l'absence de contacts directs des visiteurs avec la population, appréhender la réalité tient du puzzle : touche par touche, visite après visite, se dessine une évolution de la société sous la chape d'un régime inchangé. Les vêtements, les accessoires et le comportement des femmes de la capitale, mais aussi leurs activités à travers tout le pays, en sont un reflet.

La « nouvelle femme » coréenne apparue après la libération en 1945 se devait certes d'être révolutionnaire, mais aussi de « rester féminine », comme l'enjoignait encore en 1989 le père de la patrie Kim Il-sung dans la revue *Choson Nyosong* (« Femmes de Corée du Nord »). Selon Helen-Louise Hunter, qui travailla comme analyste pour la Central Intelligence Agency (CIA), les Coréennes du Nord « ont conservé leur charme en tant que femmes, plus que les Chinoises ou les Soviétiques (1) ». Leur habillement a toujours été plus varié qu'en Chine maoïste, où les figures féminines des affiches étaient muées en « surhommes » aux formes gommées et aux cheveux courts. En RPDC, elles apparaissent parfois en robe traditionnelle, dévoilant les chevilles pour faciliter la mobilité. Depuis la fin des années 1960, le régime incite à la porter dans les grandes occasions, car elle symbolise la continuité entre le passé et le présent. Dans la vie courante, la plupart des ouvrières, des paysannes ou des femmes au foyer sont vêtues à l'occidentale, cheveux tirés, permanentés ou couverts d'un fichu (2).

« La RPDC n'a jamais été un « royaume ermite » en matière vestimentaire », note Andreï Lankov, de l'université Kookmin à Séoul, qui séjourna à Pyongyang dans les années 1980. Mais elle restait pudibonde. La timide arrivée de la mode chinoise contemporaine au tournant du siècle a provoqué un raidissement de la propagande, qui a fini par s'assouplir ces dernières années. Depuis 2002, un défilé de mode a lieu chaque automne à Pyongyang ; lors du dernier, en septembre 2014, furent présentés de vaporeuses robes traditionnelles aux couleurs plus chatoyantes et des tailleurs rappelant le très classique « style Chanel » des années 1960.

Au-delà de leur apparence vestimentaire, les Coréennes sont devenues une force vive de la société avec l'essor d'une économie de marché de facto, née des activités de survie au cours de la famine (1995-1998). Dans le domaine politique, elles demeurent peu présentes au sommet du pouvoir. On y trouve M^{me} Kim Kyong-hui, sœur de Kim Jong-il (disparue de la scène depuis l'exécution de son mari, Jang Song-taek, en décembre 2013), et la sœur cadette de M. Kim Jong-un, M^{me} Kim Yo-jong, promue en novembre dernier, à 27 ans, au poste de directrice adjointe du département de la direction et de l'organisation du Parti du travail ; selon d'autres observateurs, elle serait directrice adjointe du département d'agitation et de propagande du parti. En 2002 (dernières statistiques connues), les femmes occupaient un peu moins d'un quart des sièges à l'Assemblée populaire suprême et seulement 4,5 % au comité central du Parti du travail.

Instigatrices d'une économie parallèle ayant pignon sur rue

Mais « le nouveau capitalisme nord-coréen a résolu un visage féminin », commentait déjà Lankov en 2004. Une décennie plus tard, le phénomène s'est affirmé. Les femmes furent les grandes victimes de la famine – aux privations et à la faim s'ajoutèrent des violences sexuelles, l'avortement forcé et divers sévices (3). A cause de ces épreuves, elles ont acquis plus d'indépendance, davantage de poids dans la famille et une meilleure conscience de leurs droits, estime la chercheuse Park Kyung-ae (4).

Protéiformes et enkystées dans la moribonde économie d'Etat, les activités parallèles sont nées d'une pression de la base. Après avoir cherché à juguler cette effervescence mercantile, le régime,

conscient de l'impossibilité d'un retour en arrière, fait désormais preuve de plus de flexibilité et entend bon an mal an combiner les rigidités de la planification et le dynamisme de l'économie de marché (5). La sphère des activités autonomes (commerce, services, production) représente une part importante et cependant difficilement quantifiable du produit national (6).

Cette économie parallèle a fragmenté les intérêts d'une société autrefois relativement égalitaire en provoquant l'apparition d'une nouvelle couche « privilégiée » (entrepreneurs, intermédiaires, marchands, détaillants) qui est venue grossir les rangs de l'élite traditionnelle (apparatchiks, hauts gradés descendant pour la plupart des partisans qui luttèrent avec Kim Il-sung contre les Japonais). Que représente-t-elle ? En l'absence de données chiffrées, on doit se contenter d'indications fragmentaires, comme par exemple le nombre des téléphones portables : deux millions et demi en 2014. En d'autres termes, un habitant sur dix environ dispose des 200 ou 300 dollars pour se procurer un de ces appareils.

Les magasins de Pyongyang témoignent de nouvelles fournitures sociales : à ceux de l'Etat, mieux fournis qu'auparavant, s'ajoutent une dizaine de marchés couverts regorgeant de denrées alimentaires et de produits importés (de Chine, de Singapour, de Corée du Sud...), où se presse une foule d'acheteurs (ceux qui en ont les moyens) et de badauds. Dans les magasins haut de gamme, l'approvisionnement des rayons en alcools, cosmétiques et vêtements étrangers fait planer des doutes sur l'efficacité des sanctions internationales frappant l'exportation vers la RPDC des produits dits « de luxe ». Les prix sont astronomiques pour la grande majorité de la population, mais ils ne font pas

(1) Helen-Louise Hunter, *Kim Il-sung's North Korea*, Praeger Publisher, Westport (Etats-Unis), 1999.

(2) Cf. Koen De Ceuster, « On representation of women in North Korean propaganda posters », International Convention of Asia Scholars, Adélaïde (Australie), 2009.

(3) Lucia Jang et Susan McClelland, *Stars Between the Sun and Moon : One Woman's Life in North Korea and Escape to Freedom*, Douglas & McIntyre, Madeira Park (Canada), 2014.

(4) « Economic crisis : Women's changing economic roles, and their implications for women's status in North Korea », *The Pacific Review*, vol. 24, n° 2, San Diego (Etats-Unis), mai 2011.

(5) Lire Patrick Maurus, « La Corée du Nord se rêve en futur dragon », *Le Monde diplomatique*, février 2014.

(6) En 2013, le montant des activités sur le marché parallèle était évalué par IBK Economic Research Institute de 1 à 3 milliards de dollars.

La Russie

Pour sa première visite à l'étranger, le dirigeant Kim Jong-un a choisi Moscou, et non Pékin. Encore fragile, le rapprochement russo-nord-coréen pourrait peser sur les équilibres régionaux.

Monsieur Vladimir Poutine devrait être le premier chef d'Etat à recevoir M. Kim Jong-un, invité aux cérémonies du soixante-dixième anniversaire de la victoire de la Russie sur le nazisme, le 9 mai prochain. Ce déplacement à l'étranger, le premier depuis qu'il a succédé à son père en décembre 2011, donnera au dirigeant nord-coréen l'occasion de rencontrer d'autres chefs d'Etat et de gouvernement, et devrait marquer son entrée officielle sur la scène internationale. La visite confirmera surtout le rapide rapprochement entre la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et la Russie.

Contré à l'ouest par les sanctions internationales à la suite du conflit en Ukraine et de l'annexion de la Crimée, Moscou se tourne vers l'est, renforce ses relations avec la Chine et redécouvre le poids stratégique de la RPDC dans les équilibres régionaux (point de convergence des intérêts américains, chinois, sud-coréens et

japonais) (1). Pyongyang, de son côté, cherche à diversifier ses partenaires.

A Potsdam, en juillet 1945, les Etats-Unis et l'URSS décidèrent que la péninsule coréenne, alors colonie japonaise, serait provisoirement divisée en deux zones d'occupation. Une partition appelée, en fait, à être entérinée par la création de deux Etats séparés en 1948. Au nord fut mis en place sous la tutelle de Moscou un régime similaire aux démocraties populaires d'Europe de l'Est. En juin 1950, Joseph Staline finit par donner son feu vert à l'invasion du Sud par le Nord ; mais, après l'intervention des forces des Nations unies sous le commandement américain, ce fut la Chine plus que l'URSS qui apporta son soutien à Pyongyang et intervint militairement dans la péninsule. Par la suite, ayant éliminé les prochiinois et les prosoviétiques du parti au pouvoir et jouant de la rivalité sino-soviétique dans les années 1960-1970, la RPDC mena une habile politique d'équilibre entre ses deux mentors « socialistes » pour se tailler une marge de manœuvre. Sans espérer revenir à ce système de contrepoids, elle vise aujourd'hui à desserrer l'étreinte politique et surtout économique de la Chine, qui entame sa farouche revendication d'indépendance.

Cette recherche de nouveaux partenaires est devenue d'autant plus impérieuse que,

(1) Cf. Isabelle Facon, « La complexe quête asiatique de la Russie », dans « Poudrières asiatiques », *Manière de voir*, n° 139, actuellement en kiosques.

16 GRANDS TITRES DE LA PRESSE UN PRIX UNIQUE ET IMBATTABLE!

PRIX UNIQUE 39€ l'abonnement

Jusqu'à -77% de remise

1 abonnement → 39€ 2 abonnements → 78€ 69€ 3 abonnements → 117€ 99€

ABONNEZ-VOUS ENCORE PLUS VITE SUR rue-des-etudiants.com

DE MARCHÉ AU FÉMININ

le « royaume ermite »

obstacle à l'achat. A tous les échelons de cette économie parallèle, on trouve des femmes.

Si l'on s'en tient aux dispositions légales, la RPDC a été un pays pionnier en Asie : en termes de droits civils et politiques, les Coréennes du Nord sont les égales des hommes (éducation gratuite, choix du conjoint, droit au divorce et à la succession). A la suite de la réforme agraire de mars 1946, les terres furent redistribuées à chaque foyer de paysans, que le chef de famille soit masculin ou non, entamant les bases matérielles du patriarcat. La femme fut libérée des devoirs traditionnels d'une société marquée par le confucianisme, au bénéfice du parti : le mariage ne releva plus de l'arrangement entre familles ; le parti allait jouer le rôle de marieur « entre camarades ».

Progressiste sur le plan des principes, le régime fit preuve de conservatisme dans sa conception du rôle de chacun des sexes. L'émancipation fut subordonnée à la construction du socialisme. Révolutionnaire, la « nouvelle femme » devait être également « bonne épouse » et « bonne mère » – cette figure allait devenir le « modèle de la citoyenne révolutionnaire » (7).

Au lendemain de la guerre de Corée (1950-1953), la participation des femmes à la reconstruction du pays ne resta pas une question théorique : il fallait remédier à la pénurie de main-d'œuvre en raison de l'insuffisance des hommes, dont bon nombre étaient morts au combat. Dans les années 1950-1960, les femmes durent contribuer à la production, suivre les séances d'endoctrinement idéologique, assumer des services publics de voisinage, remplir des tâches domestiques et faire des enfants... Puis l'accent mis sur l'industrie lourde raréfia les offres d'emploi, et elles furent cantonnées à des travaux subalternes.

Avec la stagnation économique du milieu des années 1980, beaucoup renoncèrent à travailler après le mariage pour se consacrer à l'éducation des enfants et aux tâches domestiques. Et la propagande commença à prôner une conception plus traditionaliste de la femme, encouragée à procréer. L'image de la mère, incarnant des vertus comme la bonté, la simplicité, l'affection, fut associée au Parti du travail, tandis que la famille devint la métaphore de l'Etat. Les grandes héroïnes du régime sont des mères : celle de Kim Jong-il, Kim Jong-suk, « mère de la révolution », et celle de Kim



WWW.ERICLAFFORGUE.COM

ÉRIC LAFFORGUE. – Jeunes femmes nord-coréennes, 2010-2011



Il-sung, Kang Pan-sok, ainsi que d'anonymes ouvrières et mères méritantes.

Avant la famine, les femmes représentaient près de la moitié de la population active. Dans le chaos, elles devinrent un rouage de survie du pays. Alors que les hommes pensaient que la pénurie alimentaire serait temporaire et, selon l'expression d'une réfugiée à Séoul, « *aboyaient à la lune* », les femmes prirent l'initiative, quitte à ce que certains maris, impuissants chefs de famille, perdent la face. Les femmes au foyer se lancèrent dans le petit commerce de proximité et celles qui travaillaient furent confrontées à un dilemme : assumer leur responsabilité de mère ou leurs obligations professionnelles, déchirements dont témoignent des romans du début de la première décennie 2000 (8).

Les marchés paysans, devenus de vastes marchés noirs, furent le premier théâtre de leur action. Elles commencèrent par y vendre ou y échanger

contre de la nourriture le peu que possédait la famille en équipement, vaisselle, meubles ou vêtements. Puis, dans des rues à l'écart, entre les blocs de maisons ou le long des routes, elles vendaient sur des étals à même le sol bois de chauffage, herbes médicinales, légumes provenant des jardins privés, petits gâteaux qu'elles avaient confectionnés, etc. D'autres proposaient de menus services : coupe de cheveux, cordonnerie, couture... Dès l'aube, de longues files de paysannes, le dos ployé sous de lourdes charges, se dirigeaient vers les villes. Certaines parcouraient de longues distances à pied ou serrées les unes contre les autres dans des bennes de camions. Aujourd'hui encore, les femmes sont actives dans le colportage : on les voit sur les quais des gares portant d'énormes ballots, comme à Sinuiju, ville frontalière avec la Chine et « sas » par où transite la majorité des échanges, licites ou non, entre les deux pays. Elles ont conservé la haute main sur le commerce de détail (ou la vente à la sauvette), la restauration et les services (9).

L'héritage confucéen n'en a pas moins la vie dure. « *Au Nord, le patriarcat reste enraciné* », explique une réfugiée arrivée à Séoul en 2011. « *Même ici, nous restons marquées par cette attitude.* » Ce qui fait la fortune des agences matrimoniales spécialisées dans les unions entre Coréennes du Nord et Coréens du Sud. Suivant le vieil adage « *homme du Sud et femme du Nord* » (*nam nam buk nyo*), qui veut que ce soit l'union parfaite, des Sud-Coréens qui trouvent leurs compatriotes « agressives » préfèrent se marier à des réfugiées.

Si la plupart des Nord-Coréennes ne contestent pas cette position, meilleur moyen, selon elles, de maintenir la paix du foyer, elles assurent souvent la principale source du revenu de la famille ; leur poids s'est accru (10). Les plus jeunes ne considèrent plus le mariage comme une obligation et le retardent le plus possible, disent des réfugiées.

Le chaos de la fin des années 1990 et du début des années 2000 s'est en outre traduit par une relative libéralisation des relations entre les sexes. On peut en prendre la mesure à travers les romans. Dans le passé, les écrivains mettaient l'accent sur l'entente idéologique du couple. Puis ils ont commencé à évoquer la romance, l'émotion, voire, en filigrane, le désir. Sont enfin apparues des femmes passionnées, déterminées à épouser l'homme sur lequel elles ont jeté leur dévolu (11).

L'émancipation des corps et des esprits est encore timide

Les divorces, pratiquement inexistantes jusque dans les années 1970, ont fait leur apparition, et leur nombre augmente. Le consentement mutuel n'étant pas reconnu, le motif le plus simple est d'invoquer le « *comportement réactionnaire* » du conjoint. Mais la femme divorcée s'expose toujours à un opprobre latent : le divorce reste un acte social et non une question privée, souligne Patrick Maurus dans la préface à sa traduction du roman de Baek Nam-ryong, *Des amis* (Actes Sud, 2011). Les réfugiées font également état de séparations provoquées par une augmentation des violences domestiques.

De plus, les femmes s'exposent au cours de leurs déplacements aux policiers ou aux militaires exigeant des complaisances sexuelles pour fermer les yeux sur des infractions mineures. Les agressions ou le harcèlement sexuel à l'usine ou dans l'armée – le plus souvent non rapportés par les victimes – se sont multipliés, selon les réfugiées au Sud. Après la saignée de la famine, le pouvoir a mené campagne sur la nécessité de procréer, ce qui s'est traduit par une plus grande difficulté à se procurer des contraceptifs. Les hôpitaux rechignant à pratiquer l'avortement (officiellement autorisé par la loi), les interruptions de grossesse clandestines ont augmenté, avec les risques qu'elles comportent. Les maladies vénériennes semblent aussi s'être propagées avec la prostitution occasionnelle.

Les Coréennes du Nord ont su tirer parti du chaos de la fin des années 1990 et de ses suites pour se ménager des espaces d'autonomie (12). Elles ont résisté lorsque le régime a fixé à plus de 50 ans la limite d'âge des vendeuses sur les marchés : manifestations en octobre 2007 à Hoeryong et en mars 2008 à Chongjin. Cette dissidence civile, limitée, est néanmoins révélatrice d'une solidarité entre femmes qui n'hésitent pas à se lancer dans une embryonnaire action collective. Captives de la tradition, qui les asservit, et de la révolution, qui les a « libérées » pour en faire les gardiennes de la famille, les Coréennes du Nord se dégagent lentement de ces contraintes.

PHILIPPE PONS.

appelée à la rescousse

depuis l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping, Pékin ne cache pas son irritation à l'égard du régime nord-coréen. Pyongyang s'est lancé dans une offensive de charme en direction de la Russie, singulièrement au cours des cérémonies du soixantième anniversaire de la fin de la guerre de Corée, en juillet 2013, qui furent marquées par un hommage rendu à l'URSS pour son soutien et par une réaffirmation de l'amitié « *de génération en génération* » entre les deux peuples.

Au lendemain de l'effondrement de l'URSS (1991), Moscou avait mis fin sans ménagement aux rapports privilégiés de « pays frères » en exigeant le paiement, au prix du marché, de ses exportations en produits de base pour la fabrication des engrais et en énergie ; une exigence à laquelle la RPDC ne put répondre et qui fut l'un des facteurs déclencheurs du naufrage économique et de la famine de la seconde partie des années 1990. Au début de la décennie suivante, sous la houlette de M. Poutine, Moscou renoua avec Pyongyang : signature en février 2000 d'un nouveau traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, puis, en juillet de la même année, visite du président russe dans la capitale nord-coréenne. Kim Jong-il se rendit à Moscou l'année suivante et rencontra même le président Dmitri Medvedev à Oulan-Oude (Sibérie) en 2011.

Deux grands projets furent alors lancés : un gazoduc reliant les gisements russes à la Corée du Sud via la RPDC ; le raccordement de la voie ferrée entre Khassan, à la frontière russe, et la zone économique spéciale nord-coréenne de Rason, dans la perspective d'un raccordement du réseau ferroviaire de la Corée du Sud au transsibérien – cette liaison raccourcirait des deux tiers le temps d'acheminement des marchandises qui passent aujourd'hui par le canal de Suez.

La première étape du projet ferroviaire a été réalisée en septembre 2013 : remise en état grâce à un financement russe (340 millions de dollars) des cinquante-quatre kilomètres de chemin de fer permettant à la Russie d'utiliser le port de Rason comme terminal de conteneurs et de soulager ainsi celui de Vladivostok, engorgé. Moscou envisage de s'engager dans le secteur minier et, pour en faciliter l'exploitation, de moderniser près de la moitié du réseau ferroviaire nord-coréen, soit sept mille kilomètres au total.

Le gazoduc et le chemin de fer « transcoréen » exigent des investissements considérables et soulèvent de complexes questions de sécurité pour Séoul. Sans avoir donné son accord au projet, la Corée du Sud ne s'en désintéresse pas. En témoigne la participation de représentants de Korail, la compagnie nationale sud-coréenne des

chemins de fer, à une conférence internationale sur les transports entre l'Europe et l'Asie qui s'est tenue à Pyongyang en avril 2014. Korail, le sidérurgiste Posco et la compagnie de commerce maritime du groupe Hyundai ont même acquis la moitié des parts russes dans l'entreprise conjointe russo-nord-coréenne qui gère la voie entre Khassan et Rason. Toutefois, ces projets ne pourront prendre corps qu'à la suite d'une retombée de la tension entre les deux Corées.

Geste de bonne volonté, la Russie a annulé, en avril 2014, 90% de la dette nord-coréenne (10,9 milliards de dollars) contractée pendant l'ère soviétique ; les 10% restants sont destinés à financer des projets énergétiques en RPDC. Les deux partenaires ont décidé d'utiliser le rouble pour leurs échanges bilatéraux afin de réduire la dépendance au dollar. Ces échanges, modestes (100 millions de dollars en 2013), pourraient décupler d'ici à 2020. Depuis 2013, la Russie a exporté pour 36 millions de dollars de pétrole (+ 58,5% par rapport à l'année précédente).

Moscou n'a ni les moyens ni l'ambition de supplanter la Chine comme principal partenaire de la RPDC. Mais son retour comme acteur influent sur l'échiquier coréen pourrait avoir des conséquences sur le jeu stratégique mondial en donnant au Kremlin une

carte supplémentaire dans sa confrontation avec Washington. Favorable à une dénucléarisation de la RPDC par le dialogue, la Russie fait front avec la Chine pour bloquer des résolutions risquant de mettre Pyongyang le dos au mur : comme Pékin, Moscou veut maintenir la stabilité dans la péninsule.

Le dossier nord-coréen demeure un des rares terrains sur lequel la Russie et les Etats-Unis s'accordent, exigeant la dénucléarisation de la RPDC et le respect du traité de non-prolifération. Le Kremlin a conservé un profil bas dans les négociations multilatérales à six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie) sur cette question, laissant à Pékin le rôle de défenseur de la RPDC. Mais Moscou a néanmoins joué à plusieurs reprises un rôle de médiateur (notamment en 2007 dans l'affaire de la Banco Delta Asia de Macao, accusée par Washington de blanchiment d'agent pour le compte de Pyongyang). En butte aux sanctions américaines et européennes, la Russie pourrait se rapprocher davantage de la position chinoise (2) et s'opposer plus fermement à la politique d'isolement de la RPDC menée par Washington pour la contraindre à renoncer à ses ambitions nucléaires.

PH. P.

(2) Georgy Toloraya, « A tale of two peninsulas: How will the Crimean crisis affect Korea? », 13 mars 2014, <http://38north.org>

(7) Suzy Kim, *Everyday Life in the North Korean Revolution, 1945-1950*, Cornell University Press, Ithaca, 2013.

(8) Cf. Patrick Maurus, « Héroïnes de Corée du Nord », dans Béatrice Didier, Antoinette Fouque et Mireille Calle-Gruber (sous la dir. de), *Le Dictionnaire universel des créatrices*, Des Femmes, vol. 3, Paris, 2013.

(9) Cf. Stephan Haggard et Marcus Noland, « Gender in transition: The case of North Korea », *East-West Center Working Papers*, n° 124, Honolulu, novembre 2011.

(10) Jin Woong Kang, « The patriarchal state and women's status in socialist North Korea », *Graduate Journal of Asia-Pacific Studies*, vol. VI, n° 2, 2008.

(11) Lim Soon-hee, « Value changes of the North Korean new generation and prospects », Korea Institute for National Unification, Séoul, 2007.

(12) Lee Mi-kyong et Ku Su-mi, « The life and consciousness of North Korean urban women after the economic crisis », *North Korean Studies Review*, vol. 8, n° 2, Detroit (Etats-Unis), 2005.

DÉLIRE URBAIN AU TURKMÉNISTAN

Bouygues,
le bâtisseur
du dictateur

(Suite de la première page.)

Sitôt informé, M. Charlie Senter, le numéro deux de Bouygues à Achkhabad, téléphone à son supérieur hiérarchique, rentré en France pour fêter Noël en famille : « *Le président est mort cette nuit, et avant de mourir il a demandé que ce soit Bouygues qui s'occupe de ses obsèques. Il faut trouver un cercueil de présentation avec deux couvercles, un vitré et un en bois.* » A l'autre bout du fil, M. Aldo Carbonaro, directeur général de Bouygues Turkmène, de 1999 à 2009, encaisse le choc. Cet échange téléphonique figure dans un manuscrit de lui non publié (1). Dans ce texte inédit retraçant sa carrière au sein du groupe, il dévoile avec une profusion de scènes saisies sur le vif, et de l'intérieur, la connivence assumée entre une multinationale et un régime impitoyable envers ses rares opposants.

Proche parmi les proches du chef d'Etat défunt, M. Carbonaro prend naturellement en main l'opération « cercueil présidentiel ». Un seul exemplaire satisfaisant était alors disponible sur la place de Paris ; unique et « *énorme* », comme le précise savoureusement le mémorialiste. Au point qu'il ne rentre pas dans la soute du Boeing 737 effectuant la liaison régulière Paris-Achkhabad. En désespoir de cause, M. Carbonaro appelle au secours le commandant en chef de Bouygues Air, la flotte aérienne de l'entreprise. Ce dernier doit autoriser le démontage de la carlingue d'un avion, le Challenger, afin de pouvoir introduire le cercueil.

Nostalgique d'un âge d'or enfui, M. Carbonaro relate avec émotion l'ultime voyage de celui qui fut pour lui plus qu'un commanditaire, un ami véritable : « *La dépouille de Niazov, enveloppée dans un drapeau turkmène, traversa toute la ville [d'Achkhabad] et emprunta la grande route menant à Kiptchak, distante de douze kilomètres, sous les applaudissements de la population, qui s'était amassée tout le long du parcours (...). Après la cérémonie religieuse dans "sa" mosquée, le corps de Niazov rejoignit sa demeure éternelle, auprès des siens.* »

Quand TF1 se mettait
en quatre pour
le Turkmenbachi

Kiptchak, ville natale de l'ancien président, près de huit ans plus tard, en juillet 2014. Le Turkmenbachi repose dans le mausolée familial en forme de rotonde, coiffé d'une coupole recouverte d'une pâte de verre incrustée d'une feuille d'or, spécialement conçue par Bouygues. Plantés au milieu d'une guérite, deux militaires immobiles encadrent l'entrée du sépulcre, dans la touffeur de l'été turkmène. Un troisième, vêtu d'un uniforme vert olive et libre de ses mouvements, scrute les visiteurs d'un œil sévère et rabroue ceux qui sont munis d'un appareil photo, en croisant les mains en signe d'interdiction. Comme dans la plupart des bâtiments d'Etat, la prise de photographies est strictement prohibée. Impossible également de poser des questions à un Turkmène, sous peine de provoquer son arrestation sitôt l'article paru.

Le mémorial est vide. Notre jeune et diligent chaperon débite sagement la propagande sur les très riches heures du Turkmenbachi. En contrebas, entouré des sépultures vides de sa mère et de ses deux frères, victimes du tremblement de terre qui détruisit Achkhabad en octobre 1948. Aucun des corps n'a été retrouvé. Pas plus que celui de son père, combattant soviétique tué durant la seconde guerre mondiale.

Du marbre à foison recouvre également les façades de la mosquée érigée à quelques mètres du mausolée. La plus grande d'Asie centrale, se plaît à proclamer Bouygues. La plus tape-à-l'œil aussi. Du marbre, de l'or et des grandes eaux, le triptyque niazovien : « *L'ensemble terminé avait fière allure avec ses immenses fontaines et son mur d'eau bouillonnant bordant la route* », se congratule le chef d'orchestre Carbonaro. Et qu'importe si le pays, désertique à 80 %, souffre de pénuries hydriques chroniques.

Le Turkménistan ne manque pas seulement d'eau. Vingt ans de bourrage de crâne, de répression

et de culte de la personnalité ont anesthésié les consciences, nettoyé les cerveaux de toute velléité d'esprit critique. Instrument d'endoctrinement de la population en général et de la jeunesse en particulier, le *Ruhnama*, « Livre de l'esprit », de Niazov, est un tissu d'inepties obscurantistes. Ce pavé publié en 1993 mêle maximes et considérations sur l'histoire et la culture turkmènes. Il est devenu l'ouvrage de référence pour les élèves du primaire, du secondaire, et même à l'université. A sa lecture, les Turkmènes découvrent par exemple qu'ils ont « *inventé la roue et l'écriture* ». Dans ce pays de culture musulmane, ils doivent aussi apprendre que « *la barbe pousse depuis le cerveau. Plus la barbe est longue, moins il y aura de cerveau. Moins il y a de cerveau, moins la personne est sage* » (2).

Sans grands scrupules, Bouygues a couvert les minarets et les murs intérieurs de la mosquée de Kiptchak de citations du *Ruhnama*. Le groupe français a même poussé le zèle jusqu'à financer la traduction en français du second volume de ce texte. Le satrape apprécia le geste et remercia personnellement M. Carbonaro et son adjoint Senter lors d'une réception organisée en septembre 2006. A sa décharge, Bouygues ne fut pas la seule entreprise à mettre la main à la poche pour satisfaire le moindre caprice de Niazov. En Allemagne, une traduction du *Ruhnama* a vu le jour grâce à DaimlerChrysler. Des multinationales hongroise, irlandaise et italienne payèrent également leur écot à la pensée niazovienne, comme le retrace le journaliste finlandais Arto Halonen dans son documentaire *Pyhän Kirjan varjo* (« L'Ombre du livre saint », 2008). En attribuant à ce film le grand



KONSTANTIN ZAVRAZHIN. – Vue de la statue représentant Saparmourad Niazov, Achkhabad, 2008

prix du Festival international du film des droits de l'homme de Paris, le jury expliqua qu'il avait voulu « *interpeller l'opinion française sur la compromission de la première entreprise mondiale de BTP [Bouygues] avec un régime totalitaire, qui viole régulièrement les droits humains* » (3).

La nuit tombe sur Kiptchak. Perdu dans l'immensité d'un sanctuaire pouvant contenir dix mille fidèles, un homme prie seul, adossé à un pilier, les yeux tournés vers le *mihrab* (4). Quelques minutes plus tard, le muezzin appelle à la prière, du haut de l'un des quatre minarets culminant chacun à quatre-vingt-onze mètres. Sur l'allée centrale, deux retardataires sprintent entre les jets d'eau. Autant dire que le plus vaste lieu de culte de l'Asie centrale, qui a coûté près de 129 millions d'euros au gouvernement turkmène, ne déplace pas les foules. Avec ses huit cent mille habitants, Achkhabad est pourtant toute proche. Quasiment vide, la mosquée l'est tous les jours de l'année, à quelques rares occasions près. A l'image d'un pays de cinq millions d'âmes dont la



BRUNO FERT. – L'arche de la Neutralité, Achkhabad, 2005

faible densité – à peine plus de dix personnes au kilomètre carré – est inversement proportionnelle à l'abondance de ses ressources naturelles. Depuis cinq ans, le Turkménistan connaît une croissance économique d'environ 10 %, tirée principalement par ses exportations de gaz, dont il possède les quatrièmes réserves mondiales. Une manne accaparée par une minorité : après la Russie, le Turkménistan est le deuxième pays le plus inégalitaire de l'ex-bloc soviétique. Si 40 % des actifs sont au chômage, les Turkmènes bénéficient tout de même d'une quasi-gratuité du gaz, de l'électricité, de l'essence, de l'eau et du sel.

Le coup de foudre réciproque entre Bouygues et Niazov remonte au 27 mai 1993. En visite privée de trois jours en France, le chef d'Etat turkmène est alors conduit à Saint-Quentin-en-Yvelines, près de Versailles. Bâti comme un palais et baptisé Challenger, le siège social de Bouygues étire sa masse compacte sur trente hectares de verdure. Arrivant d'une contrée lointaine et méconnue, émancipée de la tutelle soviétique depuis à peine deux ans, Niazov est reçu comme autrefois les ambassadeurs à la cour de Louis XIV. « *On l'a bien promené le long des bassins et des sculptures* », s'amuse un membre éminent de l'équipe Bouygues. Fantastique vitrine du groupe, Challenger « *évoque immanquablement le despotisme d'un roi qui désirerait régenter la vie de ses sujets dans ses moindres détails, sans rencontrer d'obstacles* », relèvent les biographes de Francis Bouygues, décédé en juillet 1993, fondateur de l'entreprise et père de Martin, l'actuel dirigeant (5). Le faste séduit un Niazov soucieux d'administrer la vie quotidienne de la population turkmène jusqu'à l'absurde : « *Une simple remarque du président, même si elle ne fait l'objet (...) d'aucune directive formelle, peut immédiatement être appliquée comme une loi. (...) En février 2004, il reproche aux hommes de se laisser pousser les cheveux ou la barbe. Tout le monde se coupe les cheveux et se rase* », explique le chercheur Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (6).

Dans l'euphorie des commencements, Bouygues fait feu de tout bois. Avec un atout décisif, qu'aucun de ses concurrents ne possède : TF1, la télévision la plus puissante d'Europe. Séduit, le Turkmenbachi confie à ses nouveaux partenaires français la rénovation de la première chaîne nationale turkmène. « *La qualité de l'image était déplorable, leurs studios étaient dans un état dégradé, de gros câbles pendaient dans tous les sens. Les techniciens de TF1 ont modernisé les équipements et nous leur avons cédé un lot de programmes culturels et de loisirs, avec quelques films français* », précise un dirigeant de Bouygues en poste à l'époque, aussi disert sur la technique que discret sur la nature des programmes diffusés par la première chaîne de télévision turkmène. Exemple, ce vendredi 25 juillet 2014 : à l'écran, le président Berdymoukhammedov parle, donne des consignes, pendant que ses ministres prennent note en silence, tels des écoliers sages et obéissants. Ce genre d'émission se répète à l'infini sur les cinq chaînes contrôlées par l'Etat, peu regardées, les Turkmènes leur préférant les quelque cinq cents chaînes disponibles grâce au satellite.

On cherchera en vain le « mieux-disant culturel ». Il en fut pourtant beaucoup question lors d'une invraisemblable émission spéciale offerte sur un plateau au Turkmenbachi. La séquence se déroule le 10 septembre 1996. A l'invitation du président français Jacques Chirac, Niazov est à nouveau en visite en France, trois ans après avoir été l'hôte de François

Mitterrand. L'occasion pour l'état-major de Bouygues de frapper un grand coup et de ferrer définitivement son client. Après la signature à Challenger d'un contrat portant sur la construction d'un palais des congrès à Achkhabad, le chef d'Etat turkmène est transporté à Boulogne-Billancourt, aux portes de Paris. Direction les studios de TF1, où, en compagnie de MM. Martin Bouygues et Patrick Le Lay, le président-directeur général (PDG) de la chaîne, il rejoint le présentateur-vedette Jean-Claude Narcy, pour un entretien croisé de quarante-cinq minutes. Le patron de TF1 n'a qu'un mot à la bouche : la culture. « *Difficile de développer la culture grâce à la télévision avec un noyau de population aussi faible [qu'au Turkménistan]. Même en France, avec dix à douze fois plus de population, on a du mal, on le voit bien, au niveau de la télévision (...) à continuer à développer la culture française* », pontifie M. Le Lay. Niazov répond tout aussi sérieusement : « *Vous disposez de la télévision la plus puissante du monde, et c'est le plus grand vecteur de culture.* » Si le cynisme était coté en Bourse, son cours aurait explosé dans la foulée de ce grand moment de télévision. Dans les coulisses, le staff dirigeant de Bouygues exulte. « *Nous savions que passer à la télévision française ferait plaisir au président. Bien sûr, il n'a jamais été question de diffuser cette émission, mais s'il l'a cru...* », glisse avec un large sourire un ancien cadre dirigeant du groupe.

Les pelleuses
ont tous les droits,
les citoyens aucun

Quitte à verser dans l'autopromotion, TF1 aurait pu en revanche éclairer le téléspectateur sur l'empreinte architecturale de Bouygues à Achkhabad. Située dans le sud du pays, la capitale s'insère dans une oasis à la fois proche du désert du Karakoum et de la frontière iranienne, de l'autre côté des montagnes du Köpet Dag. L'hypercentre voué au pouvoir suprême a été entièrement conçu par l'entreprise française, à commencer par le colossal complexe présidentiel (voir le plan ci-contre). Typiques d'Achkhabad, trois dômes dorés massifs mêlés à une imposante colonnade blanche suggèrent une architecture classique européenne mâtinée d'orientalisme islamique. Interdiction d'esquisser un mouvement d'approche dans sa direction : une escouade de policiers et de militaires verrouille chaque côté du bunker. En face, le même cadenas empêche l'accès aux luxueux ministères de la justice et de la défense. Quant au palais Ruhyet, hôte d'événements culturels, ses gardes en surveillent les abords de très près. Fontaine et bancs publics compris... Plus haut, l'avenue Bitarap offre le même visage désertique, à l'exception de ses hommes en uniforme. Matin, midi et soir, les artères principales de la ville, immenses et bordées de larges trottoirs, demeurent clairsemées. Rares sont les civils qui s'aventurent dans ce no man's land, théâtre d'un culte de la personnalité présidentielle constant depuis l'indépendance, en 1991. Seul changement depuis 2006, les statues de feu Niazov cohabitent

(1) « Le béton d'Allah », par Aldo Carbonaro, qui a autorisé *Le Monde diplomatique* à en diffuser des extraits. Sauf mention contraire, les verbatims de M. Senter précités et les siens sont issus de ce manuscrit.

(2) Cité dans Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Turkménistan*, CNRS Éditions, Paris, 2010.

(3) *Ibid.*

(4) Niche pratiquée dans le mur d'une mosquée, orientée vers La Mecque.

(5) Elisabeth Campagnac et Vincent Nouzille, *Citizen Bouygues. L'histoire secrète d'un grand patron*, Belfond, Paris, 1988.

(6) *Turkménistan*, op. cit.



« Línea del destino » (Ligne du destin), 2006



Depuis la fin des années 1990, les pratiques mémorielles explosent. Au niveau mondial comme à l'échelon national, les lieux organisés pour le souvenir se multiplient : musées, mémoriaux, sites, etc. L'Unesco se voit appelée en renfort pour donner son estampille, gage d'un appel d'air touristique. Mais cette vogue inquiète certains historiens, et pose toute une série de questions délicates.

PAR GENEVIÈVE CLASTRES *

MÉMORIAL de la Shoah de Berlin, parc de la Mémoire à Buenos Aires, musée-mémorial de Drancy, stupa pour les victimes des Khmers rouges, Musée du 11-Septembre new-yorkais... Autant de sites qui ont moins de dix ans et témoignent de la volonté d'ancrer la mémoire dans des lieux symboliques. Particularité de ces nouveaux espaces, tous doivent prendre en compte le fait touristique dès leur conception. Car de plus en plus de visiteurs n'ont pas de lien direct avec la tragédie évoquée (1).

Dans la Somme, près de deux cent mille touristes viennent chaque année fouler les lieux de la bataille qui opposa Français et Britanniques aux troupes allemandes, de juillet à novembre 1916. Une majorité de visiteurs sont originaires des pays du Commonwealth (près de 60 %). Beaucoup viennent se recueillir et appréhender ce qu'ont vécu leurs grands-parents ou arrière-grands-parents. Toutefois, on rencontre

* Journaliste, auteure notamment de l'ouvrage *Le Goût des voyages*, Gallimard Jeunesse, Paris, 2013.

également une part de plus en plus importante d'adultes et d'élèves dépourvus de liens de parenté avec ces hommes morts à la guerre. Ils viennent pour comprendre, découvrir, par intérêt historique (2)...

Cette nouvelle assistance influe sur le contenu des sites et des expositions. Ils se veulent plus didactiques qu'auparavant, parfois adaptés à un public

jeune, souvent multilingues. A Lyon, le Centre d'histoire de la Résistance et de la déportation s'est refait une beauté pour ses 20 ans, et a rouvert en 2012 avec une scénographie renouvelée. On suit dorénavant un parcours qui s'appuie sur le travail photographique d'artistes de l'époque. Au Mémorial de Caen, la salle consacrée au débarquement et à la bataille de Normandie a également été réaménagée en 2012 avec force documents, cartes en relief, objets et témoignages.

La vulgarisation et l'internationalisation des sites de mémoire ne vont pas sans poser des questions. Comment partager l'espace entre visiteurs et victimes (ou descendants de victimes), qui n'ont pas les mêmes attentes ? Comment éviter les pratiques irrespectueuses, gérer les perceptions différentes du rapport à la mort, de la culture du souvenir, du religieux ? Comment se recueillir entre les cars de tourisme et les groupes scolaires ? Comment gérer ces cohabitations qui peuvent devenir conflictuelles ? Avec plus d'un million et demi de visiteurs chaque année, le cimetière américain d'Omaha Beach (Calvados) est devenu un vaste terrain de jeu où chacun vient prendre la pose au milieu des myriades de croix blanches. Reste-t-il une place pour les familles de soldat ?

Les victimes directes et leurs descendants ne se retrouvent plus dans ces lieux surpeuplés. Ils préfèrent se réunir dans des endroits qui font sens pour eux et à des dates intimement liées à leur tragédie personnelle, explique Brigitte Sion (3),



« Ante la imagen » (Devant l'image), 2009

En berr

journaliste et chercheuse ayant travaillé sur le Mémorial de la Shoah de Berlin et sur le monument des disparus de Buenos Aires. En mars 2014, le prix d'entrée pour le Musée du 11-Septembre, fixé à 24 euros environ, a suscité une polémique. Faut-il faire payer l'accès à un lieu de mémoire ?

Pour les collectivités territoriales, un enjeu économique et politique

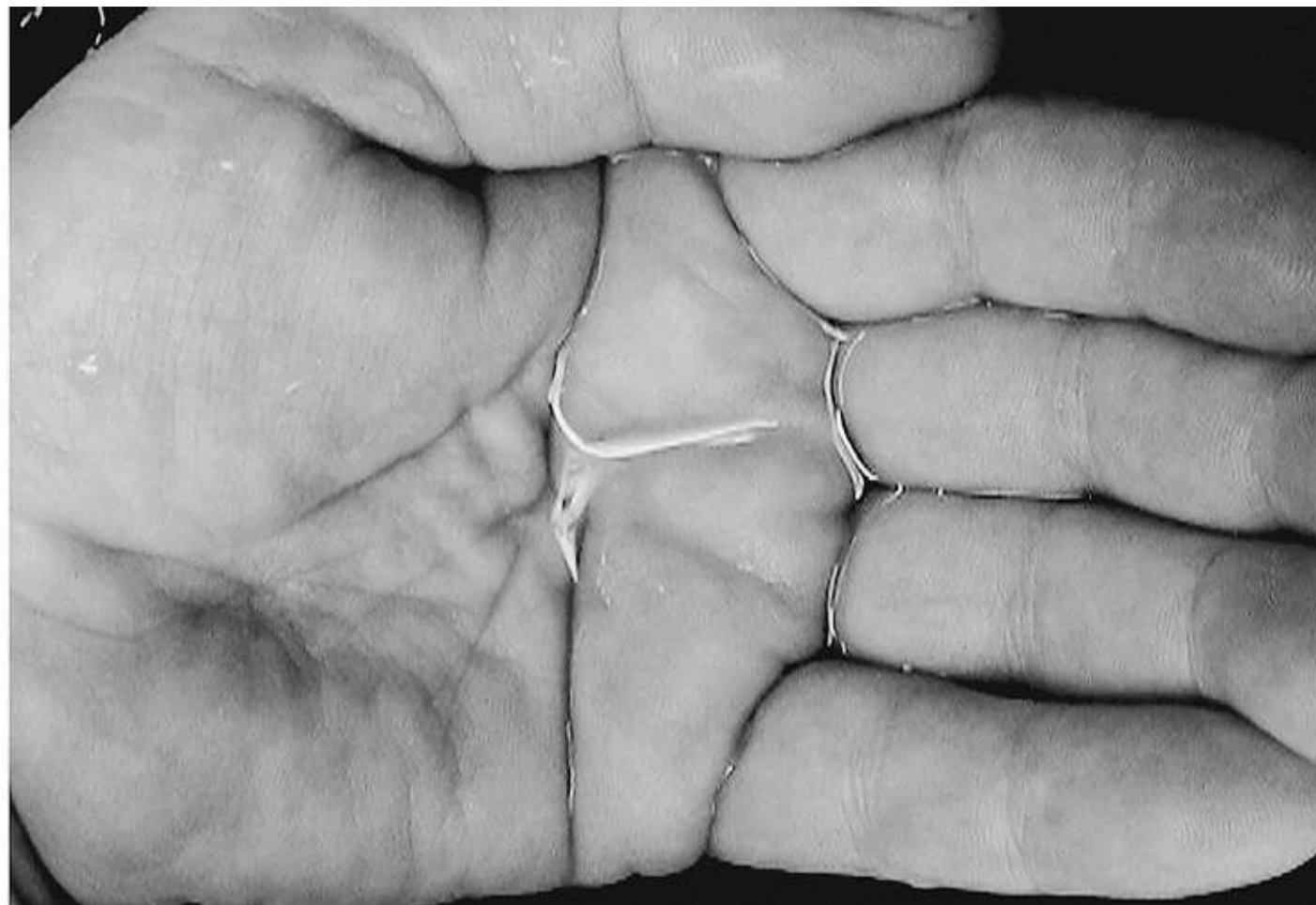
Dans un élan œcuménique, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) est souvent appelée en renfort pour donner son estampille « valeur universelle exceptionnelle » à des sites liés à des événements tragiques. Entre 1978 et 1999, l'île de Gorée (traite négrière, 1978), Auschwitz-Birkenau (seconde guerre mondiale, 1979), le dôme Genbaku du Mémorial de la paix de Hiroshima (bombe atomique, 1996), Robben Island (prison de l'apartheid, 1999) ont été inscrits sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité. Certes, la création de l'Unesco après la seconde guerre mondiale avait pour mission de favoriser la paix et le dialogue interculturel. Mais des sites liés à des guerres, des massacres, des sévices peuvent-ils créer ce lien ? En outre, comment attribuer une valeur universelle exceptionnelle à des espaces difficiles à appréhender, que ce soit dans leur matérialité ou dans leur dimension tragique ?

Dans les faits, pour voir reconnaître cette valeur universelle exceptionnelle, il faut satisfaire à au moins un des dix critères de l'institution (4) : « représenter un chef-d'œuvre du génie créateur humain », « apporter un témoignage unique ou du moins exceptionnel sur une tradition culturelle ou une civilisation vivante ou disparue », etc. Dans le cas des sites mémoriels, le sixième critère est déterminant. Le site doit « être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle ». Aux yeux de l'historienne Sophie Wahnich, se fonder sur ce critère est un non-sens : « Comment parler de traditions vivantes pour des champs de bataille qui ont connu des millions de morts (5) ? » Le paradoxe est évident.

Alors, n'y aurait-il pas un sens caché derrière cette volonté des sites mémoriels d'être adoubés par l'Unesco ? En France, deux dossiers sont dans la course au label. Les sites funéraires et mémoriels de la première guerre mondiale (front de l'Ouest) et les plages du débarquement de Normandie. Le premier dossier est également porté par la Belgique via l'association astucieuse de quatorze départements français (6) avec les régions de Flandre et de Wallonie, ce qui permet un dépôt de candidature supplémentaire, chaque pays étant limité dans le nombre des dossiers déposés (*lire l'encadré*).



« Portrait / Je réessaie », projection vidéo 4/3, 2004



Les œuvres qui accompagnent ces pages sont d'Oscar Muñoz, artiste plasticien colombien.

Crédits et copyright : Oscar Muñoz / Filigranes éditions / Galerie Mor . Charpentier, Paris.

LE TOURISME DE MASSE À L'ASSAUT DES LIEUX DE MÉMOIRE

muda dans les tranchées

Pour le front de l'Ouest, l'inscription sur la liste du patrimoine de l'humanité tomberait à point nommé en cette période de centenaire de la première guerre mondiale. Une centaine de sites majeurs l'attendent. Sauf qu'à écouter la présentation du dossier par M. Serge Barcellini, conseiller auprès du secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants et de la mémoire, on s'interroge en entendant les expressions « *clientèle captive* », « *marché porteur* » (7)... L'enjeu pour les collectivités territoriales est devenu autant économique que politique. A Carcassonne, la fréquentation touristique a fait un bond de 20 % en 1998, l'année suivant l'inscription de la citadelle cathare. En 2013, cinq ans après le classement de douze groupes de bâtiments fortifiés et de constructions le long des frontières, l'association du Réseau Vauban constate des hausses de fréquentation moyenne allant de 10 à 20 %. A Albi, dont la cité épiscopale a été classée en 2010, les visites de la cathédrale Sainte-Cécile ont augmenté de 23 % entre 2009 et 2012.

L'enjeu est donc clair, les objectifs assumés ; mais, dans le cas de la première guerre mondiale, le sujet demeure délicat... car il s'agit là de sites dont la dimension tragique frise l'indicible. Une phrase prononcée par M. Barcellini résume peut-être cette sensation dérangeante : « *La Marne a le choix entre 14-18 et le champagne, mais ils ont choisi le champagne, c'est plus porteur.* » Les bulles contre la mémoire, l'ivresse au lieu des massacres, le combat était par trop inégal. Lancinante, la question revient alors comme un boomerang : est-il juste ou du moins pertinent de mettre l'accent sur des sites qui retracent avant tout les déchirements de l'humanité ?

Faut-il pour autant tout rejeter en bloc, nier le rôle et la place du tourisme sur les sites mémoriels ? On peut arguer du rôle pédagogique de ces lieux censés nous renseigner sur des massacres que l'on voudrait ne plus jamais revoir et que l'on cherche à transcender. En outre, ils concernent les générations futures, celles qui doivent savoir, comprendre, puisque avec les années le temps du souvenir et des victimes laisse la place à un temps plus distancié, celui de l'histoire.

« Il faut que ces lieux donnent l'occasion d'être pensif »

Dès lors qu'il s'agit de définir l'universalité d'un lieu, se pose une série de questions, note Sébastien Jacquot, de l'Institut de recherche et d'études supérieures du tourisme (Irest) : « *Qui l'énonce ? Qui choisit ? Quelles voix ? Les habitants ? Les résistants ?* » De fait, il est difficile de classer des lieux où il s'est produit l'indicible. Selon Wahnich, « *il est important d'accepter la part non résorbable de ce qu'on essaie de réconcilier, cette trace laissée par la cruauté humaine. Tenter d'inscrire à tout prix les sites, d'en faire des sanctuaires, reviendrait à nier la cruauté, à ne pas reconnaître cette pulsion de destruction qui ne laisse qu'une béance. Et cela, parce que l'humain a une forte propension à vouloir effacer les traces de l'insupportable, à ne pas vouloir voir.* ». Regarder n'est pas voir. Il ne suffit pas qu'un

lieu ait été déclaré « lieu de cruauté » pour contourner la résistance des individus à se confronter à l'impensable. Alors, pour transmettre, pour aider aussi le regard à dépasser le premier stade de témoin, voire de voyeur, l'historienne propose de créer des itinéraires permettant de caler le pas au rythme des pensées : « *Il faut que le regard se décadre, que ces lieux de mémoire donnent l'occasion d'être pensif. Il faut marcher, arpenter, créer des itinéraires qui produiront une possibilité d'appropriation. C'est ce qui se passe sous nos pieds qui importe, le rapport entre le visible et l'invisible.* »

Et le tourisme ? Les professionnels du secteur jouent trop souvent sur l'identification aux victimes, les discours poignants. Ils mettent en scène la pitié pour vendre des « tours de souvenir », en oubliant encore fréquemment de montrer les bourreaux. On ne peut s'empêcher de penser a contrario au cinéaste franco-cambodgien Rithy Panh et à son extraordinaire *S21* (2003), qui met en scène les tortionnaires khmers rouges.

Comment réussir à faire du tourisme un outil intelligent et responsable et pas uniquement un levier économique et politique au service de quelques-uns ? Dans nos sociétés où il faut savoir se montrer, communiquer, « s'autopromouvoir », le symbole importe plus que le contenu et les contenants. L'émotion prend le pas sur le sens et la décence. On s'épuise à recenser tout ce qui peut être jeté en pâture à un public avide d'événements, de souvenirs glorieux, où le vide d'une époque se remplit à coups d'événements, d'anniversaires, de bicentennaires, d'hommages. Le passé pourrait-il seul nourrir le présent ? Un présent qui interroge...

GENEVIÈVE CLASTRES.

Unesco, un label qui se mérite

La France compte trente-neuf sites sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le dernier en date étant la grotte ornée du Pont-d'Arc, dite grotte Chauvet-Pont-d'Arc (Ardèche), classée en juin 2014.

Pour déposer un dossier, les Etats doivent en premier lieu faire un inventaire des sites naturels et culturels qu'ils souhaitent proposer au cours des cinq à dix années à venir. Ces derniers sont alors inscrits sur une liste indicative, qui pourra être mise à jour à tout moment. Les dossiers sont ensuite travaillés et portés par des associations aidées des services de l'Etat. Pour la grotte Chauvet, la candidature à l'Unesco fut le fait du syndicat mixte de la caverne du Pont-d'Arc, des services de l'Etat, du conseil général de l'Ardèche et de la région Rhône-Alpes.

Chaque année, une cinquantaine de dossiers sont déposés, tous pays confondus. Chaque Etat n'a le droit qu'à deux demandes par session, un site naturel et un site culturel. Les dossiers sont examinés par le Centre du patrimoine mondial et évalués par deux organisations consultatives indépendantes : le Conseil international des monuments et des sites (Icomos) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Une fois par an, le Comité intergouvernemental du patrimoine mondial se réunit pour décider quels sites seront finalement retenus. En 2014, vingt-six ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial : vingt et un sites culturels, dont le Grand Canal de Chine, l'usine Van Nelle aux Pays-Bas et la ville historique de Djeddah (la porte de La Mecque) en Arabie saoudite ; quatre sites naturels, dont le complexe paysager de Trang An, au Vietnam ; et un site mixte, l'ancienne cité maya et les forêts tropicales protégées de Calakmul, au Mexique.

G. C.



« Narcisse », projection vidéo 4/3, extrait, 2001

(1) Cet article s'inspire de la journée d'étude « Sites mémoriels au patrimoine mondial. Quelle place pour le tourisme dans la définition de la valeur universelle exceptionnelle ? » organisée par Maria Grabari-Barbas, le 24 juin 2014, avec l'Institut de recherche et d'études supérieures du tourisme (Irest), la chaire Unesco « Culture, tourisme, développement », l'Equipe interdisciplinaire de recherches sur le tourisme (Eirest, Paris-I), ainsi que les universités de Cergy-Pontoise, Laval (Québec) et du Québec à Trois-Rivières.

(2) Cf. le livret réalisé sous la direction de M. Marc Pellan (conseil général de la Somme), « La Somme dans la première guerre mondiale », www.somme14-18.com

(3) Cf. Brigitte Sion (sous la dir. de), *Death Tourism : Disaster Sites as Recreational Landscape*, Seagull Books, Salt Lake City, 2014, et « Le Mémorial de la Shoah à Berlin. Echec et succès », dans Denis Peschanski (sous la dir. de), *Mémoire et mémorialisation. De l'absence à la représentation*, Hermann, Paris, 2013.

(4) Les dix critères sont énoncés sur le site de l'Unesco : <http://whc.unesco.org/fr/criteres>

(5) Cf. Mireille Gueissaz et Sophie Wahnich (sous la dir. de), « Les musées des guerres du XX^e siècle : lieux du politique ? », *Tumultes*, n° 16, Paris, 2001 ; et Sophie Wahnich (sous la dir. de), *Fictions d'Europe. La guerre au musée*, Editions des archives contemporaines, Paris, 2002.

(6) Aisne, Ardennes, Haut-Rhin, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Seine-et-Marne, Somme, Territoire de Belfort, Vosges.

(7) Intervention lors de la journée d'étude « Sites mémoriels au patrimoine mondial ». Idem pour la citation du paragraphe suivant.

Hugo Chávez, Dieu

Caracas a annoncé avoir déjoué une tentative de coup d'Etat mi-février. En dépit des événements de ce type, c'est de l'intérieur du processus bolivarien qu'a émergé la principale menace pour son avenir : la corruption (lire le reportage ci-dessous). Celle-ci s'oppose à l'éthique révolutionnaire que l'ancien président Hugo Chávez, décédé en 2013, revendique dans un livre d'entretiens avec Ignacio Ramonet, dont nous présentons ici un extrait.

ENTRETIEN AVEC IGNACIO RAMONET *

Quelle est votre conception de la révolution ?

Je pense qu'une révolution doit être quelque chose de très concret. Une des erreurs qui ont été commises par le passé lors des nombreuses tentatives révolutionnaires est qu'elles se sont cantonnées à l'aspect théorique. Elles ont accordé une importance excessive à l'élaboration théorique et très peu à la dimension pratique. Et je crois qu'une révolution requiert, sans aucun doute, un grand effort dialectique de théorisation mais également de praxis. Et j'irai plus loin : ma conviction, c'est que la praxis constitue, fondamentalement, ce qui fait qu'une révolution en est une ou pas, pour de vrai. C'est la « praxis formatrice » qui change la réalité ; c'est, du moins, l'expérience que nous sommes en train de vivre ici, au Venezuela, depuis 1999.

Certains opposants vous reprochent de vouloir construire le socialisme sans l'accord explicite du peuple.

* Ancien directeur du *Monde diplomatique*. Cet extrait est tiré du livre d'Hugo Chávez *Ma première vie. Conversations avec Ignacio Ramonet*, Galilée, Paris, en librairies à partir du 5 mars 2015.

Ils essaient de confondre l'opinion publique. Ils ne cessent de répéter que je suis en train d'introduire illégalement une réforme [de la Constitution] qui a été « refusée par le peuple » [lors du référendum du 2 décembre 2007]. Ils disent que j'essaie d'introduire le socialisme alors que le peuple a dit « non » au socialisme... Ce n'est pas vrai. Rappelez-vous que la base idéologique de ma campagne présidentielle de 2006 était le Projet national Simón Bolívar. J'ai parcouru tout le Venezuela avec ces idées, en répétant clairement aux électeurs : « Nous prenons le chemin du socialisme ! » ; je l'ai dit un million de fois. Et j'ai gagné cette élection présidentielle [du 3 décembre 2006] avec 63 % des voix. Pendant la campagne électorale et tout au long de l'année 2006, j'ai défini avec la plus grande clarté les sept axes stratégiques fondamentaux du premier Plan socialiste de la nation. On a même publié une brochure, « Programme de gouvernement du candidat Hugo Chávez, septembre 2006 », et des millions d'exemplaires ont été distribués.

Pouvez-vous me rappeler quels étaient ces sept axes stratégiques ?

Les sept axes stratégiques pour le Projet national Simón Bolívar et le Venezuela socialiste sont : 1. la nouvelle éthique socialiste ; 2. le bonheur social suprême ; 3. sur le plan politique, la démocratie protagoniste révolutionnaire ; 4. le modèle productif socialiste ; 5. la nouvelle géopolitique nationale ; 6. le Venezuela, puissance énergétique ; 7. la nouvelle géopolitique internationale. Personne ne peut dire qu'il ne savait pas qu'en votant pour ma candidature en 2006 il votait pour une voie vers le socialisme. Ce processus a toujours été transparent. Nous nous mentirions à nous-mêmes s'il ne l'était pas. Transparent et légal. Ici, tout se fait dans le cadre strict de la légalité constitutionnelle. Je n'ai jamais pris – et je ne prendrai jamais – une décision qui n'entre pas dans le cadre de la Constitution bolivarienne. C'est une question élémentaire d'éthique politique.

Qu'est-ce que le socialisme pour vous ?

Rómulo Gallegos (1) a écrit : « *Plaine vénézuélienne, tout en horizons comme l'espérance, tout en chemins comme la volonté.* » Pour moi, le socialisme est comme la plaine vénézuélienne : tout un horizon, tout un chemin, comme notre volonté, comme notre persévérance. Et j'ajoute : c'est à nous d'inventer notre socialisme.

Dans quel sens ?

Dans le sens où il existe – l'histoire le démontre – plusieurs socialismes, et que le Venezuela et la société vénézuélienne possèdent des caractéristiques très singulières. Nous ne voulons pas appliquer des dogmes conçus pour d'autres situations, dans d'autres contextes. Ce que nous sommes en train d'inventer – ici et maintenant –, c'est la façon d'imbriquer

deux choses : d'un côté, un nouveau socialisme ; de l'autre, une société vénézuélienne en pleine mutation. Les imbriquer de manière dialectique pour que l'un modifie l'autre et réciproquement. Cette double transformation qui est en marche est ce que nous entendons par révolution bolivarienne.

A ce propos, j'aimerais savoir quelle relation vous établissez entre la révolution bolivarienne, le socialisme et l'indépendance nationale. Vous insistez en effet beaucoup sur le caractère « national » et sur l'importance des forces armées.

Je vais tâcher d'établir une relation entre ces trois concepts. Sur la voie du développement vient un moment où les peuples se trouvent devant une bifurcation et doivent choisir entre deux voies : celle du capitalisme ou celle du socialisme. Ce sont les deux seuls chemins qui existent. Nous avons choisi le socialisme. Mais, comme je vous l'ai dit, le socialisme a ses propres variantes et nous ne voulons copier aucun modèle socialiste ; nous voulons inventer notre modèle. Je ne suis pas un théoricien ; je ne suis ni Lénine, ni Marx, ni Mariátegui (2). Mais j'aime étudier, lire, réfléchir, et j'ai développé quelques concepts en m'inspirant de grands intellectuels vénézuéliens, latino-américains ou universels. Par exemple : Simón Bolívar, grand penseur présocialiste ; Simón Rodríguez (3), qui a écrit une œuvre merveilleuse, *Lucas y virtudes sociales* (« Lumières et vertus sociales »), dans laquelle il critique le capitalisme, le spéculateur, et lance des idées fondamentales de projet socialiste pour l'Amérique du Sud ; le Brésilien José Inácio de Abreu e Lima (4), un autre socialiste prodigieux ; et naturellement le Christ, le véritable Christ, le révolutionnaire, le plus grand socialiste.

Le message de Jésus est socialiste ?

Le christianisme authentique est une des sources majeures du socialisme moral. Les valeurs socialistes sont résumées dans un commandement de Jésus : « *Tu aimeras ton prochain comme toi-même. Aimez-vous les uns les autres.* » La valeur suprême du socialisme est l'amour. Le capitalisme est synonyme d'ambition, d'égoïsme ; c'est pour cela que la haine peut exister entre frères, qui cessent de l'être parce que les uns exploitent les autres. Dans le capitalisme, tout être humain est considéré comme un objet ou une marchandise. La consigne du capitalisme est : « Sauve qui peut ! » Tandis que celle du socialisme serait : « Sauvons-nous tous ! Dans les bras les uns des autres, comme des frères. » L'amour contre la haine. Le socialisme éthique. Cela doit imprégner tout le comportement du nouveau citoyen révolutionnaire. Il faut changer de mentalité. « *Sans changement de l'esprit, disait Trotski, il ne peut y avoir de transformation de*

(1) Rómulo Gallegos (1884-1969), écrivain et homme d'Etat. Auteur du roman *Doña Bárbara* (1929), considéré comme le chef-d'œuvre du roman vénézuélien du XX^e siècle, mais qui lui valut l'exil pendant la dictature de Juan Vicente Gómez. Ministre de l'Instruction publique en 1936, il devint président du Venezuela en février 1948 (candidat du parti Action démocratique), avant d'être renversé neuf mois plus tard, le 24 novembre 1948, par un coup d'Etat militaire dirigé par le général Marcos Pérez Jiménez.

(2) José Carlos Mariátegui (1894-1930), philosophe péruvien considéré comme l'un des penseurs marxistes latino-américains les plus influents ; auteur de *Sept Essais d'interprétation de la réalité péruvienne* (1928), il est l'un des fondateurs du Parti communiste du Pérou.

(3) Simón Rodríguez (1769-1854), philosophe et pédagogue vénézuélien, mentor de Bolívar. Lors de son long exil en Europe (1801-1823), il se faisait appeler Samuel Robinson.

(4) José Inácio de Abreu e Lima (1794-1869), général brésilien qui participa activement aux guerres d'indépendance de la Grande-Colombie au côté de Bolívar.

COMMENT L'HYPERINFLATION NOURRIT

Le Venezuela miné

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE LADAN CHER *

EN dépit des pénuries, les étagères des boutiques de Caracas sont pleines : les commerçants compensent le manque de variété des produits proposés en entassant les mêmes, sur des mètres et des mètres de linéaires. Mais les murs de pâte dentifrice ne combinent pas tout à fait M^{me} Cecilia Torres, qui fait la queue depuis plusieurs heures dans l'espoir d'obtenir du lait ou de la lessive : « *Il faudrait trouver la pierre philosophe qui transforme le dentifrice en lait* », ironise-t-elle.

Pour le gouvernement, les coupables de cette situation se trouvent parmi les commerçants et les grands importateurs, engagés dans une stratégie similaire à celle du secteur privé chilien contre Salvador Allende au début des années 1970 : engendrer la colère en privant la population des produits de base. En février 2015, le président Nicolas Maduro a ainsi ordonné l'occupation par la police des trente-six magasins de la chaîne de supermarchés Día a Día, ainsi que l'arrestation de ses dirigeants, suspectés de participer à une « *guerre alimentaire contre le peuple* » (1).

Les pénuries découlent sans doute davantage de la plus forte crise économique qu'ait connue le Venezuela au cours des quinze dernières années. Celle-ci préoccupe jusqu'à l'ancien ministre de la planification du président Hugo Chávez (décédé en mars 2013), l'économiste marxiste Jorge Giordani : « *Nous sommes devenus la risée de l'Amérique latine. Quand la situation est mauvaise, quand le thermomètre indique une température de quarante degrés, certains nous expliquent que c'est la faute du thermomètre. (...) Nous devons reconnaître que nous traversons une crise* » (2). Admettre une crise ne suffit pas à la résorber (3). Combattre le marché noir autour du commerce des devises pourrait, en revanche, y contribuer.

* Journaliste.

« *Le bolivar a si peu de valeur que vous pourriez en déverser des brouettes sur une place publique, personne ne se baisserait pour les ramasser. Pas même pour jouer au Monopoly* », se lamente M. Andrés Redner, un commerçant de Maracay. Ici, il existe deux façons d'évaluer la monnaie nationale vénézuélienne : au cours officiel ou au cours officieux (près de trente fois plus, en février 2015).

Une telle différence aiguillonne l'inventivité des entreprises et des particuliers désireux d'engranger des profits faciles. Obtenir des dollars au cours officiel et les revendre sur le marché noir autorise de spectaculaires culbutes. La flambée des prix rend parfois nécessaires ces opérations. L'inflation annuelle (63 %) est l'une des plus élevées du monde et aggrave les pénuries. En février, par exemple, les rares boîtes de préservatifs disponibles à Caracas se vendaient aux alentours de 4 700 bolivars, alors que le salaire minimum s'établit à environ 4 900 bolivars par mois.

Les motivations pour spéculer sur le marché noir du dollar sont donc nombreuses. Encore faut-il pouvoir mettre la main sur le billet vert. Franz von Bergen, journaliste pour le quotidien d'opposition *El Nacional*, nous présente les diverses méthodes pour obtenir la précieuse devise : « *Il y a d'un côté les mille et une façons par lesquelles des personnes issues des classes populaires ou moyennes retirent les devises auxquelles elles ont droit pour voyager et les revendent, discrètement. Mais il y a aussi des combines beaucoup plus structurées, impliquant des entreprises importatrices ou de hauts fonctionnaires ayant accès aux agences de change officiel. Eux déplacent des sommes immenses.* »

Les spéculateurs s'emploient à louvoyer dans le labyrinthe des contrôles mis en place par le gouvernement. Officiellement, la seule façon d'obtenir des dollars consiste à passer par le Centre national de commerce extérieur (Cencoex). L'agence vend des bolivars en appliquant divers taux selon leur usage : les entreprises produisant de la nourriture ou des médicaments ont par exemple accès au cours de 6,3 bolivars par dollar, le cours officiel le plus bas.

Mais la politique monétaire du gouvernement change constamment. La dernière réforme, de février 2015, vise à dévaluer la monnaie. Le taux de 6,3 bolivars est maintenu pour certains produits importés, mais il est porté à 12 bolivars pour les voyageurs. Cette réforme instaure surtout un nouveau système de change libre, dit « Simadi » (système marginal de devises), qui s'est ouvert à 170 bolivars, et dont le gouvernement espère qu'il tirera le marché noir. Pour l'heure, ce dernier n'a pas disparu, et le dollar s'échange sous le manteau aux alentours de 190 bolivars. Il ne s'agit que de l'un des multiples changements décidés ces dernières années pour combattre l'inflation. Sa complexité ne pousse guère à l'optimisme. M. Henkel Garcia, économiste de la société de conseil Econometrica, estime que « *ces mesures n'ont aucune rationalité économique et rendront le système encore plus inefficace. Tant qu'il y aura surévaluation, il y aura spéculation* ». « *Je ne comprends pas comment ça marche* », concède de son côté M. Redner.

Le tourisme des devises alimente le marché noir

Le Cencoex alloue un certain nombre de dollars à tout citoyen désirant se rendre à l'étranger. Le montant varie en fonction de la destination : un voyage à Cuba donne droit à 3 000 dollars (achetés au taux de 12 bolivars), un séjour à Miami à 700. Il est donc tout à fait possible de ramener la plus grande partie au Venezuela pour la revendre sur le marché noir. Cette forme de tourisme des devises devient courante. « *On m'a autorisé à retirer 300 dollars quand je suis allé au Mexique l'an dernier, nous raconte un étudiant. Au cours d'aujourd'hui, sur le marché noir, ça correspond à environ 55 000 bolivars, presque un an de salaire. Il ne faut pas s'étonner que les gens se précipitent !* »

Les achats en ligne donnaient lieu à des opérations similaires avant que la Commission d'administration des devises (l'agence de change) n'intervienne pour réduire les montants autorisés : de

3 000 dollars en 2006, ceux-ci sont désormais limités à 300 dollars. Des sites se spécialisaient alors dans la revente de « droits » de particuliers. Et de petites organisations criminelles se chargeaient de les rassembler pour réaliser d'importantes transactions. Gros avantage : il n'était pas nécessaire de voyager. « *C'était vraiment de l'argent facile, nous explique un banquier de Caracas. Tout ce dont vous aviez besoin, c'était qu'un ami, basé à Panamá par exemple, crée un site de vente en ligne. Il vous suffisait alors de réaliser de faux achats sur sa page. Votre ami vous rendait les dollars, en ayant pris sa commission : il ne vous restait plus qu'à les revendre discrètement. De fait, le gouvernement dépensait des millions de dollars à subventionner un commerce virtuel qui alimentait le marché noir.* »

Le gouvernement a répondu à ces dérives en restreignant l'accès aux devises. En 2014, par exemple, Caracas a interdit les envois de dollars à des proches en Colombie : le mécanisme était utilisé pour réintroduire les billets verts sur le marché noir vénézuélien (4). Chaque nouvel obstacle donne pourtant naissance à de nouvelles astuces pour alimenter le circuit parallèle, toujours aussi lucratif.

Même agrégées, les combines des particuliers ne s'élèvent qu'à des sommes modiques comparées aux fraudes massives auxquelles s'adonnent les sociétés et les hauts fonctionnaires disposant d'un accès privilégié à la monnaie américaine. Un scandale révélé en 2013 a levé une partie du voile sur l'étendue du problème. Diverses fuites ont alors montré que la Commission d'administration des devises du Venezuela (Cadivi, ancêtre du Cencoex) s'était rendue coupable de corruption en allouant des dollars à des sociétés complices. Selon les estimations officielles, près d'un tiers des sommes distribuées par cette agence profitaient à des

(1) « *Maduro ordena la ocupación de los 36 "Practimercados Día a Día"* », *El Universal*, Caracas, 2 février 2015.

(2) « *Venezuela becoming "laughing stock"* », ex-Chavez economic guru says », Reuters, 3 février 2015.

(3) Lire Gregory Wilpert, « *Le Venezuela se noie dans son pétrole* », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.

(4) De nouveau autorisés, ces transferts ne peuvent dépasser 200 dollars par mois, contre 900 dollars auparavant.

INÉDITS DU DIRIGEANT BOLIVARIEN

et la révolution



GALERIA EL MUSEO, BOGOTÁ

STARKY BRINES. – « Parada de mano » (Posture d'équilibre), 2008

l'homme. » C'est seulement ainsi que peut surgir l'« homme nouveau » réclamé par Che Guevara ; l'homme – et la femme, bien sûr – socialiste du XXI^e siècle. En vérité, il ne peut y avoir de révolution si nous ne réussissons pas la transformation de l'esprit. Le reste est secondaire, nonobstant son importance. C'est pour cela que je conçois

le socialisme avant tout comme une valeur morale. Il ne peut pas être uniquement un modèle économique ; il perdrait son âme.

Et sur le plan social ?

Oui, bien sûr, il y a également un « socialisme social » – pardonnez la redondance –

fondé sur la lutte pour l'égalité, pour une « société d'égaux » ; un concept lumineux de socialisme pur entériné par Bolívar à Angostura (5). Toutes les missions que nous avons lancées – il y en a eu plus de trente ces dernières années – représentent, sur le plan social, l'essence même de notre projet socialiste. Son objectif est de sortir le peuple de la pauvreté et de générer une égalité non seulement établie dans la loi, mais aussi pratiquée dans les faits. Cela nous a permis de construire un blindage social qui protège les plus faibles et les aide à sortir de la misère.

Pour vous, le socialisme bolivarien a deux dimensions : morale et sociale.

Non, il y a d'autres fronts. En plus de l'aspect moral et social, notre socialisme a d'autres composantes : en particulier – c'est évident –, les composantes économique et politique. Le socialisme économique, c'est la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, le développement des coopératives, la participation des travailleurs à tous les niveaux d'organisation et de gestion de l'entreprise, la banque publique, etc. Où réside le socialisme politique ? Dans la démocratie. Pas la démocratie bourgeoise ou libérale, mais la démocratie « participative et protagoniste » définie dans notre Constitution.

Y a-t-il d'autres composantes ?

Oui, notre socialisme a aussi une dimension territoriale. Nous parlons d'un « socialisme géographique », car il existe des injustices territoriales, des inégalités selon les espaces. Et nous devons stimuler une vision radicale de la géographie, plus dynamique, transformatrice. Le territoire n'est pas quelque chose d'inerte ; nous devons imaginer un socialisme territorial. Et enfin, selon moi, notre socialisme a

également une composante militaire. Les forces armées participent, conjointement avec le peuple, à la construction du projet national ; non seulement en garantissant ce projet national, mais aussi, effectivement, en le construisant avec le peuple, main dans la main, en une profonde union civico-militaire. L'indépendance nationale – pour aborder ce troisième concept – n'est envisageable qu'à cette condition, ce qui n'a jamais été possible dans le cadre du capitalisme dépendant – la seule forme de capitalisme qui ait jamais existé ici. Nous étions condamnés à l'indigne situation d'un pays dominé, dépendant, corrompu : une colonie. C'est terminé.

Et la corruption ?

Nous l'avons toujours combattue avec la plus grande sévérité. Lors des années passées à Yare (6), nous avons déjà défini un plan très concret pour juger les corrompus et en finir avec la corruption en restaurant sur tous les fronts la morale citoyenne. C'était de notoriété publique.

Selon les médias, il y a encore aujourd'hui de la corruption...

Je reconnais qu'il y a de la corruption, malheureusement. C'est vrai. Mais écoutez bien ce que je vais vous dire : malgré le peu d'efforts que la presse de l'oligarchie faisait autrefois pour dévoiler la corruption, celle-ci atteignait un tel niveau qu'elle éclaboussait tout autour... En revanche, aujourd'hui, la presse – quasiment entièrement aux mains de l'oligarchie – cherche à la loupe le moindre fait de corruption, ou bien l'invente ou le simule... Et elle trouve à peine quelques cas à dénoncer. Dans le passé, l'effort des autorités consistait plutôt à occulter les choses. De nos jours, c'est le contraire. Notre gouvernement tâche de déceler et de sanctionner la corruption. Pendant les années de Carlos Andrés Pérez (7), dans la rue, les gens – ce sont les sondages de l'époque qui le disent – n'arrêtaient pas de se plaindre : « La corruption est en train de nous tuer ! » Aujourd'hui, dans les sondages, la corruption n'apparaît quasiment pas en tant que problème collectif. C'est un fait intéressant à évaluer.

Ce n'est pas ce que dit Transparency, une organisation internationale...

Oui, ils nous accusent d'être le gouvernement le plus corrompu et disent qu'il y a davantage de corruption actuellement. Mais cette campagne est systématique, partielle et malintentionnée. Elle est tout sauf objective.

Selon le quotidien *El Nacional*, lors de l'assemblée de la Société interaméricaine de presse (SIP), il a été dit que

« Le Venezuela est le deuxième pays le plus corrompu d'Amérique latine (8) ».

Ça ne me surprend pas. Et c'est bizarre qu'ils ne l'aient classé que deuxième et non pas premier... Ici, tous les jours, la télévision et l'ensemble des médias de l'oligarchie parlent de ce qu'ils appellent la « bolibourgeoisie », les nouveaux riches... Et pourtant, j'insiste sur le fait que ce n'est pas une préoccupation du peuple. Je vous le répète : dans les sondages d'opinion, la corruption n'apparaît quasiment pas ou avec un très faible pourcentage.

D'ailleurs, bien qu'ayant en moyenne 30 % d'opinions favorables, sachez que l'opposition ne la présente même pas comme un problème national. Et on serait fondé à penser que c'est le genre de problèmes qu'elle signifierait... En vérité, même si je n'ai pas de données statistiques à portée de main, je vous assure que la corruption a diminué de manière notable – à commencer chez les hauts fonctionnaires du gouvernement. Personnellement, je suis très attentif aux gens qui travaillent avec moi : les ministres, les institutions, les banques de l'Etat...

Malgré les failles, aussi nombreuses soient-elles, et malgré les quelques cas regrettables qui peuvent encore se présenter, je peux vous assurer que la corruption a diminué ; ce n'est pas comparable...

... avec le niveau de corruption antérieur ?

Oui, il n'y a pas de comparaison possible. Ici même, dans le palais [présidentiel] de Miraflores, il y avait un patio qu'on appelait la « suite japonaise », notoirement connue. On y célébrait toutes sortes de fêtes, des affaires, des réceptions arrosées de champagne et de whisky ; il y avait des femmes... C'était Sodome et Gomorrhe. J'ai travaillé ici pendant les derniers mois de l'année 1988 et presque toute l'année 1989. Je m'introduisais partout, j'observais, j'écoutais, j'avais même un réseau interne d'officiers et de civils ; jusqu'à ce qu'on m'arrête et qu'on me chasse de Miraflores en décembre 1989. Je peux vous assurer que la corruption arrivait au plus haut niveau de l'Etat.

(5) NDLR. Discours du 15 février 1819.

(6) NDLR. Prison de Yare, où Chávez fut détenu pendant deux ans à la suite de sa tentative de coup d'Etat en 1992.

(7) Carlos Andrés Pérez (1922-2010), chef du parti Action démocratique (affilié à l'Internationale socialiste), fut président du Venezuela de 1974 à 1979 et de 1989 à mai 1993, date à laquelle il fut destitué par le Congrès pour « malversation » et « appropriation indue ».

(8) *El Nacional*, Caracas, 6 octobre 2008.

LA CORRUPTION

par la spéculation

sociétés fantômes (5). La gouverneuse de la banque centrale de l'époque, M^{me} Edmée Betancourt, a estimé que le coût de cette fraude pouvait atteindre 20 milliards de dollars par an, environ 4 % du produit intérieur brut (PIB) (6).

Complicités au sein même de l'appareil d'Etat

Les enquêtes ont révélé deux méthodes principales pour siphonner les fonds de la Cadivi. Dans le premier cas de figure, des sociétés surfacturaient leurs coûts opérationnels de façon à obtenir davantage de dollars de la part de l'Etat. Dans le second, des sociétés sans la moindre existence réelle – des « sociétés mallettes » (*empresas de maletín*) – voyaient le jour dans l'unique objectif d'obtenir des devises.

Selon l'économiste Jessica Grissanti, « ce sont les entreprises qui ont réellement besoin de dollars qui souffrent le plus de cette situation ». Comme nous le précise un importateur de produits en caoutchouc installé dans la périphérie de Caracas, « c'est très difficile de travailler. Surtout quand on suit les règles. Tout le monde pense que les importateurs ont les deux mains dans le pot de confiture. Et quand on obtient des dollars, ce n'est pas assez pour payer nos achats à l'étranger ».

Restent les cas de corruption au sein de l'appareil d'Etat. Un haut fonctionnaire – qui préfère ne pas être identifié – nous en explique l'une des modalités. Imaginons une personne chargée de gérer un fonds gouvernemental abreuvé par une partie des devises qui affluent vers le pays via la vente du pétrole. Imaginons que cette personne soit chargée d'enregistrer l'entrée de 100 dollars. Il lui suffit d'inscrire le montant sur la base d'une conversion au cours officiel – soit 650 bolivars – pour empocher la différence avec le montant correspondant au cours officieux : environ 17 000 bolivars...

En février, le président Maduro a annoncé l'assouplissement du contrôle des changes pour

tenter de réduire les marges de manœuvre des fraudeurs. Mais la lutte contre la corruption demeure inefficace. Les scandales et les poursuites médiatisées illustrent la nature sporadique de ce combat où les proclamations s'avèrent plus sévères que les punitions. Lors d'une série de discours télévisés, le président a dénoncé ce qu'il a appelé le « cadivisme ». Il a changé le nom de l'agence (alors devenue Cencoex) et annoncé des perquisitions dans des entreprises. La corruption repose toutefois sur des complicités au sein de l'appareil d'Etat, au point que M. Maduro se trouve dans une position délicate : comment lutter contre ce fléau sans mettre en cause des individus qui appuient son pouvoir, d'autant qu'il ne dispose pas du soutien populaire dont bénéficiait son prédécesseur ?

En 1983, Caracas avait déjà créé une agence chargée de gérer des taux de change multiples (Recadi), supposée favoriser l'importation de produits-clés pour le développement industriel et la satisfaction des besoins prioritaires de la population. « *Recadi s'embourba très vite dans des transactions frauduleuses, assure le chercheur Steve Ellner, et devint probablement, au cours de ses six années d'existence, la plus importante source de corruption de l'histoire du pays. De telles pratiques bloquèrent toute possibilité pour l'agence d'atteindre les objectifs sociaux et économiques que l'Etat lui avait fixés* (7). » Désastreuse, l'expérience avait fourni aux néolibéraux des arguments rêvés pour promouvoir une dérégulation des taux de change (ainsi que du reste de l'économie).

M. Garcia concède que la corruption n'est pas apparue, loin de là, avec l'élection de Chávez. « *Nous n'avons toujours pas de modèle permettant de penser le développement du pays, un modèle qui nous libérerait de notre dépendance au pétrole. C'est ça, le désastre.* »

LADAN CHER.

(5) Andrew Cawthorne et Patricia Velez, « Venezuela says 40 percent of dollar buyers are shell companies », Reuters, 12 décembre 2013.

(6) « *Presidencia del BCV : Parte de los \$59.000 millones entregados en 2012 fueron a "empresas de maletín"* », www.aporrea.org

(7) Steve Ellner, *Rethinking Venezuelan Politics : Class Conflict, and The Chávez Phenomenon*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 2008.

Rentrée 2015

MONDE diplomatique

[FORMATIONS]

1 an offert
d'abonnement
au Monde diplomatique
pour toute inscription à un cycle

Vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?

CYCLE DE FORMATION 17, 18, 19 septembre - 15, 16, 17 octobre - 30 novembre

MONDES ÉMERGENTS

De la Chine au Brésil, les nouveaux acteurs mondiaux

- De quoi l'émergence est-elle le nom ?
- Les « Brics » : qui sont-ils ? que veulent-ils ?
- Des puissances montantes : les « Next Eleven ».
- Un nouvel axe mondial : les relations Sud-Sud.
- La planète face à l'urbanisation galopante.
- Repenser la coopération Nord-Sud.

Cycle complété par un voyage d'étude à Istanbul, « Mutations politiques, mutations urbaines ».

Intervenants : Jean-Christophe SERVANT, Dalila NICET-CHENAF, Jean-Pierre GAUTRY et Yoann MORVAN

Renseignements et inscription :
www.formations.monde-diplomatique.fr
 01-42-46-62-57 - formations@monde-diplomatique.fr
CIF, CPF (ex-DIF) ou plan de formation des élus (loi de 1992) applicables.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques www.iepp.fr

Le temps de la haine entre les

La perspective d'un accord sur le nucléaire iranien esquisse un possible réchauffement des relations entre Téhéran et Washington. Sans aller jusqu'à la renaissance d'une vieille alliance datant de l'époque du chah, ce rapprochement pourrait rebattre les cartes stratégiques du Proche-Orient. A condition que les deux parties acceptent d'oublier leur défiance mutuelle.

PAR TRITA PARSİ *

L'IRAN pourrait devenir une « puissance régionale très prospère » s'il parvenait à un accord sur son programme nucléaire avec les pays du groupe dit « G5 + 1 » (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne), affirmait récemment M. Barack Obama (1). Jamais auparavant le président américain n'avait laissé entendre aussi clairement que l'enjeu des négociations sur le nucléaire iranien dépasse de loin la question des centrifugeuses et de l'enrichissement de l'uranium. Un retour de Téhéran sur la scène proche-orientale ne transformerait pas seulement les relations entre les deux pays ; il redessinerait fondamentalement la carte géopolitique de la région.

La route vers un accord sur le programme nucléaire iranien reste semée d'embûches. Les deux parties, dont les positions étaient trop éloignées, ont déjà dû prolonger les pourparlers à deux reprises (*lire ci-dessous*). Mais la voie qui mènerait à un renouveau des relations entre les Etats-Unis et l'Iran est plus

longue et plus sinueuse encore. La souffrance et les humiliations qu'ils se sont mutuellement infligées seront difficiles à surmonter. La liste des fautes commises de part et d'autre serait trop longue à rappeler. Mais quelques exemples suffiront peut-être à donner une idée de l'ampleur de la méfiance et du sentiment de trahison ressentis des deux côtés.

On oublie souvent que les relations commencèrent dans les meilleurs termes qui soient. Les Etats-Unis d'Amérique, qui se sont libérés du joug de Londres à l'issue d'une guerre d'indépendance, ont souvent manifesté de la sympathie envers les pays du tiers-monde qui résistaient à la colonisation. Parfois, les choses allèrent même au-delà. Dans le cas de l'Iran, par exemple, deux Américains se sont résolument engagés en faveur de sa démocratisation et de son indépendance. Le premier, Howard Baskerville, a même payé de sa vie le fait d'avoir défendu le droit des Iraniens à se doter d'une Constitution.

Les ambitions du chah

BASKERVILLE, qui avait pris la tête d'un groupe de combattants étudiants volontaires pour défendre la démocratie constitutionnelle naissante en Perse (ancien nom de l'Iran) contre les forces militaires de la dynastie Qadjar (2) au pouvoir, fut tué à Tabriz le 19 avril 1909 par un tireur embusqué. Il est enterré dans le cimetière chrétien arménien de cette ville située dans le nord-ouest de l'Iran. Aujourd'hui encore, beaucoup d'Iraniens révèrent sa mémoire. De nombreuses écoles et rues portent son nom.

L'autre Américain fut William Morgan Shuster. Nommé trésorier général par le Parlement persan, il fut chargé de gérer la situation financière du pays pendant les années tumultueuses de la révolution constitutionnelle (1905-1911). Il devint

vite un défenseur passionné d'une Perse que les Britanniques et les Russes cherchaient à faire sombrer financièrement. Soumis par ceux-ci à une pression considérable, Shuster fut finalement contraint de démissionner. De retour aux Etats-Unis, il raconta son expérience dans *The Strangling of Persia* (« L'étranglement de la Perse »). Sa condamnation des ingérences russes et britanniques était cinglante. Il dédia ce livre au « peuple de Perse ».

La politique anticoloniale de Washington ainsi que le sacrifice de Baskerville et l'engagement de Shuster valurent aux Etats-Unis d'être tenus en haute estime par de nombreux Iraniens. Tout cela allait cependant changer en 1953, lorsque la Central Intelligence Agency (CIA), de concert avec les services de renseignement britanniques, chassa du pouvoir le premier ministre démocratiquement élu, Mohammad Mossadegh, qui avait décidé de nationaliser l'industrie pétro-



OUSSAMA DIAB. – « Pays », 2013

lière. Le coup d'Etat du 19 août 1953 rétablit le chah Mohammad Reza Pahlavi sur le trône et étouffa la démocratie dans l'œuf (3). Ayant retrouvé le pouvoir, celui-ci intensifia la répression d'Etat afin d'éliminer toute menace potentielle contre son régime.

Pour beaucoup d'Iraniens, ce moment fut celui où les Etats-Unis perdirent leur innocence. Après avoir, dans un premier temps, endigué les efforts des Britanniques pour contrôler l'Iran et ses ressources, Washington s'alliait maintenant à cette même puissance coloniale pour priver le pays de son droit à l'autodétermination.

L'opposition grandissante au régime s'accompagna du sentiment tout aussi grandissant que la monarchie ne se maintenait au pouvoir que grâce au soutien des Etats-Unis et que ces derniers exerçaient une influence excessive dans les affaires intérieures du pays. On reprocha au chah, à tort ou à raison, d'avoir vendu l'indépendance de l'Iran ; et cette accusation devint un cri de ralliement très mobilisateur parmi les opposants à son pouvoir. Elle trouva un écho particulièrement fort après que le souverain iranien eut signé le Status of Forces Agreement (SOFA, « accord sur le statut des forces ») avec les Etats-Unis en 1964, qui accordait l'immunité diplomatique au personnel militaire américain en Iran. Le critique le plus dur du chah, l'ayatollah Rouhollah Khomeiny, qui devait quinze ans plus tard mener la révolution contre le souverain, qualifia sans détour le SOFA de loi de capitulation.

Mohammad Reza Pahlavi était un homme ambitieux, qui voulait faire de son pays une superpuissance régionale. Mais, pour atteindre cet objectif, il ne fallait pas seulement que l'Iran s'appuie sur une armée et une économie fortes ; il était aussi nécessaire que les grandes puissances se tiennent à l'écart du Proche-Orient. En 1971, le Royaume-Uni décida de retirer toutes ses forces militaires stationnées à l'est de Suez. Tant que les Etats-Unis et la Russie ne cédaient pas à la tentation d'occuper le vide laissé par les Britanniques, l'Iran pouvait espérer devenir la superpuissance incontestée de l'Asie occidentale.

Alors que les Américains étaient focalisés sur leur intervention au Vietnam,

le chah saisit une occasion en or. Un accord conclu avec l'administration du président Richard Nixon faisait de l'Iran et de l'Arabie saoudite les responsables de la sécurité dans le golfe Arabo-Persique, en permettant aux Etats-Unis de demeurer à l'écart. Cette politique dite des « deux piliers » fut en réalité la politique d'un seul pilier, l'Iran.

Ayant atteint ce but essentiel, Mohammad Reza Pahlavi eut pour prochain objectif de s'assurer que ni l'Union soviétique ni les Etats-Unis ne trouvent prétexte à stationner de nouvelles troupes dans le Golfe. Il considéra dès lors les Etats-Unis, et non la seule Union soviétique, comme un rival et un concurrent potentiel.

Une confrontation grandissante

EN PRIVÉ, des responsables américains déplorèrent au milieu des années 1970 que les ambitions du souverain iranien échappent désormais à tout contrôle. Mais, tant que l'Iran restait un allié solide contre le communisme, la mégalomanie du chah, bien que problématique, était éclipsée par la menace plus sérieuse que représentaient les Soviétiques.

Lorsque la révolution éclata en 1978, la réserve de bonne volonté dont Washington avait bénéficié en Iran avait complètement fondu. Pour beaucoup d'Américains, la révolution était dirigée autant contre le chah que contre les Etats-Unis. Lorsque le président James Carter autorisa le chah à se réfugier sur le territoire américain pour y être hospitalisé, des étudiants de gauche iraniens s'attaquèrent à l'ambassade des Etats-Unis, le 4 novembre 1979. Ils prirent cinquante-deux diplomates et civils américains en otage, en exigeant de M. Carter qu'il renvoie le chah en Iran afin d'y être jugé.

Ce qui pour ces étudiants ne devait probablement être que l'affaire de quelques jours se transforma en une crise de quatre cent quarante-quatre jours. Venant compliquer les choses, une opération militaire menée en avril 1980 pour sauver les otages se termina par un fiasco. Sur les huit hélicoptères envoyés, trois tombèrent en panne, et la mission fut annulée. Mais, alors que les avions de transport évacuaient la zone, l'un d'entre eux entra en collision avec l'un des hélicoptères, causant la mort de huit soldats américains dans le désert iranien.

Tous les jours, par les nouvelles du soir, les Américains suivaient le sort de leurs diplomates. Cette crise des otages prit rapidement la dimension d'un traumatisme national qui facilita la victoire de Ronald Reagan sur M. Carter à l'élection présidentielle de novembre 1980. Qu'un pays en développement du Proche-Orient inflige aux Etats-Unis une telle humiliation était chose rare. Une indignation réciproque

monta alors. Le conflit géopolitique, qui s'annonçait déjà pendant les dernières années du règne du chah, acquit une forte dimension émotionnelle.

Après la révolution, l'Iran s'opposa ouvertement aux Etats-Unis sans pour autant rejoindre le camp soviétique. Le régime de Khomeiny partageait l'ambition du chah de faire du pays un leader régional. Mais il voulait parvenir à cet objectif en se servant de l'islam politique pour s'assurer un soutien populaire dans le monde musulman. S'opposant à une alliance avec les Etats-Unis ou Israël, Téhéran se plaçait sur une trajectoire directe de collision avec Washington.

Le gouvernement Reagan chercha à vaincre et à punir les révolutionnaires iraniens. Lorsque Saddam Hussein envahit l'Iran en septembre 1980, aucune larme ne fut versée à Washington. Aujourd'hui encore, de nombreux dirigeants iraniens pensent que le président irakien a attaqué l'Iran sur ordre de la Maison Blanche. Sans aller jusque-là, c'est un fait que Washington a soutenu Hussein, qui s'approvisionnait en armes auprès de la Russie et de la France. Cet appui s'est intensifié au fil des années. En 1986, non seulement les Etats-Unis fournissaient aux Irakiens des renseignements de première importance, mais des documents de la CIA récemment divulgués prouvent que Washington savait pertinemment que Hussein utilisait des armes chimiques. Pour de nombreux Iraniens, la faute commise par les Américains en soutenant la campagne militaire irakienne est plus lourde encore que le coup d'Etat de 1953, ne serait-ce que parce que ce conflit a coûté environ un million de morts à leur pays (contre

Négociations cruciales sur le nucléaire

Au terme d'un accord intérimaire conclu le 24 novembre 2013 à Genève entre l'Iran et le groupe dit « G5 + 1 » (les membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne), les participants se sont mis d'accord pour signer un accord de long terme sur le nucléaire dans le délai d'une année. Cette échéance de novembre 2014 n'a pas été respectée. Les négociateurs se sont entendus pour de nouvelles dates : fin mars 2015 pour dessiner le contour de l'accord ; 30 juin 2015 pour un texte définitif incluant tous les aspects techniques. Les débats tournent autour, si l'on peut dire, d'un échange « nucléaire contre sanctions », l'Iran donnant des garanties pour que son programme demeure exclusivement pacifique en échange d'une levée totale des mesures prises à son encontre.

Signataire en 1968 du traité de non-prolifération, Téhéran s'est engagé à ne pas développer d'armes nucléaires. Mais il lui est reproché de se doter, en marge de son programme civil, d'une capacité de production d'uranium hautement enrichi et de plutonium, l'un ou l'autre pouvant servir à un usage militaire. Les discussions portent d'abord sur le nombre de centrifugeuses à conserver pour limiter l'enrichissement à des taux compatibles avec un usage purement civil. Il semble qu'un accord se dessine pour que l'uranium déjà enrichi soit envoyé en Russie. Transformé en barres de combustible, il servirait à alimenter la centrale nucléaire de Bouchehr, construite par Moscou. Téhéran a accepté de réduire son stock d'uranium enrichi à 20 % ; les Occidentaux veulent qu'il ne puisse plus produire désormais que de l'uranium enrichi à 5 %.

L'Iran a construit deux sites d'enrichissement, celui de Natanz, le plus important, et celui de Fordow, enterré près de Qom pour le protéger de bombardements. Les Occidentaux réclament la fermeture de Fordow, alors que les Iraniens proposent de le convertir en centre de recherche médicale. A Arak, l'Iran bâtit un réacteur de recherche à eau lourde, mais aurait accepté de limiter sa production de plutonium à moins d'un kilo par an.

Autre point de litige, le régime d'inspection renforcé des installations nucléaires. Les Occidentaux demandent notamment à l'Iran de ratifier le protocole additionnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui permet des inspections plus intrusives. Ce protocole a été signé par l'Iran en 2003, mais n'a pas été ratifié par le Parlement. Les Occidentaux exigent que ce régime d'exception soit de vingt ans, alors que l'Iran n'accepte qu'une durée de cinq ans.

L'Iran réclame enfin une levée rapide de toutes les sanctions économiques qui le frappent depuis l'adoption de la première résolution des Nations unies, en 2006. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont également adopté des sanctions distinctes. Pour Washington, la levée de certaines sanctions dépend du président, d'autres du Congrès, dominé par des républicains hostiles à toute entente avec Téhéran. Dans le cadre de l'accord intérimaire intervenu il y a un an, les Occidentaux ont procédé à une première levée partielle des sanctions, le 20 janvier 2014.

ALAIN GRESH.

(1) Entretien sur les ondes de la National Public Radio, 29 décembre 2014.

(2) La dynastie Qadjar régna de 1796 à 1925.

(3) Lire Mark Gasiorowski, « Quand la CIA complotait en Iran », *Le Monde diplomatique*, octobre 2000.

D'UNE RELATION TEMPÊTUEUSE

Etats-Unis et l'Iran est-il révolu ?

trois cent mille pour l'Irak). Les tensions entre Washington et Téhéran sont vite devenues un facteur d'instabilité, même si l'Irangate montra que ces relations étaient plus ambiguës qu'il n'y paraissait (*lire l'encadré*). La région tout entière, du Liban au Golfe, devint l'échiquier sur lequel se jouait leur rivalité.

Il y eut aussi des moments où les relations entre les deux pays auraient pu emprunter une autre trajectoire. Après la fin de la guerre Irak-Iran, en 1988, et la mort de l'ayatollah Khomeiny l'année suivante, Téhéran s'est retrouvé affaibli, isolé et plus éloigné encore de son objectif de leadership régional qu'au

début de la révolution. Dévasté par huit ans de guerre, il n'avait plus d'allié, plus d'argent, et les investissements étrangers lui faisaient cruellement défaut.

Le président d'alors, le hodjatoleslam Hachémi Rafsandjani, voulait améliorer les relations avec Washington. Il estimait que la création d'une zone d'intérêt économique commun faciliterait une entente politique. De ce fait, en 1994, le premier contrat portant sur le pétrole iranien accordé à une compagnie étrangère depuis la révolution fut pour Conoco, géant américain du pétrole. Le symbole ne pouvait pas être plus fort.

Rancunes tenaces

MAIS les choses ne se passèrent pas comme prévu. Alors que dans les années 1980 Israël faisait pression sur les Etats-Unis pour qu'ils rétablissent des liens avec Téhéran, Tel-Aviv avait maintenant effectué un virage à cent quatre-vingts degrés ; il les poussait à sanctionner et à isoler l'Iran. Le projet d'accord avec Conoco fut la première victime de ce revirement. Soumis à une forte pression de la part du Congrès américain, le président William Clinton émit deux ordres exécutifs (le 15 mars et le 6 mai 1995), interdisant non seulement le contrat pétrolier avec Conoco, mais aussi tous les échanges commerciaux avec l'Iran, accusé de soutenir le terrorisme.

Le gouvernement Rafsandjani fut abasourdi. Washington avait rejeté la main tendue. Les relations entre les deux pays allaient encore se dégrader. L'année suivante, le Congrès américain vota de nouvelles sanctions contre Téhéran, visant des pays tiers qui investissaient dans le secteur de l'énergie iranien. En dépit de quelques brèves éclaircies à la fin du second mandat de M. Clinton, la méfiance réciproque ne fit que grandir.

Plus tard, lorsque l'administration de M. George W. Bush décida de s'en prendre aux talibans en Afghanistan – régime honni par l'Iran –, Téhéran et Washington engagèrent une vaste concertation politique, militaire et en matière de renseignement. Selon M. James Dobbins, qui

fut l'envoyé du président Bush en Afghanistan durant les mois qui suivirent les attaques du 11-Septembre, l'Iran joua un rôle décisif en assurant l'adoption de la nouvelle Constitution après la chute des talibans. A de nombreux égards, Téhéran aida Washington à gagner la paix dans ce pays, espérant que cette aide contribuerait à ouvrir un nouveau chapitre des relations américano-iraniennes.

Mais, alors que la collaboration américano-iranienne avait abouti le 5 décembre 2001 à la signature des accords de Bonn établissant la réunion d'une Assemblée constituante en Afghanistan, le président Bush, six semaines après la signature des accords interafghans, inscrivit l'Iran sur la liste des pays de l'«axe du Mal», aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord, accusés de soutenir le terrorisme et de développer des armes de destruction massive. Cela représentait une trahison aux yeux de Téhéran, et eut pour conséquence d'affaiblir considérablement les partisans de la main tendue aux Etats-Unis. Ceux qui avaient choisi de faire confiance aux Américains le payaient cher.

Pourtant, avant que le président iranien réformiste Mohammad Khatami (1997-2005) quitte ses fonctions, l'Iran accomplit un geste de conciliation sans précédent vis-à-vis de l'administration Bush. En 2003, un an après le discours du président américain sur l'«axe du Mal», Téhéran soumit à Washington un projet de

négociation globale par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Suisse en Iran. Il proposait de faire la transparence sur son programme nucléaire, de coopérer en Irak, de désarmer le groupe militant libanais Hezbollah et de reconnaître indirectement Israël – tout cela en échange d'une levée des sanctions et d'une reconnaissance de ses intérêts militaires dans la région.

L'administration Bush ne voyait pas l'intérêt de réduire les tensions avec l'Iran. La proposition fut écartée, ce qui renforça la conviction, à Téhéran, que l'objectif ultime de Washington était de renverser le gouvernement iranien et de faire du pays un Etat client sans réel pouvoir. Comme précédemment, le rejet de ce signe de bonne volonté entraîna une perte de confiance et un regain des désaccords, exacerbés par la récurrence des discours belliqueux du président Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013). Cette fois, l'issue fut plus grave encore.

De crainte que l'Iran ne soit la prochaine cible, Téhéran décida de faire payer au maximum aux Etats-Unis leur occupation de l'Irak et leur présence en Afghanistan. Tant qu'ils seraient enlisés dans ces borborygmes, ils ne seraient pas en mesure de viser l'Iran : tel était le raisonnement des décideurs iraniens.

Washington attribue à Téhéran la responsabilité des engins explosifs impro-

visés qui ont fait des centaines de morts parmi les soldats américains en Irak et en Afghanistan. Ces engins furent utilisés avec efficacité et par la résistance irakienne à l'occupation, et par les talibans. La colère et le ressentiment sont grands au Pentagone, en particulier parmi les hauts fonctionnaires, pour qui l'Iran est responsable de la mort de leurs camarades. Cette colère n'est pas ancienne, contrairement à la rancœur suscitée par la crise des otages ; dans l'esprit des militaires américains, ces plaies ne sont pas refermées.

C'est sur cette toile de fond compliquée et marquée par la souffrance que les Etats-Unis et l'Iran doivent maintenant assumer de bâtir un avenir commun. Si la méfiance est profonde des deux côtés, c'est probablement du côté de l'Iran qu'elle est la plus grande, et ce pour deux raisons simples. Premièrement, des deux parties, l'Iran est la plus vulnérable. Deuxièmement, à supposer que les décideurs des deux pays tirent les leçons du passé et parviennent à dépasser leurs réticences mutuelles, il reste qu'une personne a vécu chacun des moments évoqués précédemment : le Guide suprême Ali Khamenei. Aucun autre dirigeant, d'un côté ou de l'autre, ne porte sur ses épaules un poids aussi lourd que le plus haut dignitaire du régime. Et aucun dirigeant n'éprouve plus de méfiance que lui envers les Américains.

Vers une trêve profitable

SI ce mur de défiance était abattu et qu'un accord sur le nucléaire était signé, les répercussions sur la région pourraient être aussi positives que l'impact de l'animosité américano-irakienne a été négatif. En raison de leur histoire difficile, les deux parties ne pourraient probablement pas devenir des partenaires ou des alliés officiels du jour au lendemain. Mais, comme l'a déclaré récemment M. Ali Chamkhani, le secrétaire du Conseil national de sécurité, les deux Etats «peuvent se comporter de manière à ne pas dépenser leur énergie l'un contre l'autre (4)». L'Irak et l'Afghanistan ne se trouveraient pas dans une situation aussi désastreuse aujourd'hui si les Etats-Unis et l'Iran étaient parvenus à cette conclusion beaucoup plus tôt.

Bien entendu, une telle trêve ne déboucherait pas sur la résolution de tous les conflits dans la région. Les rivalités géopolitiques entre l'Iran, l'Arabie saoudite et Israël continueront à avoir un effet déstabilisateur. Mais, alors que les tensions entre Washington et Téhéran exacerbent ces conflits, des relations apaisées et constructives contribueraient à les tempérer. Si les deux Etats cessaient de «dépenser leur énergie l'un contre l'autre», on pourrait

aussi concevoir qu'ils parviennent à désamorcer la guerre civile en Syrie. Alors que les djihadistes sunnites, l'Organisation de Etat islamique et d'autres acteurs de la mouvance islamiste radicale représentent la plus grande menace non seulement pour la stabilité régionale mais aussi pour les intérêts iraniens et américains dans la région, des impératifs communs pourraient rapprocher Washington et Téhéran. Cela les aiderait à surmonter leur méfiance mutuelle et les inciterait à aller au-delà d'une simple trêve. L'action de concert en Irak entre les deux parties pour, à la fois, pousser au départ l'ancien Premier ministre Nouri Al-Maliki et faire face militairement à l'Organisation de l'Etat islamique démontre que cela est possible.

Ces perspectives ne pourront être creusées que si les deux parties parviennent d'abord à trouver une résolution acceptable de l'impasse sur le nucléaire iranien. Pour le meilleur ou pour le pire, c'est alors que s'ouvrira le prochain chapitre des relations entre les deux pays.

TRITA PARSİ.

(4) *Financial Times*, Londres, 22 décembre 2014.

Une suite d'ingérences extérieures

1856. La Grande-Bretagne impose la reconnaissance de l'Afghanistan et la cession de la province de Herat par la Perse.

1871. Sous l'influence de son premier ministre, Nasradine Chah engage une série de réformes fondamentales.

1906. Révolution constitutionnaliste : création du Parlement (Majlis) et adoption de la première Constitution du pays, qui met fin à la monarchie absolue.

1907. La Russie et la Grande-Bretagne partagent la Perse en trois zones d'influence.

1909. Création de l'Anglo-Persian Oil Company. Suspension du Parlement.

1914-1918. La Grande-Bretagne occupe une partie de la Perse, qui prendra le nom d'Iran en 1934.

25 août 1941. Les forces britanniques envahissent le sud et l'ouest de l'Iran, tandis que les Soviétiques occupent le nord. Reza Chah est contraint d'abdiquer en faveur de son fils, Mohammad Reza Pahlavi.

19 août 1953. Un coup d'Etat militaire fomenté par la CIA et les services secrets britanniques renverse le gouvernement du Dr Mohammad Mossadegh après qu'il a nationalisé l'Anglo-Iranian Oil Company.

Novembre 1964. L'ayatollah Rouhollah Khomeiny est exilé.

1^{er} avril 1979. Proclamation de la République islamique.

1980-1988. Guerre entre l'Iran et l'Irak déclenchée par Saddam Hussein.

1995. Le président William Clinton interdit tout échange commercial avec l'Iran.

Décembre 2006. Le Conseil de sécurité des Nations unies vote la résolution 1737, qui interdit la vente à l'Iran de tout matériel ou technologie nucléaire et balistique.

24 novembre 2013. Signature à Genève d'un accord préliminaire sur le programme nucléaire iranien entre l'Iran et les Etats du G5 + 1.

24 novembre 2014. Reconstitution de l'accord provisoire et prolongation des discussions jusqu'au 31 mars 2015 pour une entente sur les grandes lignes politiques et au 1^{er} juillet 2015 pour un texte définitif.

Le scandale de l'Irangate

EN OCTOBRE 1984, le Congrès des Etats-Unis adopte l'amendement Boland, qui interdit de «soutenir, directement ou indirectement, les opérations militaires ou paramilitaires menées au Nicaragua». Les responsables du Conseil national de sécurité – en particulier le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), William Casey, et le conseiller national à la sécurité Robert McFarlane – s'efforcent de contourner la décision pour aider les «contras» qui s'opposent aux sandinistes, arrivés au pouvoir en 1979. On est alors en pleine «seconde guerre froide» entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, lesquels s'affrontent indirectement en Afghanistan, en Angola et au Nicaragua.

Un des moyens imaginés est de vendre secrètement à Téhéran des armes dont le profit irait aux contre-révolutionnaires nicaraguayens. Ce projet rejoint la stratégie de ceux qui, au sein de l'administration américaine, continuent de considérer l'Iran, malgré la révolution khomeiniste, comme un allié potentiel pour les Etats-Unis. Ils se tournent alors vers Israël. Lié aux dictatures centre-américaines, Tel-Aviv aide déjà les «contras» et a maintenu des contacts avec Téhéran. Il considère en effet l'Irak comme l'ennemi principal dans la guerre déclenchée par Bagdad contre son voisin en 1980, et qui durera jusqu'en 1988.

Par le canal israélien, deux livraisons d'armes américaines à l'Iran ont lieu en 1985. L'année suivante, les Etats-Unis les prennent en charge eux-mêmes. Le lieutenant-colonel Oliver North, membre du Conseil national de sécurité, conduira l'une d'elles, se rendant dans la capitale iranienne, fin mai 1986, avec... une bible dédicacée par le président Ronald Reagan en personne.

Mais ce dernier, empêtré dans ses dénégations et ses «oublis», préfère bientôt arrêter les frais : le scandale de l'Irangate a éclaté au grand jour. Il prend ce nom par assimilation au Watergate, qui coûta sa présidence à Richard Nixon en 1974. Début octobre 1986, un avion américain bourré de matériel destiné aux «contras» s'écrase au Nicaragua. L'un des pilotes survit et, récupéré par l'armée sandiniste, vend la mèche. Le 3 novembre, l'hebdomadaire libanais prosyrien *Al-Shiraa* dévoile toute l'affaire. Si bien que, le 25 novembre 1986, Reagan, dans une conférence de presse télévisée – après avoir assuré qu'il n'était «pas complètement informé de la nature des activités entreprises en connexion avec cette initiative» vers l'Iran – doit annoncer qu'il relève de leurs fonctions les officiels impliqués.

La commission Tower est chargée de faire toute la lumière sur l'Irangate. De ses mois d'auditions et de son rapport, il ne sortira pas grand-chose. Preuve que les temps changent : alors que ce qui n'était au départ qu'un médiocre cambriolage avait valu son fauteuil présidentiel à Nixon, Reagan sort quasiment indemne de cette extraordinaire accumulation de forfaitures. Compromis lui aussi, le vice-président George H. W. Bush n'en sera pas moins brillamment élu en novembre 1988 à la présidence des Etats-Unis.

A. G. ET DOMINIQUE VIDAL.

Festival del film Locarno
Compétition officielle

L'ABRI

UN FILM DE FERNAND MELGAR

« Un souffle humaniste hors du commun »
LE MONDE

AU CINÉMA À PARTIR DU 4 MARS

Retrouvez toutes les projections-débats
sur www.facebook.com/abri.fr

dissidenz SWISSFILMS samusocialdeParis FNARS

Par le réalisateur de
LA FORTERESSE & VOL SPÉCIAL

selection PREMIERE arte france culture

LES ÉLECTIONS ISRAËLIENNES PEUVENT-ELLES ENTAMER L'HÉGÉMONIE DE LA DROITE ?

Le coup de poker de M. Netanyahou

Malgré l'opposition du président Barack Obama, les deux Chambres du Congrès américain ont invité le premier ministre israélien à prononcer un discours, le 3 mars. M. Benyamin Netanyahou espère tirer un bénéfice politique de ce rendez-vous, deux semaines avant un scrutin législatif dont son camp reste le favori. Mais l'alliance entre la gauche et le centre dispose d'atouts, dans un contexte de mécontentement des couches moyennes et populaires.

PAR MARIUS SCHATNER *

Monsieur Benyamin Netanyahou jouerait-il les apprentis sorciers ? Il a misé gros en provoquant des élections anticipées, alors qu'il disposait d'une majorité certes hétéroclite mais suffisante pour se maintenir au pouvoir jusqu'en 2017. Même s'il l'emporte lors du scrutin du 17 mars, le chef du Likoud, débarrassé de ministres centristes pourtant bien utiles pour servir de caution internationale, se trouvera à la tête d'une coalition étroite d'ultranationalistes et d'ultraorthodoxes.

Dans le meilleur des cas, M. Netanyahou deviendra ainsi l'otage – consentant ou non – de l'aile la plus dure de la droite. Il se trouvera à la tête d'un gouvernement infréquentable aux yeux du monde et confronté à de sérieuses difficultés sur le front intérieur. En cas de défaite, il cédera la direction du pays à une coalition regroupant les travaillistes et le centre droit ; un scénario qui paraissait encore invraisemblable il y a quelques mois, mais qui ne peut plus être totalement écarté, même si la droite reste largement favorite.

L'arme de la peur

Sur le plan intérieur, il peut compter sur la popularité de la droite, particulièrement au sein d'une jeunesse qui s'est très bien habituée à ce qu'Israël occupe et colonise Jérusalem-Est et la Cisjordanie depuis 1967. Il joue de l'arme de la peur, alimentée par les attentats, la montée des périls aux frontières et l'échec du processus d'Oslo lancé par les travaillistes en 1993... qu'il a tout fait pour saborder.

Sur le plan extérieur, M. Netanyahou peut se prévaloir de l'appui des républicains américains. Il dispose du soutien sans limites de l'un de leurs principaux bailleurs de fonds, le multimilliardaire de Boston Sheldon Adelson. Pour soutenir son poulain, ce magnat des casinos finance à grands frais le journal gratuit *Israel Hayom*, plus fort tirage de la presse et concurrent redoutable pour les autres quotidiens.

L'alliance nouée avec la droite dure américaine a son prix. En témoignage la polé-

Il existe une troisième possibilité : un match nul conduisant les deux blocs à aplanir leurs divergences pour constituer un gouvernement d'union nationale voué à l'immobilisme. Dans ce cas de figure, la défaite personnelle de M. Netanyahou n'entraînerait aucun changement de cap dans la politique israélienne.

Une part de mystère entoure la démarche du premier ministre sortant. « Netanyahou a vraisemblablement voulu prendre les devants, pressant que sa coalition, minée par les dissensions internes, se décomposait, estime Yaron Ezrahi, professeur de science politique à l'Université hébraïque de Jérusalem. Il cherche aussi un mandat renforcé pour remédier à sa baisse de popularité dans le pays et à une hostilité de plus en plus grande en Occident. » Il serait prématuré de conclure à une fin de règne, compte tenu des cartes que M. Netanyahou détient toujours. A 65 ans, ce politicien chevronné, excellent débattre, a démontré plus d'une fois son aptitude à se relever, au point d'être surnommé « le magicien ».

mique suscitée par l'invitation – aussitôt acceptée, au point qu'on peut se demander si Tel-Aviv n'était pas à son initiative – lancée par le président de la Chambre des représentants, M. John Boehner, à prononcer le 3 mars un discours devant les deux Chambres du Congrès. M. Netanyahou compte plaider pour un renforcement des sanctions contre l'Iran et dénoncer un accord en vue entre Washington et Téhéran sur le programme nucléaire iranien (lire pages 18 et 19), qu'il présente comme une menace existentielle pour Israël.

Mais, en s'immiscant de façon aussi flagrante dans la politique intérieure américaine, M. Netanyahou s'aliène de nombreux élus démocrates après s'être déjà mis à dos le président Barack Obama. Un pari aventureux, au moment où Tel-Aviv a plus que jamais besoin du soutien de Washington devant les instances internationales.

L'opposition en Israël a beau jeu d'accuser le dirigeant de la droite de se servir de la tribune du Congrès américain pour

faire de la propagande électorale à deux semaines du scrutin, en sacrifiant les intérêts supérieurs du pays. Cette critique est reprise par des médias pas forcément de gauche, comme le quotidien *Yediot Aharonot* : « Naguère, on pouvait croire que Netanyahou était obsédé par l'Iran, jusqu'à en perdre la tête. Ce n'est plus vrai. Sa seule obsession est désormais de l'emporter au scrutin du 17 mars, à n'importe quel prix (1). »

Ce prix pourrait-il aller jusqu'à une escalade militaire ? L'hypothèse a été soulevée après l'attaque aérienne du 18 janvier 2015 contre un convoi du Hezbollah en Syrie, suivie dix jours plus tard d'une riposte prévisible du Hezbollah. Le général de réserve Yoav Galant, ancien commandant de la région sud d'Israël et candidat à la députation du nouveau parti de centre droit Kulanou, a fait scandale en déclarant que « le moment [d'une frappe] n'est parfois pas sans lien avec la question des élections ». Il a pris l'exemple de l'élimination ciblée à Gaza du chef militaire du Hamas, Ahmed Jabari, un peu plus de deux mois avant les élections de janvier 2013 (2).

A court terme, une hausse de la tension a toujours profité à la droite. A long terme, le risque est d'entraîner Israël dans un nouveau cycle de violences, beaucoup plus sanglant que lors de la guerre de Gaza l'été dernier. Mais qui songe au long terme ? Pour l'heure, la préoccupation essentielle de M. Netanyahou consiste à avoir les coudees franches après ses médiocres résultats aux dernières élections de 2013.

Y parviendra-t-il ? Début décembre, lorsqu'il a fait voler en éclats sa coalition, les sondages lui souriaient. Aujourd'hui c'est moins sûr. Entre-temps, l'alliance entre le Parti travailliste (centre gauche) et le parti Hatnuah (centre droit), réunis au sein de la liste du Camp sioniste, aurait changé la donne, à en croire les enquêtes d'opinion.

« Cette campagne électorale est l'une des plus étranges de l'histoire d'Israël : les enjeux sont cruciaux après cinq ans de blocage total du processus de paix. Pourtant, aucune des questions-clés n'est franchement abordée par les principaux camps en présence », constate l'ancien député travailliste Daniel Ben-Simon. « Il n'est question ni de la paix avec les Palestiniens, ni de l'avenir des territoires occupés, ni de Jérusalem, ni du conflit interne entre religieux et laïques, ni des autres fractures de la société israélienne », ajoute cet analyste, qui lie l'absence de débat de fond à la façon surprenante dont ces élections ont été décidées.

Depuis le déclenchement de la campagne électorale, le ton du chef du Likoud s'est encore durci. Il évite dorénavant toute référence à l'accord qu'il avait donné en 2009 – du bout des lèvres – à la création d'un Etat palestinien démilitarisé en Cisjordanie (3). Avant toute chose, les Palestiniens sont sommés de reconnaître Israël comme « Etat du peuple juif ». Le Camp sioniste est désigné comme « camp antisioniste (4) », ce qui en Israël revient à stigmatiser l'adversaire politique comme un ennemi de l'intérieur. M. Netanyahou fustige les médias et les élites en place, comme si la droite au pouvoir depuis plus de vingt ans n'en faisait pas partie.

Le Foyer juif, à la fois allié et rival du Likoud, martèle les mêmes thèmes avec encore plus d'agressivité et un slogan qui dit tout : « On ne s'excuse plus. » On ne s'excuse pas pour les deux mille cent quarante morts à Gaza – en majorité des civils – lors de l'opération « Bordure protectrice » (juillet-août 2014). Comme l'explique une figure centrale du parti, la députée Ayelet Shaked, qui fait siens les propos du journaliste Uri Elitzur, Israël n'aurait fait que se défendre ; « les lois de la guerre font qu'il est impossible d'épargner des civils (5) ».

On ne s'excuse pas pour la poursuite de l'occupation en Cisjordanie et l'intensification de la colonisation, pour le déni des droits civils de deux millions sept cent mille Palestiniens et pour une situation d'apartheid imprégnant peu à peu toute la société israélienne. On ne doit pas davantage s'excuser auprès de la « communauté internationale », dont les dénonciations de la politique israélienne sont assimilées à une forme à peine déguisée d'antisémitisme. On ne s'excuse pas, puisque « la terre d'Israël appartient au peuple d'Israël » par décret divin.

Un autre parti d'extrême droite, Israël Beitenou, en baisse dans les sondages à

la suite d'une cascade d'affaires de corruption, prend une fois de plus pour cible la minorité arabe (environ 17 % de la population [6]), sommée de donner des gages de fidélité à l'Etat juif. Son chef, M. Avigdor Lieberman (en bas sur les dessins), oscille néanmoins entre les positions extrémistes sur lesquelles il a bâti sa carrière politique et un nouveau (très relatif) pragmatisme. Il met à présent en garde contre un « tsunami diplomatique » et s'inquiète de la dégradation des relations avec l'administration américaine.

« Nul doute que la droite se radicalise, mais elle ne se renforce pas pour autant. Car cette évolution inquiète une large partie de l'opinion publique, y compris à droite, comme en témoignent les prises de position du nouveau président de l'Etat Reuven Rivlin, ancien député du Likoud, en faveur de la minorité arabe », estime le professeur Ezrahi. Selon lui, il ne s'agit pas seulement de protéger une population à laquelle la droite radicale « conteste ses droits de citoyens, conformément à sa vision ethnocentrique », mais également de défendre « les fondements démocratiques de l'Etat tels qu'ils sont inscrits dans la charte d'indépendance de 1948 ».

Une coalition qui avance masquée

DANS cette bataille, l'alliance entre la gauche et le centre menée par le nouveau numéro un travailliste, M. Yitzhak Herzog, dispose de sérieux atouts : le mécontentement des couches moyennes et populaires face à la cherté de la vie, la hausse vertigineuse des prix du logement, le fossé social qui se creuse en dépit d'un taux de chômage faible (5,7 %) (7), la baisse de la croissance et le coût exorbitant de la colonisation. Le chef travailliste peut également compter sur les craintes, ouvertement exprimées dans les milieux économiques, que suscite la progression de la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) (8).

Un vote massif de la population arabe en faveur de la nouvelle liste d'union regroupant les trois partis représentatifs de la minorité arabe (onze députés sur cent vingt dans le Parlement sortant, et potentiellement davantage en cas de recul de l'abstention) pourrait entraver la mise en place d'un gouvernement de droite et d'extrême droite. Car, même s'ils ne devaient pas participer à une coalition entre travaillistes et centristes, leurs votes lui sont acquis.

Serait-ce le début de la fin de l'hégémonie de la droite ? Zeev Sternhell en doute : « Bien entendu, je crains la nouvelle génération du Likoud et des autres extrémistes de droite. Ces gens-là sont parfaitement capables de liquider la démocratie, estime cet historien des droites radicales. Mais, si je souhaite la victoire de la gauche et du centre, je suis réaliste. Encore faudrait-il que cette gauche soit de gauche et que ce centre ne soit pas de droite. Or, quand je constate à quel point cette coalition avance masquée, je la soupçonne d'être prête à rejoindre un gouvernement d'union nationale avec la droite, si on lui fait une offre suffisamment alléchante. » De fait, seul le petit parti Meretz (gauche,

six députés), qui n'a pas le vent en poupe, exclut une telle compromission.

Le Camp sioniste maintient le flou. Il axe sa campagne sur les questions économiques et sociales, tout en dénonçant les dérives antidémocratiques. Certes, il accuse M. Netanyahou de se mettre à dos la « communauté internationale » par des actions provocatrices. Mais l'armée reste sacrée ; les opérations militaires, incontestées. En outre, le Camp sioniste rejoint M. Netanyahou pour dénoncer l'offensive diplomatique palestinienne devant les Nations unies en vue de la reconnaissance de l'Etat de Palestine, ainsi que les démarches pour amener Israël à répondre de crimes de guerre devant la Cour pénale internationale.

S'il promet une reprise des négociations avec l'Autorité palestinienne, M. Herzog ne dit pas comment il s'y prendrait pour éviter une nouvelle impasse. Très discret sur la colonisation, il laisse entendre qu'il lui donnerait un coup de frein. Est-ce seulement un calcul électoral ?

(1) Article du journaliste-vedette du journal, Nahum Barnea, le 22 janvier 2015.

(2) « Livni et Herzog défendent le timing de la frappe en Syrie », *The Times of Israel*, 19 janvier 2015, <http://fr.timesofisrael.com>

(3) Lors d'un discours à l'université Bar-Ilan en 2009.

(4) Notamment sur sa page Facebook, citée le 15 janvier 2015 par la radio publique.

(5) « Exposing militant leftist propaganda », *The Jerusalem Post*, 16 juillet 2014.

(6) Ce pourcentage n'inclut pas les quelque trois cent mille habitants de Jérusalem-Est qui ne sont pas citoyens ou électeurs israéliens.

(7) En termes d'écart de revenus, Israël se classait en 2013 cinquième (après le Chili, le Mexique, la Turquie et les Etats-Unis) au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(8) Lire Julien Salingue, « Alarmes israéliennes », *Le Monde diplomatique*, juin 2014.



S E L Ç U K

IRIS SUP' ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN RELATIONS INTERNATIONALES

PORTES-OUVERTES SAMEDI 21 MARS 14H-17H
IRIS SUP' - 2 BIS RUE MERCOEUR - 75011 PARIS

DIPLÔMES ACCESSIBLES
APRÈS UN BAC +3
ET UN BAC +4

- Relations internationales*
- Défense, sécurité et gestion de crise
- Géographie et intelligence stratégique
- Responsable de programmes internationaux
- Action humanitaire

*également en enseignement à distance

IRIS SUP', L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'IRIS

www.iris-sup.org

Renseignements : +33 (0)1 53 27 60 65

Etablissement privé d'enseignement supérieur technique

DE MAÏDAN À MINSK, UN PAYS EN DÉROUTE

L'Ukraine entre guerre et paix

(Suite de la première page.)

Ce partenariat devait aboutir à terme à l'établissement d'une zone de libre-échange dès la fin 2015 (3) en excluant tout autre accord avec Moscou, qui partage pourtant avec ces Etats un système de normes et des relations commerciales vitales (4). Face à cette initiative, le Kremlin a mis en avant l'Union économique eurasiatique, dont l'Ukraine devait être l'élément-clé (5). La Russie s'inquiète de ce que des pays avec lesquels elle a vécu

une histoire commune se rapprochent sur le plan stratégique de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et se fondent économiquement dans le moule de l'Union européenne. C'est pourquoi elle a revendiqué dans le même temps une « zone d'intérêts privilégiés » que les Européens et les Etats-Unis ont refusé de lui reconnaître. Voisin oriental de l'Union européenne et « étranger proche » de la Russie, l'Ukraine s'est trouvée soumise à un écartèlement géopolitique qui a réveillé ses polarités territoriales est-ouest.

Sous la pression d'une débâcle

CETTE lutte pour l'influence a fait le lit d'une crise dont l'emballement a conduit à la guerre dans le Donbass. Les marches de l'escalade sont aujourd'hui difficiles à redescendre. Si Européens et Américains gardent en tête le coup de force de l'annexion de la Crimée du 16 mars 2014 – qui a déclenché la première vague de sanctions –, Moscou considère que le point de non-retour remonte au changement de régime du 23 février 2014. Deux jours auparavant, grâce à la médiation des Européens et en présence d'un représentant de la Russie, un document de sortie de crise avait été conclu entre M. Viktor Ianoukovitch et les chefs de l'opposition ukrainienne. Prévoyant notamment un retour à un régime parlementaire ainsi qu'une élection présidentielle anticipée, l'accord est cosigné par les ministres des affaires étrangères allemand et polonais, MM. Frank-Walter Steinmeier et Radoslaw Sikorski. Toutefois, dès le lendemain, M. Ianoukovitch se réfugie en Russie ; et le 23 février, c'est M. Alexandre Tourtchinov, le président de la Rada (Parlement ukrainien), qui est nommé président par intérim. La Russie reproche aux garants européens de l'accord du 21 février non seulement d'avoir renoncé à sa mise en œuvre, mais également d'avoir cautionné un coup d'Etat.

La crise connaît un tournant décisif le 17 juillet suivant lorsqu'un avion civil de la Malaysia Airlines est abattu au-dessus du Donbass : ce drame déclenche une nouvelle vague de sanctions touchant cette fois l'économie de la Russie. En août, les renforts de « volontaires » et l'assistance russe sauvent les séparatistes du Donbass d'une débâcle militaire qui semblait inévitable.

Le succès de la contre-offensive menée ensuite par les insurgés des républiques populaires de Donetsk (DNR) et de Lougansk (LNR) conduit les parties à se réunir dans la capitale biélorusse et à adopter, le 5 septembre 2014, les premiers accords de Minsk. Mais les hostilités n'étaient que refroidies, aucun des camps n'ayant obtenu satisfaction : une zone abritant cinq millions d'Ukrainiens échappait à l'autorité de Kiev, et les territoires rebelles n'avaient pas d'avenir économique faute d'accès au port de Marioupol, sur la mer d'Azov, ou de maîtrise du nœud ferroviaire de Debaltsevo, situé à mi-chemin de Donetsk et de Lougansk (6). L'absence de réel contrôle des accords a permis la reprise des combats, qui se sont intensifiés autour de ces points névralgiques, ainsi que sur l'aéroport de Donetsk.

Minsk 2 est le produit des craintes européennes tant d'un conflit majeur sur le continent que de l'effondrement militaire, politique et économique au bord duquel se trouve l'Ukraine. Sous la pression de la débâcle promise à Debaltsevo, où étaient encerclés entre six mille et huit mille soldats ukrainiens au moment des négociations, le président Porochenko avait le choix entre continuer de perdre la guerre ou signer le document. Dans les heures qui ont suivi, le Fonds monétaire international (FMI) débloquent une nouvelle aide de 17,5 milliards de dollars. Pour la Russie, Minsk 2 a été l'occasion de voir reconnue la fracture de l'Ukraine le long de la ligne de cessez-le-feu et d'apparaître comme le seul acteur capable de faire accepter un compromis aux insurgés. En pouvant modifier en permanence l'équilibre des forces sur le terrain et en obtenant un statut spécial pour les

régions orientales, Moscou s'assure de garder un pied dans la porte pour éviter que l'Ukraine ne rejoigne l'OTAN, comme dans les « conflits gelés » de Transnistrie et de Géorgie (lire l'article page 22).

L'objectif premier des accords reste d'imposer – dans le plus grand scepticisme – un arrêt des combats. Il ne pourra durer qu'avec le retrait de l'artillerie lourde. La distance de recul doit être mesurée à partir de la ligne de front du 10 février 2015 pour l'armée ukrainienne et de celle du 19 septembre pour les insurgés. La vérification de la réalité du cessez-le-feu et du retrait des armes lourdes doit être assurée par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont les effectifs passent de deux cent cinquante à trois cent cinquante personnes. Les chances de succès de Minsk 2 restent limitées, dans la mesure où aucun des belligérants n'a atteint ses objectifs : Kiev n'est pas parvenu à réinstaurer sa souveraineté sur les territoires aux mains des séparatistes ; les insurgés n'ont pas réussi à consolider une emprise territoriale suffisante, pouvant correspondre aux *oblasts* de Donetsk et de Lougansk, nécessaire à l'appui de leurs revendications indépendantistes. D'où la crainte, les accords à peine signés, de nouveaux combats de forte intensité autour de Marioupol.

Les accords pèchent en outre par des dispositions difficiles à mettre en œuvre concrètement sur le terrain et par la faiblesse des mécanismes de contrôle. Le prix du sang est impossible à oublier chez les soldats qui se sont battus depuis septembre pour défendre ou prendre moins de mille kilomètres carrés. La durabilité du cessez-le-feu constitue d'autant plus une inconnue qu'aucune zone démilitarisée n'est prévue par le document. Celui-ci ne contient pas non plus de mesures en faveur du déploiement d'une force d'interposition, dont la composition aurait conduit à un nouveau sujet de dissension entre Russes, Ukrainiens, séparatistes et Européens. Le retrait des unités étrangères, des mercenaires et des « groupes illégaux » du territoire ukrainien reste très difficile à mettre en œuvre, et n'est assorti d'aucun calendrier. Comment un observateur de l'OSCE parviendra-t-il à distinguer un insurgé de Donetsk d'un « volontaire » russe, les deux étant parfaitement russophones ? En outre, les bataillons au sein desquels servent des miliciens croates, polonais ou baltes, dont certains sont financés par des oligarques, opèrent sur le terrain avec l'armée ukrainienne, mais n'obéissent que très imparfaitement à Kiev.

Minsk 2 risque par ailleurs d'être difficile à faire accepter par la Rada, où les députés ukrainiens ont jusqu'au 14 mars pour adopter une résolution sur la délimitation des territoires du Donbass concernés par un statut spécial. Une telle résolution avait été votée le 16 septembre 2014, mais elle n'a jamais été mise en œuvre. Dans le cadre d'une décentralisation qui accorderait à ces territoires une forme d'autonomie linguistique, économique et sécuritaire, ce statut permettrait la création de forces de police qui leur seraient propres. Sur ce point, le dialogue politique s'annonce difficile, aussi bien entre les belligérants qu'au sein du gouvernement ukrainien, où les plus bellistes, notamment le premier ministre Arseni Iatseniouk et le ministre de l'inté-

rieur Arsen Avakov, appellent encore à une victoire complète sur les séparatistes. Dès la signature de Minsk 2, nombre de voix à Kiev se sont élevées pour critiquer le document, en particulier celles du chef du parti d'extrême droite Pravyi Sektor (« Secteur droit »), M. Dmytro Iaroch, qui a déclaré ne pas reconnaître les accords, et celle du ministre des affaires étrangères, M. Pavlo Klimkin, qui a affirmé que l'Ukraine n'était en aucun cas dans l'obligation de mener une réforme constitutionnelle ni de concéder une plus grande autonomie au Donbass. En outre, alors que M. Porochenko a rappelé dès l'adoption de Minsk 2 que la fédéralisation de l'Ukraine n'était pas à l'ordre du jour, les insurgés continuent de leur côté à revendiquer l'indépendance.

La question gazière en embuscade

AUX difficultés d'ordre politique viennent s'ajouter les défis économiques. L'Ukraine s'est engagée à prendre à sa charge la reconstruction des zones détruites par les combats et à rétablir le versement des prestations sociales interrompu à l'initiative de M. Porochenko en novembre 2014. Après une récession de 8,2 % en 2014 et avec près de 25 % d'inflation, l'Ukraine aura le plus grand mal à assumer ce fardeau.

Si le document principal des accords de Minsk 2 reproduit donc nombre des imperfections de Minsk 1, la déclaration commune (7) qui l'accompagne laisse entrevoir quelques points positifs. La Russie, l'Union européenne et l'Ukraine s'engagent à travailler sur la question gazière, qui ne manquera pas de se poser à nouveau dès le 1^{er} avril 2015 et l'expiration du « paquet d'hiver (8) ». Le sauvetage économique pourrait alors devenir un terrain de rapprochement. Par ailleurs, les Européens semblent prendre en compte les préoccupations russes nées de la signature des accords de libre-échange entre l'Union européenne et l'Ukraine. La reconnaissance, dans les points additionnels de Minsk 2, de l'auto-détermination linguistique d'une partie du Donbass et du droit de ces territoires à développer une coopération avec la Russie témoigne également de la construction timide d'une solution politique.

Le cessez-le-feu pourra s'installer si les bataillons ukrainistes les plus radicaux évitent les provocations et si Moscou parvient à refréner la tentation des séparatistes de pousser leur avantage sur le terrain. Le respect des aspects politiques des accords engage surtout Kiev. L'Union européenne

pourrait faire pression sur la Rada pour aider le président Porochenko à mettre en marche un difficile processus qui risque de le placer en porte-à-faux au regard de ses promesses électorales et vis-à-vis d'une partie de son gouvernement. Absent des négociations et aujourd'hui tenté par la surenchère, Washington dispose de leviers sur le Parlement ukrainien, notamment à travers le premier ministre Iatseniouk, et pourrait contribuer à la mise en œuvre des accords. Ces puissances seront encouragées par la résolution 2202 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, présentée par la Russie et adoptée à l'unanimité le 17 février. Demandant la pleine application des accords de Minsk, ce texte réaffirme son attachement au « plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ». Une façon discrète d'entériner de facto l'annexion de la Crimée.

IGOR DELANOË.

(3) La mise en place d'une zone de libre-échange entre l'Ukraine et l'Union européenne est prévue pour le 31 décembre 2015.

(4) Lire Julien Verceuil, « Aux racines économiques du conflit ukrainien », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(5) Lire Jean Radvanyi, « Moscou entre jeux d'influence et démonstration de force », *Le Monde diplomatique*, mai 2014.

(6) Lire Laurent Geslin et Sébastien Gobert, « Veillée d'armes au Donbass », *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.

(7) Annexe II de la résolution 2202 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU).

(8) Signé fin octobre 2014, cet accord conclu du 1^{er} novembre 2014 au 31 mars 2015. L'Ukraine paie sa consommation en avance pour le mois suivant, et s'engage à rembourser à la Russie environ 3 milliards de dollars d'arriérés de dette.



Les Amis du
MONDE diplomatique

RÉGIONS

ANGOULÊME. Le 9 mars, à 20h30, à la MPP, 50, rue Hergé : « café Diplo » à partir du dossier « Attentats de Paris, l'onde de choc » du *Monde diplomatique* de février. (*patrickbouthinon@orange.fr* ou 05-45-67-20-21.)

AUDE. Le 4 mars, à 20h45, salle de la Tour à Pennautier, rencontre avec Quentin Ravelli pour son livre *La Stratégie de la bactérie. Une enquête au cœur de l'industrie pharmaceutique* (Seuil). En partenariat avec la mairie de Pennautier. Le 6 mars, à 20h30, au foyer Jean-Guêhenno de Montolieu : « Travail, emploi, solidarités », avec Gérard Filoche. En partenariat avec Agir et vivre entre écluses et capitelles (AVEC). (*amd11@free.fr*)

AURILLAC. Les AMD 15 se réunissent le dernier vendredi du mois, à 18 heures, à la Maison des associations (salle 1), place de la Paix. Le même jour, à 21 heures, diffusion de l'émission « Les vendredis du Diplo » sur Radio Pays d'Aurillac (107,4). (*burlito15@gmail.com*)

AVIGNON. Le 27 mars, à 20h30, au cinéma Utopia Manutention, projection de deux courts-métrages : *Les Déportés du libre-échange*, de Marie-Monique Robin, et *Transatlantique arnaque*, de Yannick Bovy, suivie d'un débat avec Pierre Rimbart. (*ruiz.bouqueyran@wanadoo.fr*)

CAEN. Le 19 mars, à 18h30, au café des Arts, à Hérouville, enregistrement en public de l'émission « T'es autour du Diplo », à écouter sur les sites des AMD et *www.zonesdondes.org* (*duboisbo@yahoo.fr*)

CLERMONT-FERRAND. Le 7 mars, à 17 heures, au café Les Augustes : « Le marché de l'évaluation dans le secteur social », avec Marie-Christine Guillaumin. (*xaphi@orange.fr*)

FRANCHE-COMTÉ. Le 13 mars, à 20h15, au cinéma Le Méliès à Lure : projection du film de Tony Gatlif *Geronimo*, suivie d'un

débat avec Pedro Vianna. Le 17 mars, à 20h15, au cinéma Pathé à Belfort : projection du film *Hope*, suivie d'un débat avec le réalisateur Boris Lojkine. Le 23 mars, à 20h15, au cinéma Le Colisée à Montbéliard : projection du documentaire de Harold Crooks *Le Prix à payer*, suivie d'un débat sur les paradis fiscaux. (*odile-mangeot@wanadoo.fr* ou 03-84-30-35-73.)

GIROUDE. Le 19 mars, à 19 heures, à la médiathèque, place du Général-de-Gaulle à Mérimac : « La francophonie, espace menacé ou terre d'avenir ? », avec Anne-Cécile Robert. « Café Diplo » : le 11 mars, à 20h30, au bar du Pont-Montaigne, à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt ; le 18 mars, à 20h30, au café de l'Orient, place François-Mitterrand, à Libourne ; et le 25 mars, à 19h30, au Poulailleur, place du 14-Juillet, à Bègles. (*amis.diplo33@gmail.com* ou 06-85-74-96-62.)

GRENOBLE. Le 4 mars, à 18h30, à la librairie de l'université : présentation du *Nouveau Manifeste des économistes atterrés* (Les liens qui libèrent), avec des « économistes atterrés ». (*jacques.toledano@wanadoo.fr*)

GUADELOUPE. Le 11 mars, à 19h30, dans la cour du MKB à Port-Louis : projection de *N.O. Ballade*, de Marc Oriol, et du *Carnaval de Kwen*, de Fred Hilgeman, suivie d'un débat avec Eric Nabajoth. Le 20 mars, à 19h30, à la médiathèque de Port-Louis : projection de *Bumidom, des Français venus d'outre-mer*, de Jackie Bastide, suivie d'un débat. (*danimaginaire@yahoo.fr*)

LA ROCHE-SUR-YON. Le 7 mars, à 10h15, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau, « café Diplo » autour de l'article de Pierre Rimbart « Soyez libres, c'est un ordre » (*Le Monde diplomatique* de février). (*michelmerel54@laposte.net*)

LYON. Le 12 mars, à 19 heures, salle Eugène-Brouillard, 215, rue Duguesclin, rencontre avec Marc Laimé, coauteur de *Sivens, le barrage de trop* (Seuil). Le 27 mars, à 20 heures, Ciné-Duchère, 308, avenue Andreï-Sakharov, pro-

jection du film *Opération Correa*, suivie d'un débat avec Pierre Carles, son réalisateur. (*catherine.chauvin@wanadoo.fr*)

METZ. Le 12 mars, à 18h30, petite salle des Coquelicots : « Vivre en maison de retraite... en retrait de la vie ? ». Le 26 mars, à 20 heures, Grenier des Récollets, 1, rue des Récollets : « L'enseignement en anglais à l'université : un progrès ? », avec Vincent Doumayrou. En partenariat avec le Centre de recherche sur les médiations de l'université de Lorraine. (*pollmann@univ-metz.fr*)

MONTPELLIER. Le 26 mars, à 20 heures, salon du Belvédère au Corum : « Emergence de la société civile dans un monde qui s'écroule ? », avec Sergio Ghirardi. (*janinerobert@wanadoo.fr*)

NORD. Le 18 mars, à 20 heures, à la MRES, 23, rue Gosselet, à Lille, réunion sur le programme de la saison prochaine. Le 23 mars, à 20 heures, scène nationale de la Rose des vents, à Villeneuve-d'Ascq : « L'écologie politique prendra-t-elle enfin le catastrophisme au sérieux ? », avec Yves Cochet. (*amd nord@yahoo.fr*)

PERPIGNAN. Les AMD 66 se réunissent le troisième jeudi du mois à 19 heures, à la résidence Habitat jeunes Roger-Sidou, 5, place Alain-Gerbault. (*am.bordas@laposte.net* ou 06-13-24-16-57.)

RENNES. Le 19 mars, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc : « café Diplo » autour de l'article de Serge Halimi « De Paris à Athènes, choisir ses combats » (*Le Monde diplomatique* de février). (*yves.paris-tad@wanadoo.fr* ou 06-22-56-16-98.)

TOULOUSE. Le 3 mars, à 20h30, à la Bourse du travail, 19, place Saint-Sernin : « Syriza, Podemos, la gauche relève la tête en Europe », avec Renaud Lambert. Le 10 mars, à 20h30, salle Osète, 6, rue du Lieutenant-Colonel-Pélessier : « Projet pour une presse libre », avec Pierre Rimbart. Le 21 mars, de 10 à 18 heures, amphithéâtre, UT1, 1-2, rue du Doyen-Gabriel-Marty,

journée-hommage : « Bernard Maris, un économiste et la cité ». Le 24 mars, à 20h30, au Bijou, 123, avenue de Muret : « De l'Europe à l'Asie, que veut la Chine ? », avec Martine Bulard. Le 28 mars, à 17 heures, à l'Espace des diversités et de la laïcité, 38, rue d'Aubuisson, rencontre avec Ignacio Ramonet pour son livre d'entretiens avec Hugo Chávez, *Ma première vie*. (*amdoul@gmail.com* ou 05-34-52-24-02.)

TOURS. Le 6 mars, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy, « Syriza en Grèce : un espoir pour la gauche européenne ? ». Le 11 mars (13 heures), le 12 mars (20 heures) et le 16 mars (11 heures) sur Radio Bèton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (*pic.arnaud@orange.fr* ou 02-47-27-67-25.)

VALENCE. Le 7 mars, à 14 heures, au cinéma Le Navire, journée sur Cuba (films, conférence-débat...) animée par Salim Lamrani. Le 24 mars, à 20 heures, au Lux, soirée-débat autour du film *Pasolini*, d'Abel Ferrara, avec Bamchade Pourvali. (*suzanne.dejours@orange.fr*)

PARIS ET BANLIEUE

PARIS. Le 7 mars, à 18h30, au théâtre des Amandiers à Nanterre : « Un projet pour une presse libre », avec Pierre Rimbart et Emmanuel Vire. En partenariat avec l'Agora. Le 18 mars, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, « café Diplo » : « La Grèce face à la dette et à l'Europe », avec Serge Halimi, Renaud Lambert et Stathis Kouvelakis. Le 19 mars, à 20 heures, au Tarmac, 159, avenue Gambetta : lecture de l'article d'Alain Gresh « Guerre contre le terrorisme », acte III » (*Le Monde diplomatique* d'octobre 2014), suivie d'un débat. (*amis.diplo.75@gmail.com*)

ESSONNE. Le 9 mars, à 20h30, Maison du monde, 509, patio des Terrasses, à Evry, réunion mensuelle des Amis. Du 20 au 28 mars,

Forum social mondial 2015 étendu en Essonne : programme détaillé sur *www.maisondu-monde.org* (*amd91.evry@gmail.com*)

SEINE-SAINT-DENIS. Le 10 mars, à 19 heures, salle La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, à Saint-Denis : rencontre avec Benoît Bréville à propos du dossier « Attentats de Paris, l'onde de choc » (*Le Monde diplomatique* de février), organisée par les AMD Paris.

VAL-DE-MARNE. Le 2 mars, à 20h30, au cinéma Le Kosmos, 243 ter, avenue de la République, à Fontenay-sous-Bois, projection du film *Sud Eau Nord Déplacer*, suivie d'un débat avec le réalisateur Antoine Boutet et Martine Bulard. (*amd94@numericable.fr*)

VAL-D'OISE. Le 28 mars, à 14h30, au centre culturel de Presles, 19, rue Adalbert-Baut, débat autour du dossier « Attentats de Paris : l'onde de choc » (*Le Monde diplomatique* de février). (*amd95@orange.fr*)

YVELYNES. Le 14 mars, à 17 heures, hôtel de ville de Versailles, salle Saint-Exupéry, rencontre avec Nicolas Pinsault et Richard Monvoisin pour leur livre *Tout ce que vous n'avez jamais voulu savoir sur les thérapies manuelles* (Presses universitaires de Grenoble). (*eveleveque@wanadoo.fr* ou 06-07-54-77-35.)

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 10 mars, à 18h30, au café Jules-Verne, 20, rue Jean-Violette, « café Diplo » autour de l'article d'Anne-Cécile Robert « Assauts contre les Lumières » (*Le Monde diplomatique* de février 2015). (*amidiplo-suisse@hotmail.com*)

LUXEMBOURG. Le 12 mars, à 18h30, au Citim, 55, avenue de la Liberté : « La nouvelle politique en Grèce et son impact en Europe », avec des spécialistes de la Grèce. (*deckertr@pt.lu*)

De la Transnistrie au Donbass,

Tandis que les gouvernements d'Ukraine et de Moldavie rêvent de l'Ouest, une petite république dissidente, enclavée entre ces deux pays, ne partage pas leurs aspirations. Même dépourvue de reconnaissance internationale, la Transnistrie entrave les projets occidentaux depuis vingt-deux ans, en requérant l'aval de la Russie pour toute solution. Ce « conflit gelé » éclaire les enjeux des combats au Donbass.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
JENS MALLING *

« **V**ERS l'avenir avec la Russie. » A Tiraspol, la capitale de la Transnistrie, ou République moldave du Dniestr, l'affiche bariolée aux couleurs de l'Union économique eurasiatique occupe toute la longueur d'un trolleybus. Le slogan écrit en russe, la principale langue officielle de ce territoire, surmonte l'image d'une famille locale : père, mère et enfant portent un regard plein d'espoir vers la silhouette d'un Kremlin aux allures de forteresse protectrice. Les voyageurs semblent entrer et sortir de l'affiche. Le véhicule disparaît bientôt au bout de l'artère principale de la ville, l'avenue du 25-October. C'est la date de la révolution russe de 1917.

L'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie en mars dernier a réveillé l'intérêt pour les « conflits gelés », issus de la création de plusieurs Etats dissidents et non reconnus lors de l'éclatement de l'Union soviétique. Certains commentateurs ont évoqué la possibilité que la Russie annexe dans un même élan l'Abkhazie, l'Ossétie du Sud et la Transnistrie, en réaction aux accords d'association signés avec l'Union européenne en juin dernier par la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine. La Russie s'est bien gardée

* Journaliste.

d'élargir les annexions, même si les populations concernées n'y seraient probablement pas hostiles. En 2006 déjà, 98 % des électeurs de Transnistrie se sont prononcés par référendum pour une « éventuelle intégration à la Russie ». Même si ce vote avait été orchestré sans véritable débat par M. Igor Smirnov, le « président » d'alors de ce territoire qui regroupe un demi-million d'habitants, cette opinion semble largement partagée.

Lorsque l'on franchit le Dniestr pour poser le pied sur sa rive orientale, il n'est pas rare que les postes de contrôle soient gardés par des hommes portant un galon aux couleurs de la Russie. Ces soldats mêlés à des militaires de Transnistrie et de Moldavie participent à la force de maintien de la paix depuis la guerre qui a opposé en 1992 les troupes gouvernementales moldaves aux insurgés slavophones (1) de cette mince bande de terre séparant le fleuve de l'Ukraine. Victorieux, les insurgés de Transnistrie ont proclamé leur indépendance, adopté une Constitution, un drapeau, un hymne national et des armoiries. La « République » possède un gouvernement, un Parlement, une armée, une police et un service postal qui lui sont propres, mais qu'aucun Etat de l'Organisation des Nations unies (ONU) ne reconnaît.

La Transnistrie est liée à la Russie de longue date, depuis le traité de Iasi signé en 1792, alors que la Moldavie était encore ottomane (voir la carte page 23). De 1944 à 1991, cette rive du Dniestr faisait partie de la République socialiste soviétique de Moldavie, l'une des quinze républiques qui constituaient l'URSS. En juin 1990, alors que l'URSS est en voie de dissolution, la population slavophone s'émue de l'adoption par le Parlement d'une loi faisant du roumain l'unique langue officielle de la République moldave. Le 23 février 2014, au lendemain de la formation d'un nouveau gouvernement issu de la contestation de Maidan à Kiev, les députés ukrainiens répéteront la même faute en abolissant le russe en tant que langue régionale officielle, ce qui sera vécu comme une provocation dans l'est du pays. Hier en Moldavie comme aujourd'hui en Ukraine, ces lois ont joué un rôle-clé dans l'escalade politique entre régions ethniquement hétérogènes qui a débouché sur une guerre civile.

En mars 1992, les forces nationalistes moldaves tentent de prendre le contrôle de la Transnistrie, où 60 % des habitants sont russes ou ukrainiens. Les combattants moldaves sont repoussés en juillet de la même année, en partie par des éléments de l'ancienne XIV^e armée soviétique, dont les quartiers généraux se trouvent à Tiraspol, sur la rive orientale. La signature d'un cessez-le-feu le 21 juillet 1992 met fin aux combats, mais pas au conflit, qui demeure « gelé » depuis. Actuellement, la présence militaire russe est estimée à environ deux mille hommes, dont quatre cents ou cinq cents gardiens de la paix dans le cadre de l'accord de 1992. Le reste des effectifs contribue au Groupe opérationnel des forces russes en Moldavie (GOFR), qui a pris la suite des forces soviétiques devenues russes. Leur présence est illégale aux yeux de Chisinau, la capitale moldave, et de la plupart des

Etats occidentaux. Moscou, en revanche, la justifie sous prétexte que le GOFR serait nécessaire à la protection des nombreuses réserves d'armes, vestige de la guerre froide, qui subsistent sur le territoire, notamment à Kolbasna, dans le nord du pays. Les forces militaires russes sur ce sol officiellement moldave représentent un obstacle considérable aux yeux de certains dirigeants occidentaux, tel le sénateur américain John McCain, qui veut « accélérer l'intégration de la Géorgie et de la Moldavie dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (2) ». Aucune règle offi-

cielle n'empêche l'adhésion à l'Organisation atlantique d'un Etat abritant un conflit gelé (ou a fortiori « ouvert »). Mais, en pratique, les candidatures de la Géorgie, de l'Ukraine ou de la Moldavie n'ont aucune chance d'obtenir l'unanimité des pays membres tant qu'une solution n'aura pas été trouvée pour les entités dissidentes qu'elles abritent. Plusieurs voix s'élèveraient pour pointer le risque d'être précipité dans un conflit en vertu de l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, qui prévoit une assistance mutuelle entre Etats en cas d'agression d'un des leurs.

« On vit mieux ici qu'en Moldavie »

TIRASPOL a renouvelé son attachement à la Russie lors de l'annexion de la Crimée. Le 18 mars 2014, M. Mikhaïl Bourla, président du « Parlement » de Transnistrie, a saisi l'occasion pour envoyer une requête à M. Sergueï Narychkin, président de la Douma (Parlement russe), dans laquelle il exprimait le souhait que son pays rejoigne officiellement la Fédération. Le Kremlin donne déjà à la petite république de généreuses quantités de gaz et finance les pensions des nombreux retraités de nationalité russe qui y résident. On estime qu'environ cent quatre-vingt mille à deux cent mille Transnistriens détiennent un passeport russe, soit environ 35 % de la population. La demande de M. Bourla a toutefois été rejetée.

M^{me} Nadejda Gynj, âgée de 60 ans, fait partie des bénéficiaires d'une pension payée par Moscou. Vêtue d'un épais tricot, elle s'affaire à balayer une cour à Balka, un quartier de Tiraspol. Elle interromp sa besogne et déclare : « Ici, nous sommes pour la Russie. » Quand on lui demande de décrire la vie en Transnistrie, M^{me} Gynj répond : « Normale. Nous

menons une vie très ordinaire. » Elle se considère comme russe bien qu'elle soit née dans la ville ukrainienne d'Odessa, située à cent kilomètres au sud-est, où certains membres de sa famille vivent toujours. M^{me} Gynj travaillait dans une usine textile à Tiraspol. Sa fille s'est installée à Smolensk, en Russie.

« On vit mieux ici qu'en Moldavie », assure M^{me} Valentina Boïko, 53 ans, qui est venue de son village vendre du lait en bouteilles entre quelques blocs d'habitations d'architecture soviétique. Son avis est largement partagé sur cette rive, notamment en raison de la hausse exorbitante du coût des services urbains dans le reste de la Moldavie. Aujourd'hui, 62 % des Moldaves (de l'Ouest) pensent que l'accord d'association avec l'Europe pourrait avoir des conséquences simi-

(1) Selon le dernier recensement en date (2004), les Slaves sont majoritaires en Transnistrie avec 30,4 % de Russes, 28,8 % d'Ukrainiens, 2 % de Bulgares et 2 % de Polonais, soit un total de 63,2 %. Les Moldaves ne représentent que 31,8 % de la population et les Gagaouzes, une minorité turque chrétienne, 2 %.

(2) « Obama : "We will stand with Ukraine" », Voice of America, 12 mars 2014, www.voanews.com

L'UKRAINE EN QUÊTE DE SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

Sur le front de l'uranium

Privée de charbon par les combats au Donbass, en conflit avec Gazprom pour son approvisionnement en gaz, l'Ukraine mise de plus en plus sur le nucléaire pour satisfaire ses besoins en énergie. Mais la fourniture en combustible des centrales atomiques héritées de l'Union soviétique dépend elle aussi des bonnes relations avec la Russie. S'en affranchir n'est pas sans risque.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
SÉBASTIEN GOBERT ET LAURENT GESLIN *

CERTAINS matins d'hiver, l'humidité monte du Dniepr et noie dans la brume les cubes de béton de la centrale nucléaire de la ville d'Enerhodar, située dans l'oblast de Zaporijia (sud-est de l'Ukraine). Les bus poissés d'une neige sale descendent des avenues taillées au cordeau pour transporter onze mille employés vers le cœur du complexe nucléaire. « Enerhodar, c'est une cité de progrès, la capitale énergétique de l'Ukraine », explique avec fierté M. Oleg Ocheka. Les cinquante-quatre mille habitants de la ville ont conscience qu'ils fournissent de l'électricité à des millions de foyers. Le directeur adjoint du centre d'information de la centrale a emménagé ici au début des années 1980, quand la ville était jeune et que l'Union soviétique semblait éternelle. Les premiers immeubles ont été édifiés en 1970 pour héberger les employés d'une usine thermique bâtie le long du fleuve. La construction de la centrale électrique atomique Zaporiska AES (1) a débuté en 1972. Le nucléaire entraînait le développement de villes modèles dont l'aménagement urbain devait offrir des conditions de vie idéales aux employés. Prypiat, la plus célèbre d'entre elles, achève aujourd'hui de disparaître sous la végétation, au cœur de la zone interdite de trente kilomètres de rayon qui entoure Tchernobyl, dans le nord du pays.

La centrale de Zaporijia compte six réacteurs, d'une capacité de 1000 mégawatts (MW) chacun. Plus puissante que Gravelines, la première centrale française (5400 MW), elle n'est surpassée en capacité que par les huit réacteurs de Bruce, au Canada (6232 MW). La production d'électricité assure une relative prospérité à cette ville où l'on pénètre avec l'étrange impression de faire un voyage dans le temps. « L'URSS s'est effondrée, mais les conditions de vie n'ont pas beaucoup évolué à Enerhodar », continue M. Ocheka. Même si les façades des blocs d'habitations sont décrépies, la ville demeure suffisamment attractive pour que ses écoles soient pleines. « Il y a toujours de l'eau chaude, l'électricité coûte moins cher qu'ailleurs, les salaires sont bons et nous sommes en sécurité », confirme M. Bogdan Stryjoff, un employé de la centrale. « Plus jeune, je voulais partir à Kiev ou à l'étranger. J'ai fait mes études dans la ville voisine. Mais on m'a proposé un emploi, alors je suis revenu me marier ici. »

Héritière des ambitieuses politiques énergétiques de l'URSS, l'Ukraine dispose de quinze réacteurs nucléaires, tous de type VVER à eau pressurisée (2). Trois unités sont en activité dans la centrale de Youjnooukraïnsk, deux à Khmelnytskyï, quatre à Rivne et six à Zaporijia. Le dernier des trois réacteurs non endommagés par la catastrophe de 1986 à Tchernobyl a définitivement été mis à l'arrêt en décembre 2000.

Dans l'immense salle des turbines du réacteur n° 1 de Zaporijia, les machines ronronnent en continu depuis maintenant trente ans. « Le réacteur n° 1 montre toujours de très bons résultats aux tests de sécurité », assure le directeur général de la centrale, M. Viacheslav Tishchenko. « Tous les dix ans, l'Inspection d'Etat de réglementation nucléaire (IERN) décide de l'extension de l'activité des réacteurs. Au vu des résultats actuels, nous envisageons de les utiliser encore soixante ans. » Des extensions de dix à vingt ans ont déjà été accordées à la plupart des réacteurs. La centrale de Zaporijia a pourtant fait les gros titres de la presse internationale, le 28 décembre dernier, après l'annonce maladroite d'un incident technique dans le bloc n° 3 par le premier ministre ukrainien, M. Arseni Iatseïniouk, lors d'une conférence de presse. L'incident, survenu le 28 novembre, consistait en un court-circuit d'un transformateur auxiliaire. Sans conséquence et sans danger de contamination, il a été classé 0 – le niveau le plus bas – sur l'échelle internationale des événements nucléaires (INES) à sept niveaux : « Un battage médiatique sans aucune justification, tranche le directeur d'un air agacé, la plupart de ceux qui parlent du nucléaire n'y connaissent rien, ou sont malintentionnés... »

Du combustible américain ?

Le propos fait référence à la guerre de l'information que se livrent l'Ukraine et la Russie depuis des mois. Le 30 décembre, une chaîne de télévision proche du Kremlin, LifeNews, affirmait que des taux de radiation près de dix-sept fois supérieurs aux maximums autorisés avaient été relevés à proximité de la centrale. Avec cette offensive médiatique, des responsables russes cherchaient à lier les risques de fuites radioactives aux livraisons de combustible nucléaire produit par Westinghouse Electric Company (3).

Depuis 2008, cette société américaine – contrôlée par le japonais Toshiba – mène des essais pour adapter son combustible aux réacteurs VVER,

brisant ainsi le monopole de la compagnie d'Etat russe Rosatom et de sa filiale TVEL, qui fournissaient l'intégralité des centrales ukrainiennes et plusieurs pays de l'Union européenne. Héritage du passé, les entreprises russes sont intimement liées au secteur nucléaire ukrainien, de la conception des réacteurs au traitement des déchets. Chaque année, par exemple, l'Ukraine paie 200 millions de dollars à la Russie pour y entreposer son combustible usagé, dans l'attente d'un nouveau site de stockage prévu à l'horizon 2017 dans la région de Tchernobyl.

« Notre combustible a reçu cet automne l'aval de l'IERN. Il est très courant pour les centrales nucléaires d'avoir plusieurs fournisseurs de combustible. C'est une question de mise en concurrence, mais aussi de sécurité des livraisons. Dans le cas de l'Ukraine, les approvisionnements en provenance de Russie ne sont peut-être pas totalement garantis du fait de la situation politique », insinue M. Mike Kirst, vice-président des relations extérieures de Westinghouse Europe. Il juge sans fondement la mise en garde du vice-premier ministre russe, M. Dmitri Rogozine, qui déclarait en avril dernier que, en cas de recours au combustible américain, « l'Ukraine n'aurait tiré aucun enseignement de l'accident de Tchernobyl ». En 2011, la compagnie d'Etat ukrainienne Energoatom avait jugé « infructueux » des essais de combustible occidental ayant entraîné l'arrêt de deux unités (4). D'autres incidents, notamment en République tchèque, ont été mis en avant par les Russes pour alarmer l'opinion.

Le 30 décembre dernier, Westinghouse et Energoatom ont toutefois signé un accord prévoyant une augmentation des approvisionnements de combustible américain d'ici à 2020. Pour l'instant celui-ci n'est utilisé que dans le réacteur n° 3 de

(1) Atomna ElektroStancija (AES).

(2) Réacteurs dits de « deuxième génération », utilisant l'eau comme caloporteur et modérateur, et conçus dans les années 1960-1970.

(3) LifeNews, 30 décembre 2014.

(4) Selon l'Association mondiale du nucléaire, www.world-nuclear.org

FOND DE RIVALITÉS EST-OUEST

l'histoire bégaie

laire sur le coût de la vie (3). D'où les bons résultats des partis prorusses aux élections parlementaires qui se sont tenues le 30 novembre dernier en Moldavie : avec 39% des voix, contre 44% pour le bloc pro-occidental, leur défaite a été courte.

En Transnistrie, le peuple bénéficie de l'aide financière que lui prodigue généreusement la Russie. L'économie mêle des éléments du modèle socialiste hérité de l'URSS à des initiatives privées. Un système de protection sociale à la charge de la Russie coexiste à côté de structures oligarchiques similaires à celles qui se sont développées dans d'autres anciens « pays frères ». Le groupe Sheriff, par exemple, a établi un quasi-monopole sur le commerce de gros et de détail. Son directeur, le riche homme d'affaires Viktor Gouchane, possède notamment les stations-service et supermarchés du territoire. Le logo de l'entreprise est présent partout.

L'économie de la Transnistrie repose sur les industries sidérurgique, cimentière et textile, ainsi que sur les centrales électriques. Enclave territoriale sur le plan politique, le territoire est connecté au reste du monde : 95% de la production des quatre principales usines est exportée (4). Ses principaux partenaires sont la Moldavie, la Russie, la Roumanie, l'Ukraine et l'Italie. Et la Transnistrie exporte aussi vers l'Allemagne, l'Autriche et la Grèce. Cependant, son économie est loin d'être autosuffisante. Sans les bénéfices générés par la revente du gaz russe aux consommateurs, sans l'influx d'argent provenant des travailleurs expatriés et l'aide financière directe de Moscou, l'Etat ferait faillite. Le soutien russe remonte au tout début de la séparation et s'est accentué depuis. Entre 2008 et 2012, la Transnistrie a reçu environ 27 millions de dollars (plus de 20 millions d'euros) par an, qui furent affectés au paiement des retraites et de la nourriture pour les plus démunis (5).

M^{me} Gynj pense néanmoins que sa pension pourrait être plus élevée. Elle reçoit chaque mois l'équivalent d'une centaine d'euros. Son loyer lui revenant à 80 euros, elle doit vendre ses services de balayeuse cinq jours par semaine pour arrondir ses fins de mois. Son époux a combattu lors de la guerre contre la Moldavie, il y a vingt-deux ans. Une expérience douloureuse, dont la situation en Ukraine vient réveiller le souvenir. « Nous ne voulons pas la guerre. Nous voulons la paix. Il est difficile de savoir quoi penser de la confrontation avec l'Ouest, mais la Russie nous aide. J'espère que la paix reviendra bientôt en Ukraine. »

Du fait de sa situation géographique, la Transnistrie représente un enjeu important pour la Russie, qui est déterminée à endiguer l'expansion de l'Union européenne et de l'OTAN dans les pays de l'ex-URSS. Pour Artem Filipenko, qui dirige une antenne de l'Institut national ukrainien d'études stratégiques à Odessa, « les Transnistriens sont incontestablement prorusses. Leurs dirigeants

considèrent que l'accord d'association qui lie la Moldavie à l'Union européenne n'est pas favorable aux intérêts de leur pays ».

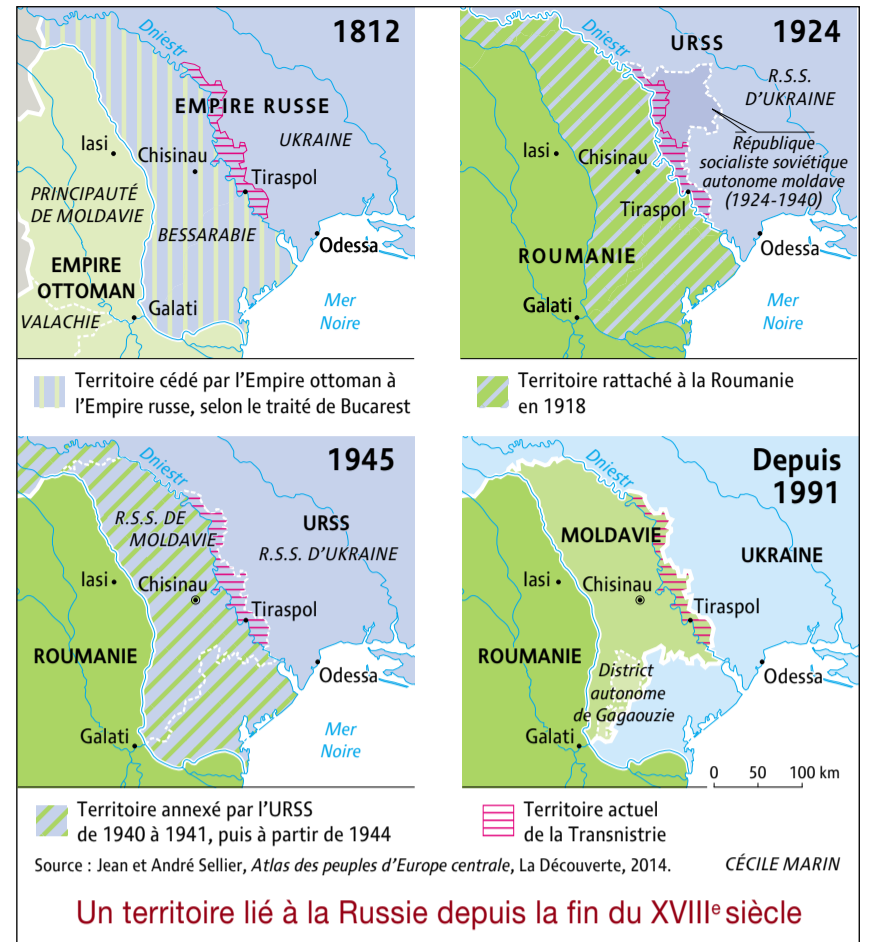
La Russie poursuivrait une stratégie identique en Transnistrie et dans l'est de l'Ukraine, où les « Républiques populaires » autoproclamées de Donetsk (DNR) et Lougansk (LNR) ont fait sécession les 7 et 27 avril 2014, souligne Kamil Calus, chercheur au Center for Eastern Studies de Varsovie : « Moscou ne compte pas soutenir l'indépendance de la Transnistrie ni son incorporation dans la Fédération russe. Au contraire, la Russie veut qu'elle reste dans une Moldavie fédérale. L'idée, c'est d'utiliser la Transnistrie pour garder un pied en Moldavie dans l'intention de dominer la totalité du pays et de l'empêcher de se tourner vers l'Ouest. Il en va de même pour les nouvelles républiques du Donbass. Moscou veut qu'elles fassent partie d'une Ukraine fédéralisée. La Russie pourra ainsi essayer de les utiliser pour bloquer l'intégration de l'Ukraine dans des organisations telles que l'Union européenne et l'OTAN. »

La stratégie de la fédéralisation

LE « mémorandum Kozak (6) » de 2003 éclaire la stratégie russe : cette proposition de résolution du conflit aurait autorisé la Transnistrie à opposer son veto à toutes les décisions importantes de Chisinau. Le verrouillage était garanti par la composition du sénat d'une République fédérale de Moldavie à venir, où la Transnistrie et la Gagaouzie – autre région en voie de sécession – auraient désigné treize sénateurs sur vingt-six. Le mémorandum était aussi censé légaliser le déploiement des troupes russes sur le territoire de cet hypothétique Etat fédéral, depuis sa création jusqu'à 2020. Selon Calus, la Moldavie n'aurait aucune chance avec un tel statut d'intégrer les institutions européenne ou atlantique.

La volonté d'appliquer cette stratégie à l'Ukraine est apparue le 30 mars dernier lorsque M. Sergueï Lavrov, le ministre des affaires étrangères russe, a demandé que « les Etats-Unis et ses partenaires européens acceptent sa proposition d'accorder aux régions russophones de l'est et du sud de l'Ukraine une large autonomie vis-à-vis de Kiev (7) ».

Or, selon un rapport établi en décembre dernier par l'Institut finlandais des affaires internationales, le gouvernement ukrainien était certes disposé à décentraliser, c'est-à-dire à étendre le pouvoir des communautés locales, mais nullement à modifier la structure constitutionnelle même du pays (8).



Un territoire lié à la Russie depuis la fin du XVIII^e siècle

La Transnistrie reste cependant très différente de la région du Donbass, actuellement ravagée par la guerre. Cette dernière compte une population dix fois supérieure, possède une frontière commune avec la Russie et n'abrite pas – officiellement du moins – de forces russes. Contrairement à la Transnistrie, les principaux gazoducs qui desservent l'Ukraine ne passent pas par les territoires séparatistes, privant ainsi les prorusses de la région d'un atout considérable dans les négociations (9). Dans le Donbass, les besoins en matière d'aide militaire et financière de la Russie seraient bien plus importants que ceux de la Transnistrie. Tous ces facteurs font du Donbass une région plus difficile à gérer dans le cadre d'un conflit gelé. Mais l'exemple de la Transnistrie montre que Moscou peut se satisfaire de situations précaires à défaut de voir ses inté-

rêts stratégiques pris sérieusement en compte par les Occidentaux.

JENS MALLING.

(3) Mila Corlateanu, « The Republic of Moldova: Lost in geopolitical games », New Eastern Europe, 19 février 2014, www.neweasterneurope.eu

(4) Kamil Calus, « An aided economy. The characteristics of the Transnistrian economic model », Osrodek Studiów Wschodnich, 16 mai 2013, www.osw.waw.pl

(5) Ibid.

(6) Projet russe, non ratifié, de mémorandum sur les principes d'organisation d'un Etat unifié en Moldavie, 17 novembre 2003, www.stefanwolff.com/files/Kozak-Memorandum.pdf

(7) Simon Tisdall, « Russia sets tough conditions for diplomatic solution in Crimea », The Guardian, Londres, 30 mars 2014.

(8) András Rácz et Arkady Moshes, « Not another Transnistria: How sustainable is separatism in Eastern Ukraine ? », The Finnish Institute of International Affairs, Helsinki, décembre 2014.

(9) Ibid.



Younooukraïnsk. Si les termes du contrat sont restés confidentiels, selon M. Kirst, Westinghouse aurait besoin de fournir « trois ou quatre réacteurs » pour que l'opération soit rentable. La compagnie est la seule du monde à avoir investi dès le début des années 1990 dans la conception d'un combustible compatible avec les réacteurs VVER, jusqu'ici entièrement dépendants des approvisionnements de TVEL. L'arrivée de nouveaux dirigeants ukrainiens apparaît comme une aubaine pour l'entreprise américaine. « Depuis des années, l'Ukraine tente de diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique », explique M. Mihaïlo Gonchar, un expert en énergie. Nous avons bien compris que c'est le président russe, M. Vladimir Poutine, qui décide des orientations stratégiques des grandes compagnies russes. Pour le moment, TVEL remplit ses obligations et nous avons des réserves de combustible jusqu'en octobre prochain, mais qui sait comment le conflit entre les deux pays peut évoluer ? »

Depuis le début des combats dans l'est de l'Ukraine, Kiev doit faire face à une situation énergétique préoccupante. L'Ukraine est privée des mines de charbon du Donbass qui alimentaient autrefois ses centrales thermiques. Quant au géant russe Gazprom, il menace régulièrement de stopper ses exportations de gaz si Kiev ne règle pas ses arriérés. La « stratégie 2020 », avalisée en septembre dernier par le président ukrainien, M. Petro Porochenko, prévoit de mettre l'accent sur les barrages hydro-

électriques, les énergies renouvelables et surtout de relancer le nucléaire civil (5), qui a déjà fourni plus de 50 % de l'électricité du pays en 2014 (contre 43 % l'année précédente). Pour faire face à la demande intérieure, l'Ukraine a dû récemment réduire ses exportations d'électricité vers la Moldavie et la Biélorussie. « La Banque européenne pour la reconstruction et le développement et Euratom ont déjà accordé un prêt de 600 millions d'euros pour la modernisation des centrales, à la suite de la catastrophe de Fukushima », explique M^{me} Olya Kocharna, de l'association Le Forum nucléaire ukrainien. « Nous sommes prisonniers de stratégies qui datent de l'Union soviétique, pas un centime n'a été investi pour augmenter l'efficacité énergétique », nuance M. Olexi Pasyuk, du Centre national écologique d'Ukraine, un organisme non gouvernemental. Le réseau électrique n'a toujours pas la capacité de transporter l'ensemble de l'électricité produite par les réacteurs ukrainiens. La centrale de Zaporijia tourne ainsi au-dessous de ses capacités, et les deux derniers réacteurs de Rivne et de Khmelnytskyi, terminés en 2004, fonctionnent en alternance depuis dix ans. Serait ainsi perdu chaque année 1,7 GW de potentiel de production. La stratégie 2020 prévoit de renforcer la capacité de transmission du réseau, mais les investissements pourraient « s'avérer insuffisants » selon M^{me} Kocharna.

« L'indépendance énergétique procurée par l'énergie nucléaire est tout à fait illusoire. Nous importons aujourd'hui de Russie pour 600 millions

de dollars de combustible, et Westinghouse ne sera jamais en mesure de prendre totalement le relais de TVEL », continue M. Pasyuk. Dans son bureau de la Zaporiska AES, le directeur Tishchenko affirme quant à lui « ne rien savoir » du combustible Westinghouse. « Il n'est pas question d'une quelconque interruption de notre coopération avec Energoatom », affirme M. Alexander Merten, directeur du bureau Europe de l'Est de Rosatom. « Le cycle de vie d'un contrat nucléaire est d'au moins un siècle : aucune décision ne peut être prise sur une base politique. Notre priorité absolue, c'est la sûreté nucléaire. »

Rosatom est d'ores et déjà une victime collatérale du conflit russo-ukrainien. En juillet 2014, le nouveau gouvernement a écarté cette compagnie du projet de construction des réacteurs 3 et 4 à Khmelnytskyi, qu'il entend réserver à des entreprises occidentales. La construction d'une usine d'assemblage de combustible nucléaire à Smolino, dans la région de Kirovohrad, est aussi suspendue, tandis que le gouvernement se montrait prêt à céder 40 % de la compagnie nationale Energoatom à un investisseur étranger. Relancé en 2012, le projet s'annonçait alors comme le plus important investissement entre les deux pays, pour une valeur de plus de 500 millions de dollars. Une extension au secteur nucléaire des sanctions contre la Russie aurait des conséquences pour Rosatom qui fournit aussi seize réacteurs dans l'Union européenne (Bulgarie, Finlande, Hongrie et République tchèque) et seulement neuf réacteurs russes.

Escarmouches près des centrales nucléaires

« Le lobby nucléaire en Ukraine a pourtant de quoi se réjouir de la chute du régime de Viktor Ianoukovitch », note M^{me} Kocharna. Avant la fuite de l'ancien président, le 22 février 2014, c'était l'oligarque le plus riche du pays, M. Rinat Akhmetov, qui pouvait se targuer de contrôler une bonne partie du marché national de l'énergie. Sa holding DTEK contrôlait des puits de charbon dans le Donbass et 80 % des centrales thermiques du pays. « L'Etat achetait l'énergie thermique trois fois plus cher que l'énergie nucléaire, ce qui a permis à M. Akhmetov d'amasser des fortunes considérables », continue M^{me} Kocharna. A l'inverse, durant les quatre ans de

la présidence Ianoukovitch, Energoatom a perdu des centaines de millions de dollars. La dette de l'opérateur ukrainien représenterait selon elle l'équivalent de la production trimestrielle de tous ses réacteurs.

La redistribution des cartes au sein du secteur énergétique ukrainien est cependant loin d'être achevée, et M. Akhmetov, qui conserve des intérêts dans le Donbass, n'a sans doute pas dit son dernier mot. Pour l'heure, dans la centrale Zaporiska AES, on guette avec anxiété l'évolution de la ligne de front, située à deux cents kilomètres à l'est. « Les partisans du nucléaire partent toujours du principe que le pire n'arrivera jamais, mais qui aurait pu prévoir une guerre avec la Russie ? », s'interroge M. Pasyuk. « Une centrale dépend de sources d'énergie extérieures. Si vous la débranchez et que les générateurs de secours lâchent, le système de refroidissement se désactive et le réacteur commence à surchauffer. Pour cela, vous n'avez pas besoin d'un tsunami, juste d'un conflit militaire à proximité. » A l'entrée d'Enerhodar, seul un barrage de l'armée ukrainienne est visible pour défendre les six réacteurs de la centrale. Pourtant, les escarmouches se multiplient dans la région. Le 21 janvier, un pont ferroviaire a explosé à une centaine de kilomètres au sud-est de Zaporijia, détruisant un convoi de marchandises. Le 15 avril 2014, une quarantaine d'hommes en armes, se présentant comme des militants de l'organisation ultranationaliste Pravyi Sektor (« Secteur droit »), avaient tenté d'entrer dans le complexe pour « défendre Zaporiska AES contre des incursions séparatistes ». La guerre toute proche n'a cependant pas l'air d'effrayer son directeur.

Il reste difficile de démêler les questions techniques des choix politiques. Après la « révolution orange », le président Viktor Iouchtchenko avait mis en avant les questions d'indépendance énergétique et de sûreté pour se rapprocher de Westinghouse. Par la suite, M. Ianoukovitch avait utilisé les questions de compatibilité du combustible pour accroître la coopération avec Rosatom. Aujourd'hui, le gouvernement place toute sa confiance dans la technologie occidentale. Mais les centrales ont une durée de vie bien supérieure à celle des gouvernements.

SÉBASTIEN GOBERT
ET LAURENT GESLIN.

(5) Après la chute de l'URSS, les armes nucléaires stationnées dans la nouvelle Ukraine indépendante ont été transférées en Russie, et le pays a ratifié le traité de non-prolifération.



EUROPE

ISTANBUL 2023. – Yoann Morvan et Sinan Logie

Editions B2, Paris, 2014, 141 pages, 13 euros.

C'est par la marche que la ville à venir se révèle aux auteurs, l'un anthropologue, l'autre architecte – par l'exploration lente et systématique de ces nouveaux quartiers que le piéton hésite à rejoindre puisque tout se ligue pour l'en empêcher, ces franges marquant l'extension du « grand corps stambouliote ». S'appuyant sur les documents d'urbanisme comme sur les sources littéraires (Ahmet Hamdi Tanpınar, Walter Benjamin, Tahsin Yücel), ce petit ouvrage, illustré avec sagacité, déchiffre l'Istanbul que l'ambition du Parti de la justice et du développement (AKP) s'acharne à composer. Une question revient, lancinante et centrale : qu'est-ce qu'un quartier périphérique au début du XXI^e siècle ? Habitat protégé (*gated community*) ou peuplé de migrants d'Anatolie, dense mais vide car surdimensionné, jalonné de signes identitaires et religieux, c'est là désormais l'essentiel d'Istanbul, où s'affirme la mégalomanie d'un pouvoir qui s'est emparé du symbole séculaire représenté par cette ville-monde, au cœur d'un pays en pleine expansion. Qui réclame une capitale à son échelle (jusqu'à quand Ankara pourra-t-elle s'accommoder de la concurrence ?) et un kitsch urbain adapté à sa démesure.

TIMOUR MUHIDINE

L'AVENTURE. Les migrants africains sur la route de l'Europe. – Grégory Lassalle

Non Lieu, Paris, 2014, 142 pages, 15 euros.

La Grèce est un cul-de-sac pour tous ceux qui, après être passés par la Turquie, rêvent de rejoindre l'Europe occidentale. Des milliers de migrants s'entassent dans le pays. Ils viennent d'Asie et du Proche-Orient mais aussi d'Afrique, la route des Balkans étant perçue comme moins dangereuse qu'une traversée directe de la Méditerranée. Après avoir tenté de survivre à Athènes ou à Salonique, il faut poursuivre l'aventure, par la Macédoine, le Kosovo, la Serbie, pour gagner enfin l'espace Schengen. En Grèce, la vie est faite de répression policière, de violences des groupes fascistes, mais aussi de petits boulots, de débrouille, de solidarité aussi bien que de conflits entre migrants. Caméra à l'épaule, Grégory Lassalle a partagé durant de longs mois le quotidien de quelques-uns de ces « héros des temps modernes », en l'occurrence trois jeunes Ivoiriens qui réussissent finalement à rejoindre Paris. Il en a tiré un film et ce livre, témoignage cru de ce monde parallèle où la carte de l'Europe prend l'allure d'un enchevêtrement de frontières et de points de passage à franchir nuitamment.

JEAN-ARNAULT DÉRENS

L'ART INTERDIT. Art, blasphème et justice dans la Russie de Poutine. – Viktoria Lomasko et Anton Nikolaïev

The Hoochie Coochie, Poitiers, 2014, 160 pages, 20 euros.

En mars 2007, le Centre Sakharov de Moscou inaugure l'exposition « L'art interdit. 2006 ». Pour apercevoir les œuvres, le visiteur doit se pencher sur un judas : ce dispositif dénonce l'autocensure menaçant les milieux artistiques en Russie. Désormais disponible en français, ce récit graphique incisif retrace le procès pour « incitation à la haine interreligieuse » intenté par un groupe orthodoxe intégriste à l'encontre des organisateurs de l'exposition. Il est réalisé par deux artistes qui ont croqué les salles d'audience du tribunal. Le lecteur est plongé dans la fabrique burlesque de la censure ordinaire, celle où les policiers offrent parfois un jus d'orange aux gardés à vue, où des bigotes quinquagénaires mobilisées par la chefferie ecclésiastique témoignent contre une exposition qu'elles n'ont jamais vue. Un artiste lance à la barre que le procès « deviendra le symbole de la stagnation poutinienne ». Sa prédiction tombe mollement dans l'oreille agacée de la juge. Les accusés s'en sortent avec une grosse amende, pas de prison. C'était trois ans avant la relégation du groupe Pussy Riot en camp de travail pour « prière blasphématoire »...

HÉLÈNE RICHARD

MAGHREB

L'ALGÉRIE C'EST BEAU COMME L'AMÉRIQUE. – Olivia Burton et Mahi Grand

Steinkis, Paris, 2015, 184 pages, 20 euros.

Plus d'un demi-siècle après l'indépendance, la guerre d'Algérie est-elle vraiment finie ? Rien n'est moins sûr, à voir le poids des souffrances qui continuent de peser sur les acteurs de l'époque (Algériens, pieds-noirs, harkis, appelés, immigrés, etc.) et sur leurs descendants. Comme beaucoup d'enfants ou de petits-enfants de pieds-noirs, Olivia Burton a grandi bercée par les récits de l'Algérie perdue de ses parents. Une Algérie mythifiée, entre paradis de fraternité humaine (« Avec les Arabes, on était comme des frères ! ») et enfer de la guerre et de l'expulsion (« C'était la valise ou le cercueil ! »). À 40 ans, elle décide d'aller voir ce pays, seule, au grand dam de sa famille (« Mais tu es folle ! Tu vas te faire tuer ! »). Entre roman graphique (joliment illustré par Mahi Grand), voyage thérapeutique et découverte d'un pays réel, Burton tisse de nouveaux liens entre la France et l'Algérie, entre le passé et le présent. Avec des moments très drôles, et d'autres très émouvants. Une façon douce et efficace de terminer enfin la guerre.

PIERRE DAUM

AFRIQUE

DÉCENTRALISATION ET ESPACES DE POUVOIR. – Sous la direction de Jean Omasombo et Paule Bouvier

Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren (Belgique), 2014, 432 pages, 29 euros.

Né dès les années 1960, le projet de décentralisation de l'immense République démocratique du Congo (RDC) se heurte à un manque de volonté politique manifeste, aggravé par les luttes au sommet de l'Etat. Pourtant, les provinces de la RDC en attendent beaucoup. Après une première étude publiée en 2013, *La Décentralisation. De la Première à la Troisième République*, l'historien et politiste Jean Omasombo élargit l'analyse à la notion d'espace de pouvoir dans le contexte congolais. L'ouvrage réunit des contributions émanant d'horizons scientifiques diversifiés et traitant du politique, de l'économique, du social et du culturel.

Deux thématiques fortes ressortent de l'ensemble : d'une part, la quête d'un nouveau partenariat entre l'Etat central et les entités décentralisées, notamment pour la gestion des ressources et l'appropriation des territoires par les habitants ; d'autre part, la constitution historique des frontières de la RDC et leur signification dans le cadre d'une guerre permanente pour les matières premières, convoitées par les multinationales, les milices et les pays voisins.

ANICET MOBE

FRANÇAFRIQUE. La famille recomposée. – Survie

Syllepse, Paris, 2014, 220 pages, 12 euros.

Depuis M. Lionel Jospin, tous les dirigeants français proclament la fin de la « Françafrique », ce juteux système de connivences au service des intérêts français et des oligarques africains. Mais qu'en est-il en réalité ? L'association Survie étudie les liens économiques, la diplomatie et l'armée pour conclure que, dans un univers en mutation (concurrence mondiale, nouveaux rapports Sud-Sud, etc.), les vieilles pratiques ont la vie dure ! Les entreprises hexagonales conservent places fortes et avantages acquis en Afrique francophone, tandis que la « guerre contre le terrorisme » fournit à Paris l'occasion d'un fracassant retour militaire sur le continent.

On notera le chapitre « Le poids écrasant de l'exécutif et des conservatismes », qui souligne le rôle néfaste des institutions de la V^e République. Autoritaires, cultivant le secret et la personnalisation de la vie politique, celles-ci facilitent la perpétuation de pratiques contraires au progrès économique, à la justice sociale, aux droits de l'homme. On regrettera ici ou là, notamment dans la partie consacrée à la diplomatie, un certain manque de nuances.

ANNE-CÉCILE ROBERT

THE REPORT : SOUTH AFRICA 2014. (*Oxford Business Group, Londres, 2014, 200 pages, 175 livres.*) Destinés aux acteurs économiques, les rapports d'Oxford Business Group proposent un tour d'horizon de chaque pays. Celui consacré à l'Afrique du Sud fait le bilan des vingt années qui ont suivi la fin de l'apartheid et décortique les caractéristiques de l'économie nationale, secteur par secteur. Tout à leur logique, les auteurs ne s'intéressent aux questions sociales que dans la mesure où elles peuvent perturber la vie des affaires. Cela étant, les informations sont précises et chiffrées, même si la dangereuse explosion des crédits à la consommation est peu analysée. Dans un entretien, le président Jacob Zuma souligne le caractère stratégique de l'appartenance de son pays au groupe des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

ASIE

VANDANA SHIVA, POUR UNE DÉSOBÉISSANCE CRÉATRICE. Entretiens. – Lionel Astruc

Actes Sud - Colibris, Arles-Paris, 2014, 176 pages, 19 euros.

Ecoféministe gandhienne, militante de la biodiversité, cauchemar du groupe américain Monsanto, Vandana Shiva a parcouru l'Inde et le monde afin de faire connaître des propositions alternatives aux lobbys de l'agroalimentaire et de l'industrie agrochimique, élaborées collectivement à partir des savoir-faire indigènes. Dans ce recueil d'entretiens, les grands combats qu'elle mène avec son organisation, Navdanya, sont exposés très clairement par thèmes : souveraineté alimentaire, lutte contre l'agrochimie et le biopirage, écoféminisme, activisme. Sont aussi inclus des récits plus personnels, issus du passé de la militante, dont on peut ne pas partager toutes les positions, notamment sur les naxalites. Le dernier chapitre discute des conséquences pour la démocratie de l'accaparement des ressources planétaires, au cœur de ses préoccupations.

CLEA CHAKRAVERTY

LES ÉVAPORÉS DU JAPON. Enquête sur le phénomène des disparitions volontaires. – Léna Mauger et Stéphane Remael

Les Arènes, Paris, 2014, 260 pages, 20,90 euros.

Ils cherchent à échapper à leurs créanciers, à la honte d'un licenciement ou d'un échec, ou tout bonnement à une société dans laquelle la norme dicte leur vie quotidienne. Entre quatre-vingt mille et cent mille Japonais choisissent chaque année de disparaître en quête d'un anonymat douloureux mais protecteur. Léna Mauger et Stéphane Remael ont retrouvé quelques-uns, cachés dans les ghettos des faubourgs de Tokyo, d'Osaka ou de Nagoya, souvent employés par la mafia dans des petits boulots où personne ne s'inquiète de leur identité. Cette vie secrète et marginale les rend naturellement peu loquaces et difficiles à dénicher. Les photographies de Stéphane Remael les font réapparaître, tels des fantômes qui s'effacent dans la masse des grandes villes ou hantent des campagnes désertées – victimes de la « décennie perdue » des années 1990 ou de la crise économique de 2008, et le symptôme d'un ordre social sans pitié.

IBAN CARPENTIER

THE « BARE LIFE » OF THAI MIGRANT WORKMEN IN SINGAPORE. – Pattana Kitiarsa

Silkworm Books, Chiang Mai (Thaïlande), 2014, 190 pages, 25 dollars.

Depuis sa fondation en 1819, Singapour prospère grâce au labour des migrants ; on estime que la main-d'œuvre y est actuellement à 50 % étrangère. L'anthropologue thaïlandais Pattana Kitiarsa (décédé en 2013) a côtoyé pendant sept ans des compatriotes masculins, tous ouvriers. Au-delà des questions économiques, il insiste sur la souffrance intime de ces exilés, tolérés tant qu'ils possèdent un permis de travail, renvoyés ensuite – ce qu'il appelle la « vie nue » (*bare life*), un concept emprunté au philosophe italien Giorgio Agamben. Pourvoir aux besoins de la famille qu'ils ont quittée n'est jamais perdu de vue, mais ces hommes ont surtout besoin de raffermir une confiance en eux dégradée par la relégation sociale. La survaillance de pratiques addictives en vogue dans la culture populaire thaïlandaise (boire, fumer, jouer de l'argent...) permet de réassurer leur virilité, tout comme l'accumulation d'aventures avec les domestiques philippines et indonésiennes. Si ces existences sans perspectives finissent toujours par un retour au pays, c'est encore trop souvent les pieds devant.

XAVIER MONTHÉARD

Sacrée pagaille

Police du peuple
de Norman Spinrad

*Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Sylvie Denis, Fayard, Paris, 2014,
300 pages, 20 euros.*

LE dernier roman du grand auteur de science-fiction Norman Spinrad est une contre-utopie, mais qui finit bien. Pour obtenir de quoi nourrir les détails de son apocalypse, Spinrad n'a qu'à pousser les crises climatiques et financières à leur paroxysme... Dans l'avenir, selon Spinrad, Katrina ne fut que la première catastrophe d'une longue série : depuis que le cyclone de catégorie trois s'est abattu sur La Nouvelle-Orléans en 2005, la « saison des ouragans » apporte chaque année un petit frère de même intensité ou plus costaud encore. Autour de la « Bonne Nouvelle-Orléans », la zone haute épargnée sur laquelle se concentrent les efforts de sauvetage, s'étend le Marais aux Alligators, « version tiers-mondiste d'une Venise pour souris ». Il est à peu près dépourvu de reptiles mais riche en revanche de gangs désœuvrés qui salivent sur l'opulence du centre et ses célèbres cabarets et bordels. S'abat alors la Grande Déflation, conséquence inattendue de la crise financière de 2008 : le chômage progresse, les salaires baissent, les crédits deviennent impossibles à rembourser.

Membre des forces de police chargées de mettre dehors les malheureux incapables de régler leurs mensualités, Luther Martin Luther, dit Luke, ancien « Alligator » qui a compris que les flics constituent le gang le plus puissant de la ville, reçoit un jour l'ordre de s'expulser lui-même. C'est le point de départ d'une révolte contre les « Lézards » de Wall Street qui tiennent les hypothèques et prospèrent parmi les décombres, et contre les autorités, concentrées sur leurs jeux de trônes, qui se contentent de légitimer ce racket. Il n'y a plus qu'un rouge grippé dans cette belle mécanique : la police. Peut-être parce que ses membres proviennent souvent des catégories mêmes de la population qui en subissent la violence et l'arbitraire... La révolte est menée par Luke, soutenu par un syndicat puissant et des acteurs plus interlopes – un tenancier de bordel roublard et la blanche Marylou, une chanteuse de rue qui devient Mama Legba une fois « chevauchée » par la *loa* vaudou Erzulie. Car, dans cette fable, les esprits vaudous existent, et ils joueront un rôle non négligeable.

C'est d'ailleurs à la suite d'un marché avec les *loas* que Luke propose de redéfinir son rôle. On était des « gardiens de zoo pour le Marais aux Alligators », admet-il auprès de ses anciens camarades, mais maintenant, « votre Police du Peuple promet de pas vous faire chier où que ce soit dans La Nouvelle-Orléans, de pas vous empêcher d'aller où vous voulez, de pas vous arrêter pour quoi que ce soit sauf vol, meurtre, viol, ou violence, pas de victime, pas de crime ».

Si les héros de science-fiction sauvent fréquemment l'univers de manigances cosmiques, ils convertissent plus rarement une institution chargée de réprimer les pauvres en leur zélé défenseur. Spinrad, au-delà de la dénonciation, déjà politique, d'une société dont il expose avec simplicité les tares structurelles, propose ainsi, optimiste, un manifeste. Certes, pour achever leur programme, ses héros bénéficient de l'aide surnaturelle des esprits vaudous ; mais leur influence aboutira surtout à troubler l'ordre tranquille du suffrage universel. Ce que Spinrad souffle à l'oreille de son lecteur, c'est qu'il n'est peut-être pas impossible d'y parvenir sans eux...

GUILLAUME BAROU.

LITTÉRATURE

Déjouer les ombres, de Vienne à Berlin

AVEC une remarquable intelligence, deux ouvrages des essayistes et écrivains allemands W. G. Sebald et Hans Magnus Enzensberger viennent décliner une lecture des perturbations des cultures autrichienne et allemande. L'un est centré sur la notion de malheur dans l'analyse de la littérature, l'autre se fonde sur la dérision pour observer la société ; et de l'un à l'autre se déploie un riche jeu d'échos.

Au début il y a l'angoisse. Tel est le point de départ de la réflexion de Sebald sur la littérature autrichienne dans *La Description du malheur* (1), un recueil d'essais consacrés à neuf écrivains : Adalbert Stifter (le seul qui relève du XIX^e siècle), Arthur Schnitzler, Hugo von Hofmannsthal, Franz Kafka, Elias Canetti, Thomas Bernhard, Peter Handke, Ernst Herbeck et Gerhard Roth. Mais bien d'autres sont évoqués au fil de ces textes subtils qui font regretter la voix de Sebald, auteur des *Emigrants*, des *Anneaux de Saturne*, d'*Austerlitz* (2), mort dans un accident de voiture en 2001. On dit communément qu'il faut être malheureux pour écrire. Mais, en dépit du titre, il s'agit moins ici de malheur que de mélancolie au sens clinique du terme, qui irrigue une mentalité diffuse et pourtant spécifique, une prédisposition à la douleur bien différente de la nostalgie d'une époque révolue.

Cette mélancolie se définit comme « une réflexion que l'on porte sur le malheur qui s'accomplit (...) ».

Elle est une forme de résistance ». Rien de morne ni de réactionnaire, elle conduit même souvent à la rébellion et à l'investive, avec notamment Karl Kraus, l'auteur des *Derniers Jours de l'humanité* (3), ou Bernhard. Elle suscite aussi une propension à la destruction, et même à la perversion, rarement mise à nu tant elle paraît scandaleuse. Il en va ainsi chez Stifter ou Hofmannsthal, qui dissimulent leur suffocation devant la société bourgeoise sous d'apparentes idylles. Cet intérêt secret pour la corruption et la cruauté est le verso du mal mélancolique. La réflexion critique désirerait peut-être à tout prix la survie de ce qu'elle veut détruire, par un pur sursaut existentiel... Pourtant, l'« hyperperception » de ces auteurs n'en reste pas à l'évocation de l'épouvante : de ruses en rires, de refoulements en hardiesses, contempteurs et précurseurs de la psychologie, ils dessinent, selon Sebald, « une surface claire sur fond de crépuscule ». En dépit de tout.

Cet « en dépit de » sert de fil directeur au *Panoptique* (4) d'Enzensberger, et pourrait même être considéré comme la marque de fabrique de ce grand perturbateur et pourfendeur de la pensée unique. En dépit de ce que voudraient nous faire croire les économistes et les politiciens, l'homme reste un animal difficile à mettre en équation, sauf à vouloir persister dans l'erreur, ce que font régulièrement les économistes et les politiciens. Avec beaucoup de malice et une jubilation non dissimulée, l'auteur s'attaque à vingt problèmes insolubles, qui vont de la

microéconomie à la photographie en passant par les privilèges, les professions honorables et celles qui le sont moins, ou la musique techno. Comment les nations furent-elles inventées ? Le sexe a-t-il vraiment tant d'importance ?, etc. Il ne propose pas véritablement de solutions, mais des démonstrations iconoclastes et récréatives qui attaquent gaiement le supposé bien-fondé des normes, et où l'individualisme sert de référence, au risque parfois de devenir paradoxalement lui-même programmatique. Enzensberger note à propos de Montaigne, qu'il tient en haute estime : « Il écrivait quand l'envie l'en prenait (...) sans épuiser ni son sujet ni son lecteur. » C'est l'impression qui ressort de ces deux beaux essais très bien traduits. On aurait aimé avoir eu Sebald comme professeur de littérature, on aimerait avoir Enzensberger comme professeur de culture générale.

PIERRE DESHUSSES.

(1) W. G. Sebald, *La Description du malheur*, traduit de l'allemand par Patrick Charbonneau, Actes Sud, Arles, 2014, 270 pages, 23 euros. Est aussi paru aux éditions Fario « Nul encore n'a dit », poèmes de W. G. Sebald avec des gravures de Jan Peter Tripp.

(2) Tous ces ouvrages sont édités chez Actes Sud.

(3) Lire Jacques Bouveresse, « Le carnaval tragique », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(4) Hans Magnus Enzensberger, *Le Panoptique*, traduit de l'allemand par Paul-Jean Franceschini, Alma Édition, Paris, 2014, 230 pages, 20 euros.

DU MONDE

L'amitié
des simples d'esprit

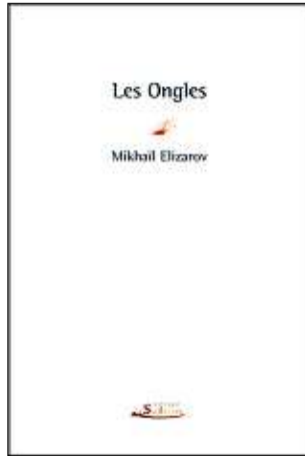
Les Ongles
de Mikhaïl Elizarov

Traduit du russe par Stéphane A. Dudoignon,
Serge Safran éditeur, Paris, 2014,
192 pages, 16,50 euros.

EN 2001, Mikhaïl Elizarov, né dans la région de Kharkov en 1973, publiait en Russie son premier livre, un recueil de nouvelles dont la plus importante donnait son titre à l'ouvrage. C'est elle qui paraît maintenant en France, où Elizarov a déjà acquis une certaine notoriété avec *Le Bibliothécaire* (1), son quatrième roman (prix Booker russe en 2008).

Alexandre Gloucester, comme Richard III dont on lui a attribué le patronyme, est bossu – issu d'un « curriculum d'ivrognes ». Serioja Bakatov, lui, a le crâne chiffonné et la bouche baveuse. Tous deux sont des enfants abandonnés, et tous deux sont inséparables. A 6 ans, alors qu'ils souffrent d'une disgrâce physique, ils sont envoyés dans un pensionnat pour handicapés mentaux. Directeur bonasse, nourriture suffisante ; quant à l'instruction dispensée, elle est peut-être désordonnée, mais enfin, instruction il y a. Gloucester se découvre le génie de la musique. Bakatov ne s'intéresse pas à grand-chose (il n'a pas encore rencontré sa future passion, la plomberie), mais se livre à un rituel immuable : il se laisse pousser les ongles un mois durant, puis les ronge, dépose les rognures sur un journal et prédit l'avenir. Les ongles sont la clé d'un monde invisible – un puits noir et sans fond, un chien féroce qui est « un concentré prodigieux de chagrin »... Ce gouffre gros de toute l'histoire russe, l'idiot en est le visionnaire, au prix d'une étrange souffrance.

C'est un univers terrifiant, cocasse et, de façon inattendue, très gai. Où l'on pense d'abord retrouver la Russie « éternelle », l'inquiétante étrangeté de Mikhaïl Boulgakov, la mouise de Maxime Gorki, les hallucinations de Fiodor Dostoïevski, le fantastique de Nikolai Gogol et le formidable acharnement à vivre, en dépit de tout, qui caractérise souvent les héros de cette littérature... Mais le chanteur Vladimir Vyssotski (mort



en 1980) passe dès la deuxième page, M. Mikhaïl Gorbatchev devient secrétaire général du Parti communiste, on lit la *Komsomolskaïa Pravda* : on n'est donc pas dans une vague intemporalité, mais aux alentours de 1985, la Russie communiste connaît ses derniers sursauts. Tout est déglingué, mais l'Etat est encore actif.

A 18 ans, les amis sont expédiés en ville au lycée technique, dotés d'un petit pécule qui doit les faire tenir deux mois. Chacun pour soi et que le plus malin gagne, tel est le nouvel ordre du monde et de la Russie selon Boris Eltsine. Un monde violent, cupide, où règnent les petits et grands malins, d'obscène façon – un monde incompréhensible pour les deux innocents. Gloucester est pris en main par le fastueux impresario Mikoula Antonovitch Tobolevski, qui évoque d'assez désopilante façon Serge Diaghilev, le fondateur des Ballets russes. Il devient une attraction pour les nouveaux riches, tandis que Bakatov se retrouve plombier-zingueur. Cela finira mal, évidemment : dans ce monde-là, il n'y a pas de place pour les « idiots ».

Ce roman est étonnant. Ni nostalgie pour le passé, ni fascination pour l'ordre nouveau, d'une intelligence affûtée et d'une qualité poétique rare, il affronte lucidement les complexités de l'histoire, en un récit qui conjugue divertissement et émotion. Ce que permet d'apprécier la traduction, superbe.

MARIE-NOËL RIO.

(1) Publié par Calmann-Lévy en 2010.

ECONOMIE

Cadres à la manœuvre

IL ne s'agit certainement pas d'une coïncidence de calendrier si, en l'espace de quelques mois, trois livres font référence à la catégorie sociale des cadres (gestionnaires, fonctionnaires, médecins, intellectuels, etc.).

Les économistes Gérard Duménil et Dominique Lévy se sont attelés depuis de nombreuses années à renouveler l'analyse marxiste des structures de classe. Leur dernier ouvrage, *La Grande Bifurcation* (1), met en lumière un phénomène majeur de l'histoire du capitalisme : la « socialisation » croissante d'un système qui requiert coordination et organisation s'il veut se montrer performant et profitable. Ces tâches sont attribuées aux cadres. Sur le plan politique, depuis le début du XX^e siècle, ces derniers occupent un rôle pivot, en tant que classe, basculant d'un compromis à l'autre : tantôt à gauche, sous la poussée des luttes populaires, dans le compromis keynésien ; tantôt à droite, rejoignant les classes capitalistes, comme dans le néolibéralisme.

Combien sont-ils, parmi les commentateurs du *Capital au XX^e siècle* (2), de Thomas Piketty, à avoir relevé le traitement central qu'il donne à cette question des cadres, et la nature de l'horizon qu'il appelle de ses vœux, celui d'une société « méritocratique » dirigée précisément par eux ? Piketty les assimile sans hésitation aux 10% de bénéficiaires du haut de la pyramide salariale. On lira avec intérêt la section « De la « société des rentiers » à la « société des cadres » », directement évocatrice des travaux de Duménil et Lévy.

Dans son dernier livre, *Foucault avec Marx* (3), le philosophe Jacques Bidet, directeur honoraire d'*Actuel Marx*, part du postulat de Michel Foucault selon lequel l'analyse des pouvoirs ne peut se déduire de l'économie. Faisant sienne cette « découverte », Bidet considère que la grande percée conceptuelle de Foucault met en lumière un angle mort de la pensée de Karl Marx : aux côtés du « pouvoir-propritaire » des classes capitalistes existerait le « pouvoir-savoir » des « dirigeants-compétents », théorisé par Foucault, ceux qui produisent des « discours de vérité ». Autre pôle de la domination qui disposerait de sa logique propre, « celle d'un savoir fait de savoirs interconnectés entre eux ».

En analysant le cœur du réacteur néolibéral, « l'interface propriété-gestion » que constitue le réseau des

grandes institutions financières et des conseils d'administration, Duménil et Lévy soulignent le rôle des cadres de la finance et de la gestion comme agents non seulement de leurs propres intérêts mais également de ceux des classes capitalistes dans l'alliance néolibérale. A suivre Bidet, Foucault nous aiderait à « nous libérer du fantasme » de la haute finance « maîtresse du monde ». Encore faudrait-il croire que se concentreraient dans ces seules institutions du capitalisme néolibéral toutes les formes de pouvoir...

On peut par ailleurs se demander s'il existe une réelle déconnexion entre les objectifs économiques et politiques des classes de cadres et de capitalistes et les « dirigeants-compétents » extérieurs à la haute finance et à la gestion. Pour être atteints, les objectifs du néolibéralisme nécessitent d'être accompagnés

des outils juridico-institutionnels de la libre circulation des marchandises et des capitaux, mais également des instruments de domestication des travailleurs du monde entier. Les acteurs déterminants de ces champs de pouvoir se sont manifestement mis au service des mêmes objectifs. En témoignent les politiques de criminalisation de la pauvreté et de démantèlement de l'Etat social des deux côtés de l'Atlantique.

DOMINIQUE FRANCESCHETTI.

(1) Gérard Duménil et Dominique Lévy, *La Grande Bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*, La Découverte, Paris, 2014, 160 pages, 15 euros.

(2) Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Seuil, Paris, 2013, 970 pages, 25 euros.

(3) Jacques Bidet, *Foucault avec Marx*, La Fabrique, Paris, 2014, 240 pages, 13 euros.

BIOGRAPHIE ILLUSTRÉE

Fauteur de troubles

« D'UNE façon ou d'une autre, je serai célèbre, quitte à avoir mauvaise réputation. » Effectivement. Il fut une star, puis fut mis au ban pour la même raison : le goût irrésistible de la transgression. Rendues splendidement présentes grâce aux documents, notamment photographiques, présentés par Daniel Salvatore Schiffer (1), la vie et l'œuvre d'Oscar Wilde (1854-1900) apparaissent comme un concentré de l'esprit « fin de siècle », d'autant plus affûté que la prétention des valeurs bourgeoises à réduire l'existence à des principes d'économie et à des règles de bonne conduite connaissait, dans l'Angleterre victorienne, une extension considérable. Wilde, né à Dublin dans une famille nationaliste, n'aime ni les Anglais ni l'économie, et encore moins les règles moralisatrices. Spectaculaire et fastueux, il écrit des pièces brillantes qui s'amuse secrètement de la norme hétérosexuelle, multiplie les aphorismes perturbants, proclame que l'art n'a rien à voir avec la morale, et vit dangereusement. On le prend pour Dorian Gray, le scandaleux héros de son roman. Mais quand, au terme des deux ans de travaux forcés auxquels il a été condamné pour homosexualité, il publie *La Ballade de la geôle de Reading*, on se rend compte qu'il est capable d'une tout autre provocation que celle de « l'art pour l'art » : car



c'est aux plus abîmés, aux plus réprouvés que l'ancien esthète, avec une simplicité saisissante, donne voix.

EVELYNE PIEILLER.

(1) Daniel Salvatore Schiffer, *Oscar Wilde. Splendeur et misère d'un dandy*, La Martinière, Paris, 2014, 216 pages, 32 euros.

ÉCONOMIE

DU TEMPS ACHETÉ. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique. – Wolfgang Streeck

Gallimard, Paris, 2014, 375 pages, 29 euros.

Cet essai retrace l'évolution du capitalisme de ses premières attaques contre l'Etat social redistributeur de l'après-guerre, à la fin des années 1960, jusqu'à aujourd'hui. L'auteur, un sociologue allemand, héritier critique des théories de Jürgen Habermas sur la crise de légitimation du capitalisme, propose une lecture en trois temps des transformations de ce dernier. Le fil rouge en serait, d'après lui, le recours croissant des Etats à l'« achat de temps » au capital, selon trois grandes formes institutionnelles qui se sont chevauchées puis succédé : d'abord la création monétaire et l'inflation (1970-1980), puis l'endettement public (1980-1990), enfin le crédit privé (1990-2000). La crise actuelle serait le résultat de l'effondrement de cette pyramide de dettes accumulées par les Etats comme par les ménages au profit du capital. Pour Streeck, le capitalisme est devenu incompatible avec la démocratie, et l'Union monétaire européenne incarne cette incompatibilité. Il appelle donc à sortir de l'euro afin de rendre aux « démocraties nationales » une possibilité de progrès social en les défaisant de l'emprise du capital.

ÉMILE GAYOSO

LE DOLLAR ET LE SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL. – Michel Aglietta et Virginie Coudert

La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2014, 125 pages, 10 euros.

« Le dollar est notre monnaie mais votre problème. » La boutade de l'Américain John Connally, ministre des finances dans les années 1970, reste d'actualité. En février 2014, la Réserve fédérale réduit ses achats de titres, contraignant les pays émergents à rehausser leurs taux d'intérêt pour stopper l'hémorragie de capitaux, au prix d'un ralentissement de leur croissance. Cet ouvrage analyse l'échec de la réforme du système monétaire international entreprise en 1967 sous l'égide du Fonds monétaire international, et ses conséquences sur l'économie mondiale, notamment le financement de la dette américaine par les réserves de change des pays émergents. Dans le sillage des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), qui ont inauguré en juillet 2014 la Nouvelle Banque de développement pour financer leur croissance, les auteurs préconisent un retour à la philosophie du plan Keynes de la conférence de Bretton Woods (1944) : institutionnaliser des zones régionales de coopération monétaire et renforcer les régulations financières.

ANDRÉ PRIOU

IDÉES

RÉVOLTEZ-VOUS ! Répertoire non exhaustif des idées, des pratiques et des revendications anarchistes. – Un indigné

Atelier de création libertaire, Lyon, 2014, 415 pages, 18 euros.

En prolongement à *Indignez-vous !*, l'essai de Stéphane Hessel dont le succès inattendu fut remarquable (plusieurs millions d'exemplaires), un « indigné », porte-voix anonyme, lance un *Révoltez-vous !* qui exhume l'histoire des rébellions singulières et des effervescences plurielles ayant épousé les contours de l'anarchisme politique : autant de refus nourris des multiples raisons de la colère. Mais la révolte est aussi germe prodigieux qui propose et affirme, « fût-ce d'une manière embryonnaire ou inconsciente, la possibilité d'un avenir autre ». L'ouvrage rassemble un florilège de dits et écrits dont l'« indigné » a suivi le fil – de Pierre-Joseph Proudhon à Albert Camus en passant par Michel Bakounine et Murray Bookchin, et bien d'autres. Patchwork d'idées et de propositions, l'assemblage offre une trame solide, matière à réflexion et matrice à action.

VÉRONIQUE FAU-VINCENTI

SOCIÉTÉ

EST-CE AINSI QUE LES HOMMES VIVENT ? – Claude Halmos

Fayard, Paris, 2014, 273 pages, 18,50 euros.

Les ouvrages sur la « crise » et le chômage sont nombreux. Claude Halmos apporte une vision originale, celle de la psychanalyse. L'auteur montre que l'enfant fantasme le chômage de son père et que chacun, même sans en être directement menacé, en est fragilisé : « La France est aujourd'hui confrontée à un océan de souffrances aussi bien physiques que psychiques [qui] menacent de faire (...) sur plusieurs générations des dégâts. » Analysant le vocabulaire, elle explique comment on passe de « victime » à « responsable » de sa situation de privé d'emploi, de « devenir pauvre » à « devenir un pauvre », comment on en vient à avoir peur de la peur... Elle dénonce le silence qui règne autour de ce sujet, critique les thérapies souvent proposées – des solutions toujours individuelles, et qui négligent le fait que, si ces patients vivent mal, ce n'est pas parce qu'ils sont fragiles, mais parce que leur situation est invivable... Elle insiste – ce qui est peu fréquent chez les psychanalystes – sur la nécessité de l'engagement, d'un retour au sens du collectif. Une phrase résume sa pensée : « *Lorsqu'on traite des humains de façon inhumaine, on ouvre la porte en eux à l'inhumanité.* »

BERNARD DAUPHINÉ

POLITIQUE

LES PARTIS VONT MOURIR... ET ILS NE LE SAVENT PAS ! – Robert Hue

L'Archipel, Paris, 2014, 216 pages, 17,95 euros.

Constatant les limites et les incohérences des partis politiques contemporains, M. Robert Hue estime qu'ils sont « finis » – ceux de gauche comme ceux de droite. L'ancien dirigeant, qui publie ici son premier ouvrage depuis son départ du Parti communiste français (PCF) en 2008, propose de dépasser le cadre de la gauche pour s'adresser à tous les « progressistes ». Ajoutant son nom à la longue liste de ceux qui prétendent faire de la politique autrement, il prône l'« écoprogressisme », le « e-militantisme » pour créer un « e-mouvement » connecté via les réseaux sociaux, gage de modernité et d'ouverture. Le propos pourrait faire sourire, mais l'auteur procède également à une réécriture de l'histoire, en pointillé. Décrivant un PCF « irriformable », il oublie qu'il s'est chargé de le placer, en 1997, dans l'orbite du Parti socialiste. Il évite également d'analyser ce qui, selon certains, fait partie du bilan électoral de cette stratégie : un Parti communiste au plus bas et un Front national au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

AURÉLIEN BERNIER



GÉOPOLITIQUE

L'HUMANITAIRE À L'ÉPREUVE DE L'ÉTHIQUE. – Jean-François Mattei

Les Liens qui libèrent, Paris, 2014, 150 pages, 15 euros.

M. Jean François Mattei, ancien ministre de la santé reconverti en président du Fonds Croix-Rouge, profite ici de sa riche expérience pour évoquer la géopolitique de l'humanitaire et ses avatars à venir. Rétrécissement du champ humanitaire, remontée des États du Sud, revendications lors des catastrophes envers les arrogants «missionnaires» occidentaux : tels sont les points envisagés par l'ouvrage, déjà bien connus. Mais l'auteur postule des principes éthiques bien loin de pratiques restées souvent très occidentalocentrées : ainsi de l'inversion souhaitée des décisions, car qui décide de la nature du «bien» ? C'est ainsi la question de la «deuxième décolonisation» qui se pose pour l'action humanitaire. Mais cette transition qu'appelle de ses vœux M. Mattei ne serait-elle pas mieux assurée par la coopération, voire la symbiose, des organisations non gouvernementales internationales avec des sociétés civiles en pleine effervescence – notamment en Afrique subsaharienne ?

MICHEL GALY

HISTOIRE

LA GUERRE D'ESPAGNE. Révolution et contre-révolution (1934-1939). – Burnett Bolloten

Agone, Marseille, 2014, 1280 pages, 45 euros.

En mythifiant le versant antifasciste de la guerre d'Espagne, on a «oublié» la révolution sociale qui fut la réponse populaire spontanée au coup d'État franquiste. Les mandarins de l'historiographie – irrités par cette révolution décentralisée et libérale – ont été les artisans de ce que Burnett Bolloten a appelé «le grand camouflage». Jeune journaliste témoin des événements, il a ensuite consacré son existence à rassembler et organiser des documents qui montrent sans complaisance les luttes pour le pouvoir dans le camp de la République, et les conditions politiques de la contre-révolution. Trois vagues d'édition chaotiques – la première au cœur de la guerre froide – furent les étapes d'une œuvre en devenir rendue définitive par la mort de l'auteur en 1987. Extension chronologique et documentaire, confrontation avec les nouvelles publications, refonte de l'appareil critique, refus d'éluder les sujets controversés : l'historiographie universitaire a finalement salué l'ampleur et l'honnêteté de la tâche accomplie, en qualifiant toutefois l'ouvrage de «classique atypique». Pour cela aussi, il s'agit d'une vision précieuse de ce qui s'est joué en 1936.

AIMÉ MARCELLAN

SPORT

COMMENT ILS NOUS ONT VOLÉ LE FOOTBALL. La mondialisation racontée par le ballon. – Sous la direction d'Antoine Dumini et de François Ruffin

Fakir Editions, Amiens, 2014, 26 pages, 6 euros.

Comment le sport le plus populaire du monde est-il devenu, en moins d'un demi-siècle, la vitrine du libéralisme ? C'est l'histoire que retracent Antoine Dumini et François Ruffin, de l'ingérence du général Francisco Franco dans les affaires du Real Madrid aux multinationales d'aujourd'hui qui, après avoir acheté les stades et les clubs, transfèrent les joueurs en produits spéculatifs. Ils pointent les dirigeants, quelquefois étonnamment français : «Un moindre niveau de démocratie est parfois préférable pour organiser une Coupe du monde», déclare ainsi M. Jérôme Valcke, secrétaire général de la Fédération internationale de football association (FIFA). Les auteurs saluent aussi les héros insoumis, comme l'attaquant chilien Carlos Caszely, qui refusa de serrer la main du général Augusto Pinochet au péril de sa vie.

DAVID COMMEILLAS

DVD

Je t'ai dans la peau

de Jean-Pierre Thorn

1 livre (210 pages) + 1 DVD (150 minutes), Éditions Commune, 2014, 25 euros.

Ce film (1990) que son auteur Jean-Pierre Thorn a voulu «épiquer» est l'unique fiction française consacrée à une syndicaliste. Il exalte trente ans d'histoire de la classe ouvrière à travers la vie fracassée de Jeanne, une religieuse devenue militante cégétiste. Maoïste, réalisateur en 1968 d'*Oser lutter, oser vaincre*, Thorn est en pays de connaissance : il a renoncé pendant huit ans au cinéma pour travailler comme ouvrier spécialisé chez Alstom et n'a repris sa caméra que pour rendre compte d'une grève dans son usine. Avec *Je t'ai dans la peau*, loin de tout naturalisme, il accompagne le parcours, inspiré de celui de Georgette Vacher, d'une «femme de marbre» qui, désavouée par son syndicat, fera de son suicide «une dernière action libre». Cette mort, Thorn la met en parallèle avec la victoire de la gauche en 1981, qui sonne pour nombre de militants le glas de leurs rêves. En écho au DVD, un livre, riche notamment d'un entretien avec Serge Daney, éclaire sur ce que militer voulait alors dire.

PHILIPPE PERSON

PHILOSOPHIE

Castoriadis et l'autonomie

L'HISTORIEN Pierre Vidal-Naquet écrivait de l'œuvre de son ami Cornelius Castoriadis (1922-1997) qu'elle pouvait être placée sous le «triple signe de Thucydide, de Marx et de Freud». Philosophe français d'origine grecque, ayant exercé comme psychanalyste pendant de nombreuses années, Castoriadis a développé une pensée qui s'est voulue inextricablement philosophique, anthropologique et politique. En éclairant son cheminement intellectuel et l'élaboration de ses notions-clés, la riche biographie de François Dosse (1) permet de comprendre ce qui l'a mené de l'animation d'un groupe et d'une revue d'extrême gauche antistalinienne, *Socialisme ou barbarie* (1949-1967), à une rupture publique avec le marxisme, afin, selon ses termes, de «rester révolutionnaire». Elle invite également à mesurer la pertinence de ses concepts, et leur influence.

Castoriadis prônait l'avènement d'une «société autonome» fondée sur la démocratie directe, dont la démocratie athénienne serait non le modèle mais le «germe». En effet, si selon lui la plupart des sociétés humaines peuvent être qualifiées d'«hétéronomes», c'est qu'elles se retrouvent sous l'emprise de structures sociales, politiques ou idéologiques, ce qu'il nomme «l'institué». La société autonome serait celle qui échappe à la pétrification de l'institué – qu'il soit constitué par le marché, la religion ou l'État. A la différence de Karl Marx, Castoriadis ne voit pas les bases d'une émancipation du capitalisme dans la dialectique des forces productives et des rapports de production, mais dans un retour à l'«imaginaire collectif instituant», ce pouvoir caractéristique de l'humain qui lie de façon fondatrice l'individu et la société, et qui permettrait notamment le refus de toute séparation entre dirigeants et dirigés, experts et «simples» citoyens (2)...

Dosse n'évite pas les aspects plus personnels de la biographie de ce Méditerranéen à la vitalité étourdissante, sportif et passionné de jeux, souvent excessif, qui aimait se trouver en opposition : au socialisme bureaucratique de type soviétique aussi bien qu'au capitalisme, y compris dans sa phase contemporaine néolibérale, qu'il qualifiait de «basse époque». Cette sensibilité agonistique l'a parfois égaré, comme lorsque dans *Devant la guerre*, en

1981, il se mit à prophétiser le danger d'une supposée «société militaire soviétique».

Castoriadis ne pouvait que rencontrer l'écologie politique, et il s'est lié avec l'un des plus importants théoriciens de la décroissance, Serge Latouche. Dans le *Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale* (3) qu'il vient de publier, Latouche discute ses positions sur les dangers du développement et de la technique, et présente quelques-uns des textes où il en appelait à une autolimitation fondée sur la nécessité de rejeter le «développement de type occidental-capitaliste».

Une partie de l'œuvre de Castoriadis publiée chez 10/18 était épuisée. Ces textes sont de nouveau disponibles grâce aux Éditions du Sandre, qui proposent ses *Écrits politiques* dans une présentation aussi élégante que rigoureuse. Le tome 1 de *Quelle démocratie ?* (4) réunit, outre quelques inédits, des textes publiés entre 1962 et 1978, dont une critique au vitriol des «nouveaux philosophes», désignés comme des «divertisseurs», une attaque contre Louis Althusser à la virulence stupéfiante... La verve polémique de Castoriadis dérapait fréquemment vers l'injure, voire la calomnie, notamment envers Gilles Deleuze et Félix Guattari, qu'il semblait exécuter.

On peut ne pas être convaincu par la problématique d'une société «autonome». Il n'en reste pas moins que l'ambition du projet théorique de Castoriadis, tissant un ensemble de concepts imbriqués avec une grande rigueur, suscite l'admiration. Et on ne peut qu'approuver, quelles que soient les réserves, ce qu'il déclarait dans un de ses derniers entretiens : «Je pense que je fais de la philosophie et que ce que j'écris, c'est nouveau.»

BAPTISTE EYCHART.

(1) François Dosse, *Castoriadis. Une vie*, La Découverte, Paris, 2014, 530 pages, 25 euros.

(2) Cf. son maître ouvrage, *L'Institution imaginaire de la société*, Seuil, Paris, 1999 (1^{re} éd. : 1975).

(3) Serge Latouche, *Cornelius Castoriadis ou l'autonomie radicale*, Le Passager clandestin, Neuvy-en-Champagne, 2014, 94 pages, 8 euros.

(4) Cornelius Castoriadis, *Quelle démocratie ?*, tome 1, *Écrits politiques 1945-1997*, III, Éditions du Sandre, Paris, 2013, 692 pages, 32 euros.

MUSIQUE

L'appel du blues

RÉCURRENTMENT outre-Atlantique, la question de l'esclavage interroge en creux la culture qui a su en naître : le blues. Musique du diable, selon la légende... Le grand bluesman Robert Johnson aurait même signé un pacte avec le Malin, à un carrefour : son âme contre la gloire. Mais ce genre d'histoires, ce sont de jeunes blancs-becs bercés par le romantisme de l'antiracisme des années 1960 qui les ont colportées. Sa chanson fameuse *Crossroad Blues* («Le blues du carrefour»), un des hymnes du blues rural, gravé en 1936, raconte tout simplement la rude vie des Afro-Américains du Deep South, ces anciens États confédérés où l'humiliation et la ségrégation étaient l'ordinaire de la vie. D'ailleurs, le quotidien est bien davantage marqué par les relations au Tout-Puissant qu'à Lucifer.

C'est ce qui frappe à la lecture du livre de William Ferris (1), une bible pour tous les amateurs du genre. L'auteur, photographe, universitaire et réalisateur, né en 1942 dans le Mississippi, a parcouru depuis le début des années 1960 et pendant près de deux décennies, muni d'un magnétophone, d'un appareil photo et d'une caméra, les lieux où il a grandi, afin de collecter la parole des sans-voix au moment même où ceux-ci accèdent enfin aux droits civiques. Or ces «voix» enfoncées dans les méandres du fleuve immense témoignent d'une foi sans faille, malgré tout et tous.

«L'appel que j'ai entendu était un peu comme celui de Moïse quand il dut retourner en Égypte pour en faire sortir son peuple.» Les premiers mots du révérend Isaac Thomas, de la paroisse de Rose Hill, donnent le diapason. L'une de ses ouailles, Mary Gordon, confie louer son Créateur lorsqu'elle est aux champs, avant d'entonner un plus païen *You Shall Be Free*, où la fille d'esclaves parodie les prédicateurs... Les témoignages recueillis offrent une version assez complète de l'envers (l'enfer...) du décor. Au micro du folkloriste, quelques artistes connus (B. B. King, Othar Turner, Willie Dixon) et surtout de nombreux inconnus (dont les prisonniers du pénitencier de Parchman) parlent simplement de leur vie, de leur lien avec la communauté et de la musique. Tous incarnent les racines du blues, la bande-son d'une oppression où les superstitions des ménestrels afro-américains disent à mots couverts

la colère qui gronde des opprimés, qui trouvent la voie de l'émancipation rédemptrice grâce à la musique, si l'on en croit LeRoi Jones (Amiri Baraka), l'auteur du *Peuple du blues*, décédé début 2014.

Ce calvaire fut peu ou prou le même du nord au sud des Amériques. C'est ce que confirment les trois CD de la compilation *Slavery in America* (2). Le blues y tient encore une place essentielle, tout comme ses héritiers, la soul, le jazz et le funk, scansion sonore des combats pour les droits civiques. Mais ce ne sont pas les seuls à composer une critique du système «planteur» : sous le vernis de l'humour noir, le calypso fait passer des messages explicites, comme sur le génial *The Slave*, de Mighty Sparrow. Cette même volonté de ne pas se taire se retrouve, autrement formulée, dans des musiques plus connectées aux forces mystiques, comme les syncrétiques candomblé brésilien et santería cubaine, qui permettent à nombre de déportés de préserver sous le masque des saints chrétiens leur propre panthéon. Persistance de la mémoire rime alors avec résistance. «De leurs voix obstinées et d'instruments improbables, ils érigèrent la musique en art total. Inépuisable. Ils firent ainsi l'expérience de l'invincibilité», souligne Mme Christiane Taubira dans la préface de ce coffret. Mieux, cette mémoire résonne jusqu'à aujourd'hui. Ce que nous rappelle Eric Bibb (3), «troubadour engagé» dont l'album invoque l'aura de LeRoi Jones : plus qu'un rappel des faits (dont le massacre de Rosewood, en 1923...), les quinze titres qui le composent invoquent les aînés pour mieux interroger l'actualité tourmentée des Afro-Américains et interpeller les autorités.

Encore un coup de ce satané blues, totalement transfiguré.

JACQUES DENIS.

(1) William Ferris, *Les Voix du Mississippi*, Papa Guédé, Paris, 2013, 336 pages (avec un CD de vingt-deux titres et un DVD regroupant six documentaires présenté par Bertrand Tavernier), 38 euros.

(2) *Slavery in America. Redemption Songs 1914-1972*, Frémeaux & Associés, Vincennes, 2014, 30 euros.

(3) Eric Bibb, *Blues People*, Dixiefrog (distribution : Harmonia Mundi), Retheuil, 2013, 12 euros chez Dixiefrog.

DANS LES REVUES

□ **DISSENT.** Ce qui se passe dans les villes progressistes aux États-Unis, ou ce qui se passe de progressiste dans les villes de New York, Seattle, New Haven, Los Angeles, etc. (Hiver, trimestriel, 10 euros. – PO Box 15025, North Hollywood, CA 91615, États-Unis.)

□ **THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS.** Quand les prisons américaines deviennent source de profit pour les entreprises privées ; le pape François est-il un réformiste radical ? Robert Paxton analyse le livre de John Merriman sur la Commune de Paris. (Vol. LXII, n° 3, 4 mars, bimensuel, 6,95 dollars. – PO Box 23022, Jackson, MS 39225-3022, États-Unis.)

□ **LES GRANDS DOSSIERS DE «DIPLOMATIE».** La guerre économique : sa définition complexe, son histoire, ses enjeux géopolitiques et stratégiques contemporains. Un article sur «la guerre du droit» à travers l'exemple du grand marché transatlantique. (N° 24, décembre-janvier, bimensuel, 10,95 euros. – 91, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.)

□ **LE DÉBAT.** Entretien éclairant avec Henry Laurens sur la situation au Proche-Orient. Pierre Bellanger discute les perspectives de la souveraineté numérique : «Le réseau des données personnelles est un bien commun.» (N° 183, janvier-février, bimensuel, 19,50 euros. – Gallimard, Paris.)

□ **REVUE DES DEUX MONDES.** Elaboré avec le concours des *Cahiers d'Orient*, un dossier consacré aux chrétiens d'Orient propose notamment un reportage à Damas, un rappel historique et un point sur le soutien apporté par la Russie. (N° 2, février, mensuel, 18 euros. – 97, rue de Lille, 75007 Paris.)

□ **AFRIQUE RENOUVEAU.** La pandémie du virus Ebola révèle la nécessité de rénover les infrastructures de santé en Afrique. Analyses, enquêtes et reportages décortiquent la vie des sociétés pendant et après l'épidémie. Les textes sont éclairés d'une abondante infographie. (Vol. 28, n° 3, décembre, trimestriel, gratuit. – Nations unies, NY 10017-2513, États-Unis.)

□ **L'ANNÉE FRANCOPHONE INTERNATIONALE. 2014-2015.** Un bilan du mandat du Sénégalais Abdou Diouf à la tête de l'Organisation internationale de la francophonie. Un dossier sur les 60 ans du *Monde diplomatique*. (N° 23, annuel, 25 dollars canadiens ou 20 euros. – Université Laval, bureau CSL-6425, 1055, rue du Séminaire, Québec G1V 0A6, Canada.)

□ **REVUE NOUVELLE.** Comment peut-on «punir l'horreur» ? interroge le dossier. En plus d'une réflexion sur la Cour pénale internationale, divers cas sont analysés, du Rwanda à l'ex-Yougoslavie. (N° 1, janvier, dix numéros par an, 10 euros. – Rue du Marteau 19, 1000 Bruxelles, Belgique.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** En réponse à une étude de Perry Anderson comparant les révolutions russe et chinoise, Wang Chaohua dresse un bilan plus circonstancié de la période maoïste et des réformes entreprises par Deng Xiaoping. (N° 91, janvier-février, bimensuel, 10 euros. – 6 Meard Street, WIG OEG, Londres, Royaume-Uni.)

□ **JAPAN ANALYSIS.** Le vieillissement de la population et l'attractivité de Tokyo menacent l'existence de huit cent quatre-vingt-seize municipalités au Japon. La revue analyse les expériences de terrain pour lutter contre le dépeuplement. (N° 36, décembre, version électronique sur demande. – Asia Centre, 71, boulevard Raspail, 75006 Paris.)

□ **REVUE D'ÉTUDES COMPARATIVES EST-OUEST.** Les politiques européennes de réconciliation : de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo aux politiques de protection des minorités russophones en Lettonie, en passant par le traitement de l'histoire sur la chaîne franco-allemande Arte. (Vol. 45, n° 3-4, trimestriel, 19 euros. – 44, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.)

□ **GIBRALTAR.** Un dossier sur les murs qui fractionnent l'espace méditerranéen, de Ceuta, Melilla et du Sahara occidental jusqu'au bord du fleuve Evros, en Grèce, en passant par la Palestine, le Liban, l'Égypte et Chypre. Les échanges transfrontaliers dans les Pyrénées. (N° 4, 1^{er} semestre, semestriel, 17 euros. – BP 82332, 31021 Toulouse Cedex 2.)

□ **CHRONIQUE INTERNATIONALE DE L'IRE.** Le point sur les services publics de santé et d'éducation dans la tourmente de l'austérité en Europe. (N° 148, décembre, mensuel, 13 euros. – 16, boulevard du Mont-d'Est, 93192 Noisy-le-Grand Cedex.)

□ **LA PENSÉE.** Dans un dossier sur l'emprise des chiffres sur la vie publique, un article clarifie les unités de mesure de l'énergie et leurs mauvais usages. Une lecture critique de Thomas Piketty par Frédéric Boccard. (N° 380, octobre-décembre, trimestriel, 19 euros. – Fondation Gabriel-Péri, 14, rue Scandicci, 93500 Pantin.)

□ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** Retour sur l'étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui montre que les inégalités de revenus jouent contre la croissance ; certains économistes estiment que la lutte contre ces inégalités par la redistribution conduirait au pire. (N° 3105, 1^{er} quinzième de février, bimensuel, 4,80 euros. – 29, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.)

CINÉMA

« Selma » et la légende noire

DANS LES REVUES

❑ **L'OURS.** Après la déroute électorale de mars 2014, le socialisme français est-il toujours municipal ? Une histoire des rapports entre le New Labour de M. Anthony Blair et le socialisme français. (N° 68-69, hors-série, 16 euros. - 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.)

❑ **POLITIQUE.** Les voitures diesel, nouvelle cible des pouvoirs publics en France et en Belgique ; un dossier sur les « nouvelles figures du racisme et de l'antiracisme ». (N° 88, janvier-février, bimestriel, 9 euros. - Rue du Faucon 9, B-1000 Bruxelles, Belgique.)

❑ **LA GRANDE RELÈVE.** Un article qui revient sur l'histoire du rapport entre la gauche française et le capitalisme rappelle que, longtemps, le mouvement ouvrier ne s'est pas reconnu dans une gauche qu'il jugeait bourgeoise. (N° 1160, janvier, mensuel, 2,20 euros. - 88, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet.)

❑ **LE NOUVEAU BASTILLE RÉPUBLIQUE NATIONS.** Attaché au maintien de la Grèce dans l'euro, comment le gouvernement dirigé par Syriza peut-il réaliser son programme anti-austérité ? (N° 44, janvier, mensuel, 6,60 euros. - 8, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris.)

❑ **RECHERCHES FÉMINISTES.** Bilan du féminisme dans l'art depuis la fin des années 1970, à travers les formes contemporaines les plus diverses : cinéma « post-pornographique » ou théâtre d'improvisation basé sur des récits personnels, à l'intersection de « la performance et du traumatisme ». (Vol. 27, n° 2, semestriel, 60 dollars par an. - Université Laval, 103, avenue des Sciences-Humaines, Québec, G1V 0A6, Canada.)

❑ **MÉDIACRITIQUE(S).** La discrétion de la presse au moment de la réélection, dès le premier tour avec 61 % des suffrages, du président bolivien Evo Morales. Un dossier sur les médias et l'extrême droite. (N° 14, janvier-mars, trimestriel, 4 euros. - 39, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.)

❑ **A BÂBORD.** L'immigration au Canada : soumission aux règles du marché, situation des enfants sans-papiers dans les écoles publiques, accès à la santé, etc. La précarité croissante des conditions de travail des étrangers est abordée à travers le cas des aides à domicile. (N° 54, février-mars, bimestriel, 6,95 dollars canadiens. - 5819, De Lorimier, Montréal, QC, H2G 2N8, Canada.)

❑ **LE PASSE-MURAILLES.** La population homosexuelle à l'épreuve de la prison ; les rapports conflictuels entre détenus et journalistes ; la réforme de la justice des mineurs. (N° 52, janvier-février, bimestriel, abonnement annuel : 36 euros. - Genepi, 23, rue Charles-Fourier, 75013 Paris.)

❑ **L'ÉCOLOGISTE.** Les raisons de sortir du nucléaire : chiffres-clés, risques, gestion des déchets, normes, situation du Japon et de l'Allemagne. Une explication iconoclaste de la baisse des prix du pétrole. (N° 44, janvier-mars, trimestriel, 6 euros. - BP 1, 03160 Ygrande.)

❑ **DRIT ANIMAL, ÉTHIQUE & SCIENCES.** La population d'oiseaux d'Europe aurait diminué de 20 % dans les trente dernières années. Les oiseaux communs sont les moins à l'abri, comme l'alouette (-45 %) ou l'étourneau (-58 %). Une réflexion sur les frontières juridiques entre homme et animal. (N° 84, janvier, trimestriel, gratuit. - 39, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.)

❑ **DE TOUT BOIS.** La première revue contre le Center Parcs de Roybon décrit ce « scandale d'un endroit qui ne sert à rien ». Après le coup d'arrêt porté au projet d'aménagement par les recours juridiques, les « zadistes » misent sur l'occupation du site. (N° 1, hiver, 2 euros. - 46 bis, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.)

❑ **ESPACE DE LIBERTÉ.** La revue du Centre d'action laïque de Belgique tourne les projecteurs vers l'athéisme, un mouvement absent des médias et des débats, qui font la part belle aux religions. (N° 435, janvier, mensuel, 2 euros. - Campus de la plaine, ULB, CP 236, avenue Arnaud-Fraiteur, 1050 Bruxelles.)

❑ **L'ÂGE DE FAIRE.** L'agronome Pablo Servigne estime que l'Europe court le risque de graves problèmes alimentaires d'ici à 2030. Un dossier sur l'amélioration de la qualité de la vie par la réduction du temps de travail. (N° 94, février, mensuel, 1,50 euro. - La Treille, 04290 Salagnac.)

❑ **CHRONIQUE D'AMNÉSTY INTERNATIONALE.** Quel statut protecteur pour les « lanceurs d'alerte » ? Un reportage en Centrafrique souligne l'impunité de certains criminels de guerre. (N° 300, novembre, mensuel, 3,50 euros. - 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris Cedex 19.)

❑ **L'INCONDITIONNEL.** Le premier numéro de ce journal intégralement consacré au revenu de base inconditionnel est diffusé en France, Belgique et Suisse. Il expose, explore et explique, et l'idée d'un revenu déconnecté de l'emploi et versé à tous, de la naissance à la mort. (N° 1, décembre, gratuit. - <http://linconditionnel.info>)

❑ **LUTOPIK.** Réalisé par une équipe de jeunes, un dossier plutôt optimiste sur les « vieux » : des retraités qui savourent le temps retrouvé aux utopistes bientôt centenaires. (N° 6, hiver, trimestriel, 4 euros. - 2, Sous-la-Côte, 25340 Fontaine-lès-Clerval.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

Programmé en France à partir du 11 mars, le film « Selma » a déclenché une âpre controverse au moment de sa sortie dans les salles américaines en décembre 2014. Tandis que certains l'ont vu comme une arme pour mobiliser les Noirs contre la brutalité policière et les discriminations, d'autres l'ont accusé de réécrire l'histoire et de célébrer l'existence d'une « communauté noire » imaginaire.

PAR ADOLPH REED JR *

RÉALISÉ par la cinéaste Ava DuVernay et coproduit par l'animatrice de télévision Oprah Winfrey, *Selma* met en scène la campagne lancée par Martin Luther King dans la petite ville éponyme d'Alabama pour protester contre l'interdiction faite aux Noirs de voter dans le sud des États-Unis. Le mouvement s'acheva le 7 mars 1965 par une marche illégale, organisée jusqu'à Montgomery et sévèrement réprimée par la police. Les images de ce « dimanche sanglant » (*Bloody Sunday*) ont fait le tour du monde, et l'événement est resté dans les mémoires comme un symbole de la lutte pour les droits civiques. Cinq mois plus tard, le Congrès votait une loi autorisant les Noirs à se rendre aux urnes : la ségrégation raciale disparaissait du droit américain.

Lors de la sortie du film aux États-Unis, certains journalistes ont reproché à la cinéaste de ne pas respecter la vérité historique, notamment dans le portrait qu'elle dresse du président Lyndon Johnson (1963-1969). DuVernay s'est défendue en arguant qu'elle n'avait pas réalisé un documentaire et qu'elle avait parfaitement le droit d'exprimer son point de vue d'artiste. Maureen Dowd, célèbre chroniqueuse du *New York Times*, a pointé la contradiction inhérente à ce type d'argument : « *L'excuse classique, "ce n'est qu'un film", est plus qu'écoulée. Les réalisateurs adorent brandir leur liberté créatrice, mais ils mettent systématiquement en avant l'authenticité, car ils savent que c'est un plus pour les Oscars* (1). »

Comme d'autres films récents traitant de la condition noire et consacrés à l'esclavage ou à la ségrégation (2), *Selma* semble considérer le passé comme un simple placard à accessoires, un catalogue d'images d'Épinal utilisées pour naturaliser, en les drapant dans les oripeaux d'époques révolues, des idées actuelles destinées à flatter l'élite noire contemporaine : la réduction de la politique au récit du triomphe des justes contre les préjugés ; la lutte contre l'adversité pour atteindre la réussite et la reconnaissance individuelles ; la construction d'un racisme détaché de tout contexte historique, présenté comme seul obstacle à l'avancée des Noirs.

A ce titre, les arguments de DuVernay sur le rôle de Johnson dans la lutte pour les droits civiques sont révélateurs. Le scénario original montrait un président engagé en faveur de la cause des Noirs. Mais la réalisatrice ne souhaitait pas « faire un film où un Blanc sauve les Noirs » : « Je voulais tourner un film qui fasse des gens de couleur des acteurs de leur vie, a-t-elle déclaré sur CBS le 8 février 2015. Nous n'avons pas besoin d'être sauvés par quelqu'un qui débarquerait sur son cheval blanc. » En fait, elle n'applique pas ces principes respectables : son film ne parle pas des « vrais participants à la marche de Selma », comme elle l'affirme, mais se contente de remplacer l'homme blanc prépondérant par un Noir. La réalisatrice a beau prétendre le contraire, *Selma* reste un exemple parfait du culte simplificateur voué à Martin Luther King (3). Ainsi, à en croire le film, la campagne de Selma se résume à l'action de King et de ses camarades de la Conférence des dirigeants chrétiens du Sud (Southern Christian Leadership Conference, SCLC). Le rôle du Comité de coordination non-violent des étudiants (Student Nonviolent Coordinating Committee, SNCC) est largement occulté, tout comme celui d'un de ses militants les plus actifs, James Forman, présenté comme une tête brûlée et un esprit borné. Les rapports tendus entre ces deux organisations sont



COLIN BOOTMAN. - « Against All Odds » (Contre toute attente), 2003

d'ailleurs ramenés à une simple volonté juvénile et triviale des activistes radicaux du SNCC de défendre leur pré carré ; les différends politiques et stratégiques sont passés sous silence. De plus, King n'a pas, comme DuVernay l'affirme dans son film, « dirigé le mouvement des droits civiques jusqu'à son assassinat en 1968 ». Pas plus qu'il ne fut le principal organisateur de la marche sur Washington du 28 août 1963, dont la paternité revient bien davantage à Philip Randolph et à son Conseil des travailleurs noirs américains (Negro American Labor Council, NALC).

« La visée de Selma n'est pas éducative, mais mobilisatrice. Il cherche à nous émouvoir. Son objectif n'est pas d'être véridique, mais de jouer sur la dimension tragique, poignante », estime le professeur de l'université de Californie Jerome Christensen pour défendre le film, qu'il voit comme un « écho de Ferguson » - où un jeune Noir a été tué par la police le 9 août 2014. « Johnson ne peut pas en être le héros blanc qui sauve tout le monde, tout simplement parce que rien n'a été sauvé », conclut-il (4). Mais, pour les détracteurs de Selma, l'image d'un Johnson réticent à adopter la nouvelle loi électorale ne relève pas seulement de la licence artistique : elle dénature un aspect significatif du mouvement des droits civiques, donne une représentation erronée des modalités de son succès et pourrait en cela nuire aux combats actuels pour l'émancipation. Au-delà de cette controverse sur l'utilisation de l'histoire, la manière dont le film de DuVernay représente la « communauté noire » américaine pose un problème politique. Pour le comprendre, il faut revenir sur la loi de 1965 et son impact sur les États du Sud, le militantisme noir et le jeu politique en général.

L'EXEMPLE de M. David Duke, un membre du Ku Klux Klan qui se disait ouvertement nazi, est tout à fait significatif. Candidat au poste de sénateur de Louisiane en 1990, puis de gouverneur de l'État en 1991, il a recueilli la majorité des suffrages des électeurs blancs. Certes, il n'a pas gagné, mais ses résultats ont conduit nombre de commentateurs à s'interroger : n'était-ce pas le symptôme du caractère immuable des mœurs politiques dans le sud des États-Unis ? Au contraire, son échec relatif lors de ces deux scrutins illustrait plutôt l'efficacité de la loi de 1965. Si, vingt-cinq ans plus tôt, Duke avait recueilli une part aussi substantielle du vote blanc, il aurait été élu. Et ce n'est pas qu'une question d'arithmétique, une conséquence mécanique du poids démographique des Noirs : en 1991, 40 % des électeurs blancs de Louisiane ont choisi d'opter pour des candidats soutenus par l'immense majorité des Noirs.

Cet épisode témoigne en fait d'un profond changement de la culture politique américaine et illustre les nouvelles perspectives électorales et politiques ouvertes par la loi de 1965, dans les zones rurales comme dans les grandes villes, et en particulier dans les circonscriptions à majorité noire. Dans les années 1960, pour la première fois depuis la période de Reconstruction (1865-1877) qui a suivi la guerre de Sécession (1861-1865), des candidats noirs ont été élus shérifs dans des États du Sud. Le phénomène a également concerné le nord du pays, où le nombre de parlementaires noirs au Congrès est passé de neuf en 1969 à quarante-trois en 2013. En outre, au milieu des années 1980, des « régimes urbains noirs » (5), c'est-à-dire des administrations municipales dirigées et dominées par des Noirs avec une majorité solide de conseillers (par opposition aux villes où un maire noir, comme M. Tom Bradley à

Los Angeles ou M. Wellington Webb à Denver, était élu grâce à une coalition dominée par des Blancs), sont apparus dans treize villes de plus cent mille habitants. Le nombre d'élus afro-américains dans le pays est passé de mille cinq cents en 1970 à neuf mille en 2006.

LES transformations ont été largement célébrées comme l'accomplissement du mouvement des droits civiques. Pourtant, la classe de bureaucrates noirs apparue depuis les années 1960 n'a jamais cherché à remettre en cause l'inégale répartition des richesses, préférant valoriser la réussite individuelle au détriment de l'émancipation collective. Ce constat rejoint une faille récurrente d'une majorité de travaux sur les Afro-Américains. De nombreux spécialistes des « études noires » (*black studies*) reprennent les concepts de « mouvement de libération des Noirs » et de « communauté noire », comme s'ils étaient homogènes, cohérents et détachés des dynamiques politiques de la société américaine. Cette interprétation s'enracine, comme l'ont montré les universitaires Cedric Johnson et Dean Robinson (6), dans l'idéologie du Black Power (« pouvoir noir »), développée dans les années 1960-1970 et qui postule l'idée d'une unité raciale naturelle. Ce discours était alors compréhensible : la ségrégation existait toujours, et la lutte contre la discrimination raciale pouvait encore exiger une rhétorique axée sur l'unité de pensée et d'action.

Mais le contexte a changé. Aujourd'hui, tandis que des Noirs affichant leur « conscience de race » épousent des carrières et des idéologies qui participent à la mise à mal de l'enseignement et des services publics, à la spéculation immobilière, à la gentrification, etc., il devient particulièrement problématique de postuler l'existence d'une « communauté noire » ou même de « masses populaires noires ». Depuis quelques années, des chercheurs ont d'ailleurs mis en évidence les différenciations et les tensions de classe présentes au sein de la population noire, depuis la période de la ségrégation jusqu'à nos jours.

Dans cette histoire, la loi sur le droit de vote de 1965 a joué un rôle déterminant. En permettant la participation des Noirs au fonctionnement ordinaire de la politique intérieure américaine, elle a montré que les intérêts des élus afro-américains, comme ceux des élus blancs ou latino-américains, ne coïncidaient pas forcément avec ceux de leur « communauté ». Plutôt que d'analyser le mouvement des droits civiques dans sa complexité, en l'insérant dans la longue histoire politique des Noirs aux États-Unis et dans celle de la lutte pour la justice sociale et l'égalité, le film de DuVernay sacralise la victoire de 1965, au point de la transformer en pièce de musée.

(1) Maureen Dowd, « Not just a movie », *The New York Times*, 17 janvier 2015.

(2) Par exemple, *La Couleur des sentiments* (2011), de Tate Taylor, *Django Unchained* (2012), de Quentin Tarantino, ou encore *Lincoln* (2012), de Steven Spielberg.

(3) DuVernay n'a toutefois pas pu reprendre fidèlement les déclarations du pasteur, car celles-ci sont la propriété intellectuelle de Spielberg...

(4) Cité par Cara Buckley, « When films and facts collide in questions », *The New York Times*, 21 janvier 2015.

(5) Cf. *Stirrings in the Jug: Black Politics in the Post-Segregation Era*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1999.

(6) Cedric Johnson, *Revolutionaries to Race Leaders: Black Power and the Making of African American Politics*, University of Minnesota Press, 2007 ; Dean E. Robinson, *Black Nationalism in American Politics and Thought*, Cambridge University Press, New York et Cambridge, 2001.

* Professeur de science politique à l'université de Pennsylvanie. Auteur de *Without Justice for All: The New Liberalism and Our Retreat from Racial Equality*. Westview Press, Boulder (Colorado), 2001.

SwissLeaks ou la grande évasion

PAR IBRAHIM WARDE *

POUR lutter contre la fraude, le fisc rejoue à l'infini la scène où le mari de *La Dame de Shanghai* (1947) poursuit son épouse dans le palais des glaces imaginé par Orson Welles. A chaque fois qu'il pense l'abattre d'un coup de revolver, c'est un miroir du labyrinthe qui s'effondre ; les amants s'enfuient par une porte dérobée. Les limiers de l'affaire SwissLeaks n'échapperont probablement pas à ce scénario. Déclenchée à la suite de la soustraction par l'informaticien Hervé Falciani de fichiers appartenant à la HSBC Private Bank (filiale suisse de l'établissement britannique), cette affaire apparaît toutefois inédite par son ampleur : pas moins de cent six mille comptes sur une période allant de 2005 à 2007, épluchés par cent cinquante-quatre journalistes de soixante médias issus de quarante-sept pays. Sur la bande-son, on entend les commentaires et recommandations des *relationship managers*, ces gestionnaires de fortune au service de la clientèle privée internationale.

Qui trouve-t-on sur les listes saisies par Bercy en 2009 et transmises depuis à plusieurs administrations étrangères ? Des capitaines d'industrie, des dirigeants politiques, des monarques (les roi du Maroc et de Jordanie), des vedettes du spectacle ou du sport, mais aussi des trafiquants d'armes et de stupéfiants, ainsi que des financiers soupçonnés d'acoïtances terroristes. Une intention commune dans la plupart des cas : échapper à l'impôt. Les dernières révélations, embarrassantes pour le système financier, s'inscrivent dans la lignée d'autres fuites, comme *Offshore Leaks* (en 2013) et *LuxLeaks* (en 2014), qui révélaient déjà l'étendue de l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux, le Luxembourg en particulier.

Pour limiter les dégâts, HSBC, dont le siège se trouve à Londres, a déployé une armada de communicants qui s'emploient, depuis le début de l'affaire en décembre 2009, à disqualifier les informations de M. Falciani : celles-ci seraient le produit d'un vol, les listes auraient été falsifiées, l'informaticien ne serait pas fiable... La preuve ? Il se trouve sous le coup d'un mandat d'arrêt international lancé par la Suisse pour vol et violation du secret bancaire.

Devant l'ampleur de la fraude, la banque reconnaît quelques « *manquements passés* », mais invoque une époque révolue où « *la culture du respect des règles et les standards de la diligence raisonnable étaient, chez HSBC, nettement moins élevés qu'aujourd'hui* » (1). D'ailleurs, affirme-t-elle, un grand

ménage a été fait, en 2008 et en 2012 : deux tiers des comptes de la filiale suisse ont été fermés ; les avoirs sous sa gestion ont presque diminué de moitié, passant de 118 milliards de dollars en 2007 à 68 milliards en 2014 ; les retraits en liquide de plus de 10 000 dollars sont strictement contrôlés ; les kleptocrates potentiels, ou « *personnalités politiquement exposées* » (PEP), sont examinés à la loupe. En somme, la banque présente ses excuses « *les plus sincères* » et jure que désormais ses services ne sont plus utilisés pour frauder le fisc ou blanchir l'argent sale.

Peut-on la croire ? Deuxième au palmarès mondial des banques détenant le plus d'actifs financiers, derrière l'Industrial and Commercial Bank of China (*Latribune.fr*, 9 juillet 2014), l'établissement britannique se distingue par sa tendance à la récidive et par la relative impunité dont il bénéficie. Pasteur anglican qu'on disait fêru d'éthique, M. Stephen Green présidait HSBC entre 2006 et 2010, pendant les détournements mis au jour. Loin d'être sanctionné, il fut anobli par la reine d'Angleterre en novembre 2010. Deux mois plus tard, le « *baron Green de Hurstpierpoint* » devenait ministre du commerce du gouvernement de M. David Cameron.

Même quand la foudre s'abat sur la vénérable banque, les dégâts demeurent limités. En 2012, par exemple, une commission du Sénat américain l'accuse d'être impliquée dans le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (2). Les régulateurs américains lui infligent une amende de 1,9 milliard de dollars, une peine presque symbolique au vu des bénéfices engrangés par les procédés sanctionnés (3). Ainsi, ni les clients ni le « *marché* » ne semblent frémir à la vue des déboires de leur banque. Comme l'a noté le *Financial Times* au lendemain des dernières indiscretions : « *Les moralistes et les politiques ne voudront pas l'entendre. Mais l'impact du scandale sur l'action HSBC peut se résumer en un mot : aucun* » (4).

Moins affectée que ses rivales lors de la crise des *subprime*, la banque a longtemps fait valoir une profitabilité soutenue ainsi qu'un « *service client* » défiant toute concurrence. Dans l'affaire SwissLeaks, tout a commencé avec la directive sur l'imposition de l'épargne (European Union Savings Directive, EUSD), adoptée en 2003 et entrée en application le 1^{er} juillet 2005. Elle imposait aux banques suisses une retenue à la source de 10% sur les avoirs appartenant aux ressortissants de l'Union européenne. L'argent ainsi récolté devait être reversé aux pays concernés, sans que l'identité des déposants soit divulguée. Les gestionnaires de fortunes n'ont pas eu à réfléchir longtemps pour proposer une parade à leurs



DEEDEE THE CROSS. – « L'Escroc mis à nu », 2012

clients : la taxe s'appliquait aux individus, mais pas aux entreprises. Il suffisait donc de créer des sociétés extraterritoriales – aux îles Vierges britanniques, au Panama ou aux Bahamas – et de leur faire ouvrir des comptes non imposables à la HSBC. Une stratégie « *gagnant-gagnant* » : non seulement les clients ne payaient pas d'impôt, mais la banque remplissait son tiroir-caisse grâce aux frais de fonctionnement de ces sociétés. Les millionnaires soucieux d'une plus grande discrétion pouvaient aussi brouiller les pistes grâce à des domiciliations fictives ou au non-renvoi des relevés de compte.

AFIN d'attirer un nombre élevé de clients, HSBC a tout de même dû déployer un marketing agressif. Selon les listes de M. Falciani, en moins de cinq mois (du 9 novembre 2006 au 31 mars 2007), 180 milliards de dollars auraient transité sur des comptes de HSBC Genève ; mille six cent quarante-cinq rendez-vous auraient été pris par des représentants de la banque dans vingt-cinq pays. Or, dans de nombreux Etats, le démarchage par des banques étrangères est illégal. A ce jour, au moins cinq d'entre eux (la France, les Etats-Unis, l'Argentine, l'Espagne et la Belgique) ont lancé des enquêtes contre HSBC Suisse pour blanchiment de fraude fiscale et démarchage de clients sur leur territoire. La banque britannique n'est pas la seule à avoir commis de tels délits et l'affaire SwissLeaks ne constitue que la partie émergée de l'iceberg : d'autres établissements, en particulier le géant helvétique UBS, sont dans le collimateur de la justice.

Que l'on qualifie les manœuvres destinées à réduire les impôts de fraude, d'optimisation fiscale ou d'ingénierie financière, le problème politique reste entier. Sur fond d'accroissement des inégalités, les gouvernements imposent des politiques d'austérité au prétexte que l'argent manque. Et, pendant ce temps, les nantis – individus et entreprises – cher-

chent à défiscaliser leurs avoirs. Ainsi, les géants du numérique – Apple, Google, Amazon... – ont tourné à leur avantage la concurrence fiscale à laquelle se livrent les Etats pour ne payer, en toute légalité, que des impôts infimes (5). En 2013, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est engagée à mettre fin aux pratiques fiscales déloyales, mais on peut douter du succès d'une telle entreprise.

Partout l'ambivalence règne. M. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, s'est engagé à faire de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales en Europe une de ses priorités. Mais, en dix-neuf ans à la tête du gouvernement luxembourgeois, il n'a cessé d'encourager les multinationales à verser à son pays quelques dizaines de milliards d'impôts, en dépouillant les autres Etats européens de centaines de milliards de recettes fiscales leur revenant. Une anecdote suffit pour saisir l'ampleur de la fraude (6). En août 2009, M. Eric Woerth, le ministre du budget français, annonçait détenir une liste de trois mille évadés fiscaux présumés. Dans l'espoir d'éviter les sanctions, quatre mille sept cent vingt-cinq contribuables se sont alors déclarés auprès des pouvoirs publics pour régulariser leur situation. Parmi eux, seuls soixante-huit figuraient sur le document de Bercy.

(1) « HSBC's response: "Standards of due diligence were significantly lower than today" », *The Guardian*, Londres, 8 février 2015.

(2) « US vulnerabilities to money laundering, drugs, and terrorist financing: HSBC case history », US Senate, Permanent Subcommittee on Investigations, Washington, DC, 17 juillet 2012.

(3) Lire « Les Etats-Unis mettent les banques à l'amende », *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(4) « HSBC: current accountability », *Financial Times*, Londres, 17 février 2015.

(5) Voir à ce sujet le documentaire *Le Prix à payer*, du réalisateur canadien Harold Crooks (2014).

(6) « Rapport d'information sur l'application des mesures fiscales contenues dans les lois de finances », présenté par M. Gilles Carrez, Assemblée nationale, Paris, 6 juillet 2011.

SOMMAIRE

PAGE 2 :
Loi Macron, obscur objet du désir (P. R.). – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :
Surenchères traditionalistes en terre d'islam, par NABIL MOULINE.

PAGES 4 ET 5 :
Dettes publiques, un siècle de bras de fer, par RENAUD LAMBERT. – Athènes, des médias à genoux, par VALIA KAIMAKI.

PAGE 6 :
« Où sont les Sartre, les Foucault ? », par PHILIPPE DESCAMPS. – Soutenir la Grèce, suite de l'article de SERGE HALIMI.

PAGE 7 :
Mythologie du front républicain, par JOËL GOMBIN.

PAGES 8 ET 9 :
Une gauche assise à la droite du peuple, par BENOÎT BRÉVILLE ET PIERRE RIMBERT.

PAGES 10 ET 11 :
Les Nord-Coréennes réveillent le « royaume ermite », par PHILIPPE PONS. – La Russie appelée à la rescousse (PH. P.).

PAGES 12 ET 13 :
Bouygues, le bâtisseur du dictateur, suite de l'article de DAVID GARCIA. – Rivalité turque dans l'obséquiosité (D. G.).

PAGES 14 ET 15 :
En bermuda dans les tranchées, par GENEVIÈVE CLASTRES. – Unesco, un label qui se mérite (G. C.).

PAGES 16 ET 17 :
Hugo Chávez, Dieu et la révolution, entretien avec IGNACIO RAMONET. – Le Venezuela miné par la spéculation, par LADAN CHER.

PAGES 18 ET 19 :
Le temps de la haine entre les Etats-Unis et l'Iran est-il révolu ? par TRITA PARI. – Négociations cruciales sur le nucléaire, par ALAIN GRESH. – Le scandale de l'irangate (A. G. ET DOMINIQUE VIDAL).

PAGE 20 :
Le coup de poker de M. Netanyahu, par MARIUS SCHATTLNER.

PAGE 21 :
L'Ukraine entre guerre et paix, suite de l'article d'IGOR DELANOË.

PAGES 22 ET 23 :
De la Transnistrie au Donbass, l'histoire bégaie, par JENS MALLING. – Sur le front de l'uranium, par SÉBASTIEN GOBERT ET LAURENT GESLIN.

PAGES 24 À 26 :
LES LIVRES DU MOIS : « Police du peuple », de Norman Spinrad, par GUILLAUME BAROU. – « Les Ongles », de Mikhaïl Elizarov, par MARIE-NOËL RIO. – Déjouer les ombres, de Vienne à Berlin, par PIERRE DESHUSSES. – Cadres à la manoeuvre, par DOMINIQUE FRANCESCETTI. – Fauteur de troubles, par EVELYNE PIEILLER. – Castoriadis et l'autonomie, par BAPTISTE EYCHART. – L'appel du blues, par JACQUES DENIS. – Dans les revues.

PAGE 27 :
« Selma » et la légende noire, par ADOLPH REED JR.